



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL MOIS de JANVIER 2023

PUBLIÉ LE 30 JANVIER 2023

DDETSPP 11

DDTM

- DIRECTION

- SAMT

- SEMA

- SUEDT/MDD

- SUEDT/UDS

DDTM 66

- SML

DREAL OCCITANIE

- UID 11/66

PREFECTURE

- DPPPAT/BEAT

SOMMAIRE

DDETSPP 11

Arrêté du 18 janvier 2023 portant désignation des membres du comité social d'administration de proximité de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et de sa formation spécialisée.....1

DDTM

DIRECTION

Arrêté préfectoral n° DDTM-2023-01.30 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude3

SAMT

Arrêté préfectoral n° DDTM-SAMT-2023-002 du 24 janvier 2023 portant autorisation de remplacement de trois enseignes à LEZIGNAN-CORBIERES :
- au profit de l'Agence Abeille Assurances
Mme Charlotte ALLANO, représentant la SARL New-York.....6

Arrêté préfectoral n° DDTM-SAMT-2023-003 du 24 janvier 2023 portant refus d'installation d'une enseigne à COURSAN :
- SELARL Pharmacie Mistral, représentée par M. Jean-Louis MORA.....8

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2022-0109 du 25 janvier 2023 portant modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 autorisant l'exploitation de l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty et les travaux de restauration de la continuité écologique.....11

Arrêté préfectoral n° DDTM-SAMT-2023-005 portant refus d'installation d'un dispositif d'enseignes à CASTELNAUDARY
Immeuble sis 1 place de la liberté à CASTELNAUDARY
Mme Christelle FRAYSSE, représentant l'EURL CLACARTE15

SUEDT/MDD

Arrêté préfectoral n° DDTM-SUEDT-MDD-2023-01 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre ferroviaires sur le département de l'Aude.....18

.../...

SUEDT/UDS

Arrêté préfectoral n° DDTM-SUEDT-UDS-2023-01 du 18 janvier 2023 portant portant approbation du Cahier des Charges de Cession ou de location des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Nicolas Appert » sur le territoire communal de CASTELNAUDARY.....27

DDTM 66

SML

Décision n° DDTM/SML/2023025-0001 du 25 janvier 2023 portant nomination des membres temporaires de la commission nautique locale relative au projet de révision du plan local de balisage de la commune de LEUCATE..... 28

DREAL OCCITANIE

UID 11/66

Arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-011 du 13 janvier 2023 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, sur le territoire de la commune de SIGEAN, par la Société ENGIE GREEN FRANCE.....30

Arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-012 du 13 janvier 2023 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, sur le territoire de la commune de ROQUETAILLADE-et-CONILHAC (11), par la Société ENGIE GREEN FRANCE.....74

PREFECTURE

DPPPAT/BEAT

Arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 portant habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce :

- SARL CEDACOM SUD, sise à MURET, représentée par Mme Charlotte CHARPENTIER épouse MOKRARA, gérante.....120

Arrêté préfectoral du 26 janvier 2023 portant modification de la composition du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de l'Aude.....122



Arrêté du 18 janvier 2023

portant désignation des membres du comité social d'administration de proximité de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et de sa formation spécialisée

La Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu l'arrêté NOR TFPX2234445A du 30 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 9 mars 2022 portant dérogation à l'utilisation du vote électronique en vue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique de l'État ;

Vu le procès-verbal de dépouillement et de proclamation des résultats du 8 décembre 2022,

Vu les désignations communiquées par les organisations syndicales pour la composition du CSA et pour la composition de la formation spécialisée,

Arrête :

Article 1^{er}

Le comité social d'administration de proximité de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude est composé comme suit :

- Représentants de l'administration :
 - En qualité de membre titulaire : Hélène SIMON
 - En qualité de membre suppléant : Eric PRIGENT-DECHERF
- Représentants du personnel : 04 membres titulaires et 04 membres suppléants.

Le président est assisté, en tant que de besoin, par les membres de l'administration exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par des questions soumises à l'avis du comité.

Article 2

Sont désignés en qualité de représentants du personnel au sein du comité social d'administration susmentionné :

Membres titulaires	Membres suppléants
Au titre de la CFDT	
GOUBIE Nathalie	ALES Valérie
MONFILS Vincent	FRONTIL Paul-Emmanuel
COLL-CHANTREAU Nathalie	SAISSET Marie-Claude
Au titre de l'UNSA	
CHARRAS Camille	MANDEVILLE Joëlle

Article 3

Sont désignés en qualité de représentants du personnel au sein de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du comité social d'administration de proximité :

Membres titulaires	Membres suppléants
Au titre de la CFDT	
GOUBIE Nathalie	ALES Valérie
MONFILS Vincent	FRONTIL Paul-Emmanuel
COLL-CHANTREAU Nathalie	SAISSET Marie-Claude
Au titre de l'UNSA	
CHARRAS Camille	MANDEVILLE Joëlle

Article 4

Le mandat des membres du comité social d'administration susvisé entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99 002 – 34 063 Montpellier Cedex 02) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 6

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le 18 janvier 2023

La directrice départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités et
de la protection des populations



Hélène SIMON



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer**

Arrêté préfectoral n° DDTM-2023.01.30 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 12 janvier 2010 relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 17 décembre 2019 nommant M. Vincent CLIGNIEZ, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 3 janvier 2020 nommant Mme Nathalie CLARENC, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU la circulaire du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-11-0007 du 28 janvier 2010 relatif à la création et l'organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU l'avis du comité technique de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude en date du 10 novembre 2022 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude (DDTM) exerce, sous l'autorité du Préfet de l'Aude, les attributions définies à l'article 3 du décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles.

ARTICLE 2 :

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude comprend les services suivants :

- la direction ;
- le service innovation, connaissances et affaires juridiques (SICAJ) ;
- le service agriculture, forêt, eau et biodiversité (SAFEF)
- le service logement, aménagement, mer et territoires (SLAMT)
- le service risques sécurité routière constructions (SRISC)

ARTICLE 3 :

Les services sont organisés comme suit.

Le service innovation, connaissance et affaires juridiques (Carcassonne) est composé des entités suivantes :

- mission sécurité, crise et prévention (MSCP)
- unité connaissance des territoires (UCT)
- unité communication, innovation et transitions (UCIT)
- unité juridique et conseil (UJC)

Le service agriculture, forêt, eau et biodiversité (Carcassonne) est composé des entités suivantes :

- mission coordination des contrôles et aides conjoncturelles (MCCAC)
- unité PAC (UPAC)
- unité forêt, chasse, biodiversité (UFCB)
- unité démarches territoriales et ressource en eau (UDTRE)
- unité gestion des milieux aquatiques (UGMA)
- unité accompagnement des structures et des projets agricoles (UASPA)

Le service logement, aménagement, mer et territoires (Carcassonne et Narbonne) est composé des entités suivantes :

- unité financement ANAH et habitat public (UFAHP) – basée à Carcassonne
- unité observatoire et politiques locales de l'habitat (UOPLH) – basée à Carcassonne
- unité conseil au territoire (UCT) – basée à Carcassonne
- unité territoriale Est (UTE) – basée à Narbonne
- unité territoriale Ouest (UTO) – basée à Carcassonne
- unité littoral (UL) – basée à Narbonne

Le service risques sécurité routière constructions (Carcassonne, Limoux et Narbonne) est composé des entités suivantes :

- unité éducation routière (UER) – basée à Carcassonne
- unité sécurité routière (USR) – basée à Carcassonne
- unité prévention des risques naturels et technologiques (UPRNT) – basée à Carcassonne
- unité stratégie de réduction des risques (USRR) – basée à Carcassonne
- unité accessibilité, bâtiments (UAB) – basée à Carcassonne
- unité Instruction du droit du sol et fiscalité (UIDSF) – basée à Limoux et Narbonne

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

Le présent arrêté sera applicable au 01/07/2023

L'arrêté préfectoral n° 2021-017 du 12 mars 2021 est abrogé au 30/06/2023.

ARTICLE 5 : VOIES DE RECOURS


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Mme la secrétaire générale de la préfecture et M. le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le

30 JAN. 2023

Le préfet,

Thierry BONNIER

Arrêté préfectoral n°DDTM-SAMT-2023- 002
portant autorisation de remplacement de trois enseignes à LEZIGNAN CORBIERES

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-203-22-0008, concernant le remplacement de trois dispositifs d'enseigne sur un immeuble sis 11, avenue Barbès à LEZIGNAN CORBIERES au profit de l'Agence Abeille Assurances et déposée le 28/11/2022 par Madame Charlotte ALLANO représentant la SARL New York;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 15 décembre 2022 ;

Considérant que le projet de remplacement de 3 enseignes tel que défini dans la demande d'autorisation préalable est conforme aux dispositions du code de l'Environnement en ce qui concerne les enseignes (article R 581-58 à R 581-65),

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'autorisation de remplacement de trois enseignes en facade sur un immeuble sis 11, avenue Barbès à LEZIGNAN CORBIERES, objet de la demande susvisée est acceptée sous réserve de la délivrance d'une permission de voirie par la commune de Lézignan Corbières et assortie des prescriptions suivantes :

- R.581-58 relatif à la constitution, le maintien en bon état de propreté et à la suppression de l'enseigne dans l'hypothèse de cessation d'activité.
- R.581-59 relatif aux obligations d'extinction des enseignes lumineuses.
- Il conviendra de peindre l'entretoise, support du lettrage découpé, dans le ton de la facade

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot- CS99002- 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site: <https://www.citoyens.telerecours.fr> .

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

ARTICLE 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 24 JAN. 2023

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Vincent CLIGNIEZ

Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- **un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Préfet de l'Aude

Préfecture de l'Aude

52, rue Jean Bringer CS 20001

11836 CARCASSONNE Cedex 9;

- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier: 6, rue Pitot CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 2

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de LEZIGNAN CORBIERES ;

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SAMT-2023- 003
portant refus d'installation d'une enseigne à COURSAN**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-106-22-0004, concernant l'installation d'un dispositif d'enseigne sur un immeuble sis 17, avenue de Toulouse de COURSAN déposée le 30/11/2022 par la SELARL Pharmacie Mistral représentée par M. Jean Louis MORA ;

Vu l'avis défavorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 15 décembre 2022 ;

Considérant que le projet tel que présenté est de nature à porter atteinte à la préservation et à la mise en valeur des abords de l'église Notre-dame et du monument aux morts de la guerre de 1914-1918 par la multiplication d'enseignes qui crée un point d'appel inapproprié dans le paysage ;

Considérant que le projet précité est constitué de 2 enseignes scellées au sol installées sur l'unité foncière ou s'exerce l'activité ;

Considérant que le nombre d'enseignes scellées au sol est limité à 1 dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée (art.R.581-65) ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'autorisation d'installation d'une enseigne scellée au sol sur un immeuble sis 17, avenue de Toulouse à COURSAN, objet de la demande susvisée est refusée.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot- CS99002- 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site: <https://www.citoyens.telerecours.fr> .

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

ARTICLE 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le **24 JAN. 2023**

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer


Vincent CLIGNIEZ

Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- **un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Préfet de l'Aude

Préfecture de l'Aude

52, rue Jean Bringer CS 20001

11836 CARCASSONNE Cedex 9;

- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier: 6, rue Pitot CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 2

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

Recommandations :

Il convient de prévoir une seule enseigne. Traditionnellement, l'enseigne est peinte sur la devanture ou sur la façade en l'absence de devanture. Elle peut être constituée de lettres autonomes découpées en métal ou en bois fixées en applique sur entretoises de la couleur de la façade. Les lettres ne doivent pas dépasser 20 cm de hauteur. Elles peuvent être éventuellement rétroéclairées avec un éclairage indirect par l'arrière ou par la tranche. Les lettres en caisson lumineux et les projecteurs ne sont pas autorisés.

En cas d'espace insuffisant au dessus de la devanture ou en fonction de la configuration singulière de la façade, l'enseigne peut être placée sur la vitrine. Elle est alors composée de lettres découpées dépolies ou en verre églomisé. L'enseigne en façade doit être d'une seule couleur.

Les autres enseignes, inscriptions ou dessins divers en vitrophanie (sur les vitrines notamment) et les totems ne sont pas acceptés car ils surchargent les devantures.

La publicité et les messages promotionnels sont interdits. Les pré-enseignes sont interdites.

L'enseigne-drapeau a une surface maximale de 0,50mx0,50m au maximum. Le fond de l'enseigne en drapeau est opaque, non diffusant. Seuls les lettrages et les logos peuvent être diffusants. Elle est placée en limite de parcelle.

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de COURSAN ;

Arrêté préfectoral modificatif n° DDTM-SEMA-2022-0109 portant modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 autorisant l'exploitation de l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty et les travaux de restauration de la continuité écologique

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'ordre national du Mérite,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021, portant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales pour la rubrique 3.1.1.0. de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté modifié du Préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée du 19 juillet 2013 fixant la liste des cours d'eau en liste 1 et 2 de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 arrêté le 21 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1980 portant autorisation de création d'une centrale hydroélectrique sur le cours d'eau Le Rébenty située sur la commune de Merial ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2002 portant transfert de la propriété de la centrale hydroélectrique de Merial La Fajolle à la Société Hydroélectrique de Merial sise au 28 rue de Lassaigue 42100 Saint-Etienne et représentée par M. Eric Fressynet ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty et autorisant les travaux de restauration de la continuité écologique ;

Vu l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 19 décembre 2022, conformément à l'article R.181-40 du code de l'environnement ;

Considérant que les travaux qui ont été réalisés dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 contribuent à la restauration de la continuité écologique de la centrale hydroélectrique de Merial La Fajolle et au bon état des milieux naturels, et répondent aux obligations instituées par les articles L.214-17 et L.214-18 du code de l'environnement ;

Considérant qu'à la suite du passage du géomètre expert pour l'établissement des plans de récolement, il a été révélé une erreur de cotes qu'il convient de corriger, avec une différence de 12,10 m constatée entre les niveaux des plans projets et les niveaux NGF actuels mesurés in situ ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

SUR proposition du chef de service eau et milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty est abrogé et modifié comme suit :

« Le seuil de l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle est situé sur la feuille cadastrale 1, section AB, parcelle 16 de la commune de La Fajolle. Le seuil mesure 2,50 m de haut sur 7,90 m de long.

La crête du seuil est arasée à la cote 1 074,53 m NGF. La cote normale d'exploitation est fixée à la cote 1 074,43 m NGF au niveau du plan de grille du canal d'amenée.

La hauteur de chute brute maximale en eau moyenne est de 144 m pour une puissance maximale brute hydraulique de 495KW. »

ARTICLE 2 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty est abrogé et modifié comme suit :

« Le débit d'eau maximum prélevé est de 350 l/s. L'ouvrage fonctionne au fil de l'eau, le fonctionnement par éclusées est interdit.

L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, est tenu de maintenir dans le lit du cours d'eau, à l'aval immédiat du barrage, dans la limite du débit entrant observé à l'amont, un **débit de 98 l/s** au droit du seuil, répartis comme suit :

- 98 l/s dans la passe à poissons,
- et il est également à noter qu'un débit de 21 l/s sera maintenu dans le dispositif de dévalaison.

Si le débit à l'amont immédiat de l'ouvrage est inférieur aux débits définis au présent article, c'est l'intégralité de celui-ci qui est laissé au lit du cours d'eau. L'exploitant calcule durant cette période au moins quotidiennement le débit entrant moyen journalier et tient à la disposition des services chargés de la police de l'eau tout le calcul des débits restitués, ainsi que les périodes d'arrêt du turbinage. »

ARTICLE 3 :

Les 5, 6 et 7^e alinéas de l'article 5-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty sont abrogés et modifiés comme suit :

« La passe à poissons est précédée d'un pré-barrage, reliant le voile latéral de la passe à poissons et la dévalaison des matériaux. Le pré-barrage mesure une largeur maximale de 1,50 m, et il est à la cote 1 072,18 m NGF. L'entrée piscicole est à la cote 1 071,83 m NGF. »

« Pour un fonctionnement à la cote normale d'exploitation, la cote d'eau amont du barrage est de 1 074,53 m NGF et la cote d'eau est de 1 074,43 m NGF au niveau du plan de grille du canal d'amenée. »

« La cote d'eau à l'aval du pré-barrage est de 1 071,95 m NGF (pour un fonctionnement à la cote normale d'exploitation). »

ARTICLE 4 :

Le 4^e alinéa de l'article 5-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty est abrogé et modifié comme suit :

« A 2,9 m du bajoyer droit du canal d'amenée est placé un seuil de contrôle fixe de cote 1 074,30 m NGF. La partie terminale de la goulotte de dévalaison fixée à l'arrière de la fenêtre de dévalaison est en « queue de carpe ». Elle est ajustable en longueur afin de garantir que le jet tombe bien dans la fosse de réception. »

ARTICLE 5 :

Le 4^e alinéa de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty est abrogé et modifié comme suit :

« L'arase du clapet sera à la cote 1 074,73 m NGF, soit 20 cm au-dessus de l'arase du seuil fixée à 1 074,53 m NGF. »

ARTICLE 6 :

L'article 7-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032 du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty est abrogé et modifié comme suit :

« L'exploitant ou à défaut le propriétaire manœuvre les organes de régulation de l'ouvrage de manière à respecter les cotes mentionnées dans le présent arrêté. Il ouvre les ouvrages régulateurs à chaque fois que le préfet de département l'ordonne pour des motifs liés à la préservation des milieux aquatiques ou de la ressource en eau et à la sécurité publique.

L'exploitant ou à défaut le propriétaire entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit restitué à l'aval.

Le fascicule d'entretien des dispositifs de franchissement et de contrôle du débit réservé, établi à l'attention de l'agent d'entretien, doit être tenu à disposition de l'autorité administrative à compter de la remise en service de l'exploitation. Il comprend notamment les périodes et fréquences d'entretien des différents dispositifs réalisés. »

ARTICLE 7 :

Les **dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDTM-SEMA-2020-0032** du 25 juin 2020 portant modification de l'autorisation d'exploiter l'usine hydroélectrique de Merial La Fajolle sur le cours d'eau Le Rébenty et autorisant les travaux de restauration de la continuité écologique, autres que celles visées aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté, **restent inchangées et sont maintenues en vigueur.**

ARTICLE 8 :

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux maires des communes de La Fajolle et de Merial.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de La Fajolle et de Merial pendant une durée minimale d'**un mois**.

La présente autorisation complémentaire sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée d'au moins **quatre mois**.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, **dans un délai de deux mois** à compter de la date de sa notification d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif.

L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique **proroge de deux mois** le délai pour exercer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier soit par courrier adressé au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 10 :

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, les maires des communes de Merial et de La Fajolle, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans les mairies de La Fajolle et de Merial.

À Carcassonne, le **25 JAN. 2023**

Pour le Préfet,
et par délégation,

Le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer,

La Directrice Départementale Adjointe
des Territoires et de la Mer

Nathalie CLARENC



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer**

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SAMT-2023-005
portant refus d'installation d'un dispositif d'enseignes à CASTELNAUDARY**

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-8, L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65 ;

Vu le code du patrimoine, notamment l'article L.621-32

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-076-22-007, concernant l'installation d'un dispositif d'enseignes sur un immeuble sis 1 place de la Liberté, à CASTELNAUDARY déposée complète le 1^{er} décembre 2022 par Mme Christelle FRAYSSE, représentant l'EURL CLACARTE ;

Vu l'avis défavorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 12 décembre 2022 ;

Considérant que l'immeuble concerné par ce projet d'enseignes est situé dans le périmètre délimité d'un site classé et d'un site patrimonial remarquable,

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de l'immeuble susvisé,

Considérant que le projet est de nature à altérer l'aspect du site classé.

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'autorisation d'installation d'enseignes sur un immeuble sis 1 place de la Liberté, à CASTELNAUDARY, objet de la demande susvisée est **refusée** au motif que l'enseigne doit se limiter à la raison sociale de l'entreprise en excluant la multiplication des informations et les panneaux PVC sont interdits.

ARTICLE 2 :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de l'Aude

Préfecture de l'Aude
52, rue Jean Bringer CS 20001
11836 CARCASSONNE Cedex 9;

- un recours hiérarchique, adressé à la ministre de la Transition Ecologique;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier: 6, rue Pitot CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 2, soit par voie électronique sur le site:

<https://www.citoyens.telerecours.fr> .

ARTICLE 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le

27 JAN. 2023

Cheffe du Service
Habitat et Bâtiment Durables

Nolvenn DANIEL

Observations de la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie - Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Aude:

- *Enseignes bandeaux : elles seront centrées sur la vitrine principale et leur longueur sera limitée à la dimension à celle de la baie. Leur hauteur maximale doit être limitée à 30 cm environ.*
- *Enseigne drapeau : elle ne peut être posée sur l'angle arrondi de l'immeuble. Elle doit être disposée perpendiculairement à la façade Place de la République, à l'extrémité de la devanture. Les enseignes drapeaux sont de dimensions maximales de 50 x 50 cm.*

- *Matériaux et teintes : il est recommandé de n'utiliser qu'une seule couleur de fond et une seule couleur de lettrage. Les couleurs seront en harmonie avec le reste de la façade en évitant les teintes trop vives. Il faut privilégier les matériaux d'aspect mat ou satiné tels que le bois peint, la ferronnerie ou l'aluminium laqué, les lettres peintes ou découpées.*

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de CASTELNAUDARY ;



**Arrêté préfectoral n°DDTM-SUEDT-MDD-2023-01
PORTANT CLASSEMENT SONORE
DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE FERROVIAIRES
SUR LE DÉPARTEMENT DE L'AUDE**

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.154-7 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles R.111-3, R.151-51, R.151-53 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.571-10 et R.571-32 à R.571-43, relatifs au recensement et au classement des infrastructures de transports terrestres et R.125-28 relatif au droit à l'information sur les nuisances sonores ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté du 1^{er} Ministre et du Ministre de l'intérieur du 3 janvier 2020 nommant Mme Nathalie CLARENC, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

Vu la décision n°DDTM-MAJSP-2022-11 du 07 avril 2022 portant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, modifié par arrêté interministériel du 23 juillet 2013 et complété par l'arrêté du 3 septembre 2013 ;

Vu les 3 arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et dans les hôtels ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2013 illustrant par des schémas et des exemples les articles 6 et 7 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié relatif aux modalités de classement des infrastructures de

transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2015090 – 0001 à 2015090 – 0042 ainsi que les arrêtés 2015120 -0008/0018/0025/0048/0056/0059/0065/0072/0075/0077 du 29 mai 2015 recensant et classant respectivement les voies ferrées situées sur les communes listées en annexe 1 ;

Vu les résultats des études réalisées par le bureau d'études SNCF Réseau ;

Vu la consultation des communes réalisée du 26 septembre au 27 décembre 2022, et les avis formulés ;

Considérant la nécessité de réexaminer les bases techniques des arrêtés en vigueur et d'intégrer les évolutions en termes de trafics et d'infrastructures nouvelles bruyantes dans l'Aude ;

Considérant la conformité de la procédure de révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ferroviaires) du département de l'Aude avec la réglementation en vigueur ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,

ARRETE

ARTICLE 1

Les arrêtés préfectoraux n° 2015090 – 0001 à 2015090 – 0042 ainsi que les arrêtés 2015120 -0008/0018/0025/0048/0056/0059/0065/0072/0075/0077 du 29 mai 2015 sont abrogés.

ARTICLE 2

Les dispositions découlant de la réglementation relative à l'isolement acoustique des bâtiments sensibles sont applicables dans les communes concernées, listées en annexe 1, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentées sur la carte jointe **en annexe 2**.

ARTICLE 3

Les tableaux récapitulatifs joints en annexe 2 donnent pour les communes concernées :

- le nom de l'infrastructure concernée,
- la délimitation du tronçon,
- le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté susmentionné (voir article 5 du présent arrêté),
- le type de tissu.

Un secteur affecté par le bruit est défini de part et d'autre de chaque voie classée. Sa largeur correspond à la distance mentionnée dans les tableaux joints en annexe 2, reportée de part et d'autre de l'infrastructure **à partir du bord extérieur de la chaussée de l'infrastructure ferroviaire classée**.

ARTICLE 4

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés.

ARTICLE 5

Pour les infrastructures ferroviaires à grande vitesse (LGV), les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, et inclus dans les secteurs affectés par le bruit sont les suivants :

<i>Catégorie</i>	<i>Secteur affecté par le bruit de part et d'autre</i>	<i>Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)</i>	<i>Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)</i>
1	300 m	81	76
2	250 m	76	71
3	100 m	70	65
4	30 m	65	60
5	10 m	60	55

Pour les infrastructures ferroviaires conventionnelles (classiques), les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, et inclus dans les secteurs affectés par le bruit sont les suivants :

<i>Catégorie</i>	<i>Secteur affecté par le bruit de part et d'autre</i>	<i>Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)</i>	<i>Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)</i>
1	300 m	84	79
2	250 m	79	74
3	100 m	73	68
4	30 m	68	63
5	10 m	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 «cartographie du bruit en milieu extérieur», à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les «rues en U»,
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, pour les voies en tissu ouvert (distance mesurée à partir du bord extérieur du rail le plus proche). Ces niveaux sonores sont alors augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimale déterminée à partir de cette évaluation comme le définit l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport terrestre et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, modifié par arrêté interministériel du 23 juillet 2013 et complété par l'arrêté du 3 septembre 2013 susvisé.

ARTICLE 6

Les périmètres des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transport terrestre, qui sont affectés par le bruit, devront être reportés à titre d'information dans un ou plusieurs documents graphiques **en annexe** des PLU (Plan local d'urbanisme) ainsi que dans les PSMV (Plan de sauvegarde et de mise en valeur), conformément aux dispositions des articles R.151-51 et R.151-53 du Code de l'urbanisme.

Le classement des infrastructures de transport terrestre et les secteurs affectés par le bruit ainsi que la référence du présent arrêté préfectoral et la mention des lieux où cet arrêté peut être consulté, devront figurer **dans les annexes** des PLU et des PSMV, conformément aux articles R.151-51 et R.151-53 du code de l'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article R.410-13 du Code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur, lorsqu'il y aura lieu, que son terrain se trouve dans le secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transports terrestres bruyante.

Ce dispositif a vocation à informer le maître d'ouvrage du bâtiment, de l'existence de secteurs affectés par le bruit, dans lesquels il lui appartient de respecter les règles de construction définies par les arrêtés préfectoraux en matière d'isolement acoustique.

ARTICLE 7

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aude, le Maire de chaque commune concernée et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, durant un mois, à la mairie de chaque commune, listée dans l'annexe 1 jointe.

Les documents (arrêtés – tableaux et cartographies) seront également consultables sur le site des services de l'État : <https://www.aude.gouv.fr/classement-des-infrastructures-bruyantes-r634.html> .

ARTICLE 8

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de l'Aude et de son affichage en mairie de chaque commune concernée, listée dans l'annexe 1 ci-jointe.

ARTICLE 9

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 9902 – 34 063 Montpellier CEDEX 02) ou par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 24 janvier 2023

Pour le Préfet et par délégation,

Le directeur départemental
des territoires et de la mer de l'Aude



Vincent CLIGNIEZ

Annexe 1

Liste des communes concernées

ALZONNE	MONTREDON-DES-CORBIERES
BAGES	MOUSSAN
BARBAIRA	MOUX
BERRIAC	NARBONNE
BRAM	NEVIAN
CANET	PORT-LA-NOUVELLE
CAPENDU	PENNAUTIER
CARCASSONNE	PEXIORA
CASTELNAUDARY	PEYRIAC-DE-MER
CAUX-ET-SAUZENS	PEZENS
CAVES	PORTEL-DES-CORBIERES
COMIGNE	ROQUEFORT-DES-CORBIERES
CONILHAC-CORBIERES	SAINTE-EULALIE
COURSAN	SAINTE-MARTIN-LALANDE
CRUSCADES	SIGEAN
CUXAC-D'AUDE	TREBES
DOUZENS	TREILLES
FITOU	VILLASAVARY
FLOURE	VILLEDAGNE
FONTCOUVERTE	VILLESEQUELANDE
FONTIES-D'AUDE	
GRUISSAN	
LABASTIDE-D'ANJOU	
LA PALME	
LAURABUC	
LEUCATE	
LEZIGNAN-CORBIERES	
MARCORIGNAN	
MAS-SAINTE-PUELLES	
MIREVAL-LAURAGAIS	
MONTFERRAND	
MONTREAL	

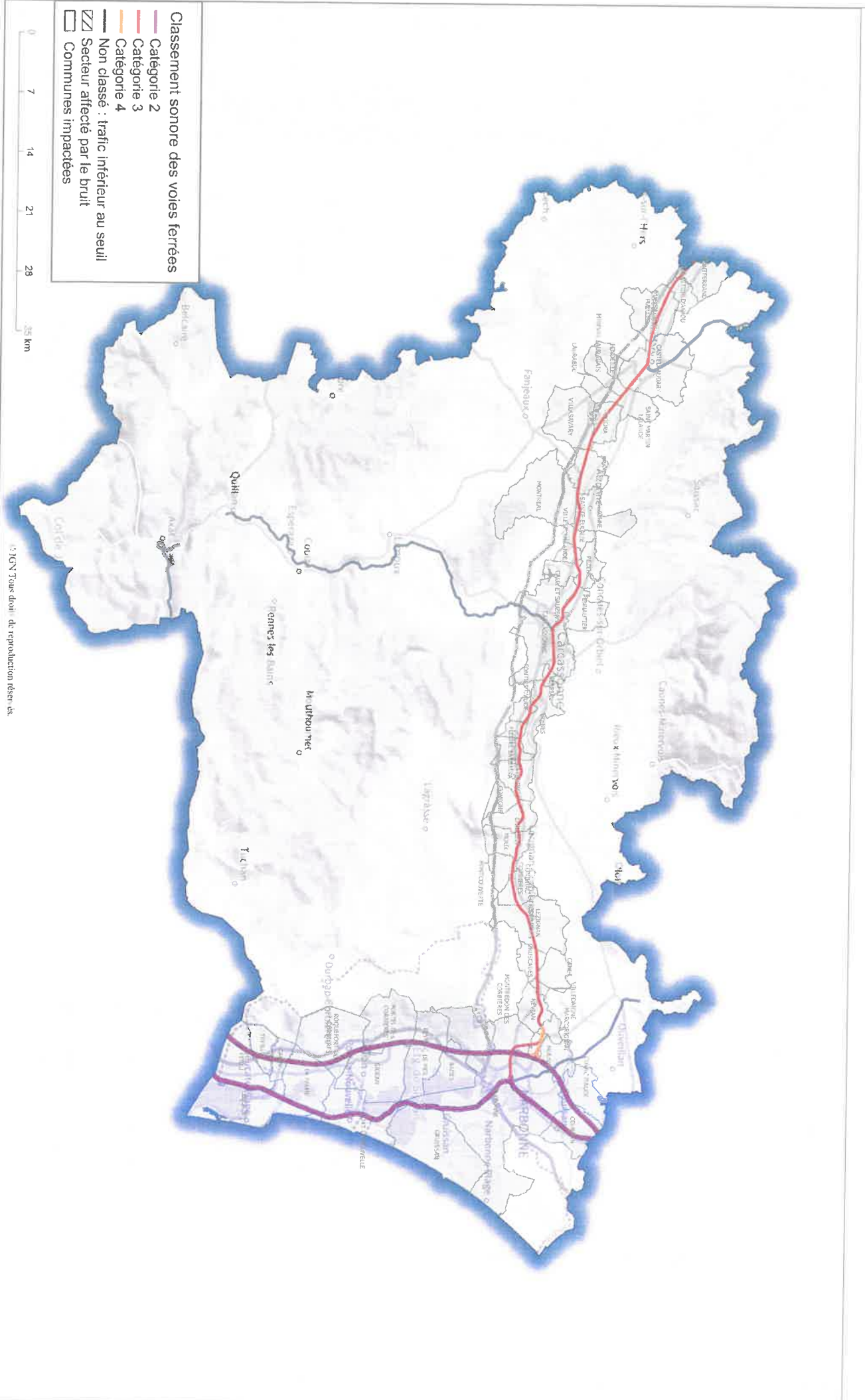
Annexe 2

- Tableau récapitulatif
- Cartographie

SEGMENT	LIGNE Ferroviaire	PKDEBSSSEEG	PKFINSSSEEG	LONG_SSEEG	LIDBSSSSSEEG	LFINSSSSEEG	NVX_CLASS	TISSU	SECT_AFFEC	COMMUNES
4183	640000	279+371	311+196	31,825	Bazèges (BV)	Castelnau-dary (BV)	3	ouvert	100	Bazèges, Villeneuve, Montgaillard-Lauragais, Villefranche-de-Lauragais, Renneville, Avignonet-Lauragais, Montferriand, Labastide-d'Anjou, Mas-Saintes-Puelles, Castelnau-dary
4185	640000	311+196	327+146	15,95	Castelnau-dary (BV)	Bram (BV)	3	ouvert	100	Castelnau-dary, Saint-Martin-Lalande, Miraval-Lauragais, Laurabuc, Pexiora, Villasaray, Bram
5321	640000	327+146	347+282	20,136	Bram (BV)	Carcassonne (BV)	3	ouvert	100	Bram, Alzonne, Montréal, Sainte-Eulalie, Villesèquelande, Caux-et-Sauzens, Pezens, Pennauter, Carcassonne
5322	640000	347+282	383+507	36,225	Carcassonne (BV)	Lézignan-Corbières (BV)	3	ouvert	100	Carcassonne, Berrisac, Trèbes, Fontès-d'Aude, Flourie, Barbairia, Capendu, Corniligne, Douzens, Moux, Fontcouverte, Cornillac-Corbières, Lézignan-Corbières
5324	640000	383+507	403+890	20,383	Lézignan-Corbières (BV)	Narbonne (Bif.)	3	ouvert	100	Lézignan-Corbières, Crusades, Canet, Villédalène, Neviau, Marcorignan, Narbonne, Montredon-des-Corbières
5331-1	640000	403+890	404+826	0,936	Narbonne (Bif.)	Narbonne (Bif.)	2	ouvert	250	Narbonne
5331-2	640000	404+826	406+117	1,291	Narbonne (Bif.)	Narbonne (BV)	2	ouvert	250	Narbonne
5331-3	640000	406+117	431+629	25,512	Narbonne (BV)	Béziers (BV)	2	ouvert	250	Narbonne, Coursan, Nissan-lez-Enserune, Colombiers, Béziers
5707	676000	347+930	402+000	54,07			NC	ouvert		
5714	676000	409+600	437+400	27,8			NC	ouvert		
5345	677000	404+674	459+312	54,638	Narbonne (Bif.)	Rivesaltes (BV)	2	ouvert	250	Narbonne, Grutissan, Port-la-Nouvelle, La Palme, Leucate, Fitou, Salses-le-Château, Rivesaltes
5717	734000	407+129	427+069	19,94			NC	ouvert		
4829	736000	311+400	337+730	26,33			NC	ouvert		
LNMP-2	LNMP	50+798	81+086	30,288	Béziers (Rac.)	Cuxac-d'Aude (Rac.)	2	ouvert	250	Béziers, Cers, Villeneuve-lès-Béziers, Sauvian, Vendres, Lespignan, Colombiers, Nissan-lez-Enserune, Coursan, Cuxac-d'Aude
LNMP-3	LNMP	81+086	88+230	7,144	Cuxac-d'Aude (Rac.)	Narbonne (Rac.)	2	ouvert	250	Cuxac-d'Aude, Mousan, Narbonne
LNMP-4	LNMP	88+230	133+953	45,723	Narbonne (Rac.)	Salses-le-Château (Rac.)	2	ouvert	250	Narbonne, Montredon-des-Corbières, Bages, Peyriac-de-Mer, Portel-des-Corbières, Sigean, Roqufort-des-Corbières, La Palme, Cayes, Treilles, Fitou, Salses-le-Château, Opoul-Ferilles
LNMP-3	LNMP	0+000	7+568	7,568	Cuxac-d'Aude (Rac.)	Marcorignan (Rac.)	4	ouvert	30	Mousan, Narbonne, Marcorignan
LNMP-4	LNMP	0+000	5+497	5,497	Marcorignan (Rac.)	Narbonne (Rac.)	4	ouvert	30	Marcorignan, Narbonne



CLASSEMENT SONORE DES VOIES FERRÉES - AUDE





Arrêté préfectoral DDTM-SUEDT-UDS-2023-01 portant approbation du Cahier des Charges de Cession ou de location des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Nicolas Appert » sur le territoire communal de Castelnaudary

LE PREFET

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'urbanisme notamment l'article L 311-6 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-11-3733 en date du 4 janvier 2008 portant approbation de la création de la ZAC « Nicolas APPERT » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-11-1670 en date du 6 juillet 2009 portant approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la ZAC « Nicolas APPERT » ;

VU le courrier en date du 4 janvier 2023, par lequel la SEM ARAC Occitanie sollicite l'approbation du Cahier des Charges de Cession du lot B1 au bénéfice de la SCI FOOD WORKS, représentée par Monsieur Nicolas SPANGHERO ;

VU le décret du 17/02/2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral du 17/11/2021 portant délégation de signature du préfet à Monsieur Vincent CLIGNIEZ ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Cahier des Charges de Cession du lot B1, annexé, au bénéfice de la SCI FOOD WORKS, représentée par Monsieur Nicolas SPANGHERO, est approuvé.

ARTICLE 2 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et le maire de CASTELNAUDARY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CARCASSONNE, le

18 JAN. 2023

La Directrice Départementale Adjointe
des Territoires et de la Mer


Nathalie CLARENC



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DES PYRENEES-ORIENTALES**
Service mer et littoral
des Pyrénées-Orientales et de l'Aude

DECISION n° DDTM/SML/2023025-0001 du 25 janvier 2023

portant nomination des membres temporaires de la commission nautique locale relative au projet de révision du plan local de balisage de la commune de Leucate.

Le préfet de l'Aude,

VU le décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques ;

VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 311/2022 du 29 septembre 2022 (préfecture maritime de la Méditerranée) et n° DDTM/SML/2022272-0001 du 29 septembre 2022 (préfecture de l'Aude) portant délégation de l'exercice de la présidence de la commission nautique locale de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-024 du 8 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 9 mars 2021 portant délégation de signature pour l'application de l'arrêté préfectoral de délégation de signature du préfet de l'Aude.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales.

DECIDE :

Article 1 : Une commission nautique locale relative au projet de révision du plan local de balisage de la commune de Leucate, actuellement établi par l'arrêté du préfet Maritime n° 146/2021 du 24 juin 2021, sera réunie le mercredi 1^{er} février 2023 à 14h00 à la mairie de Leucate, 34 rue du Docteur Sidras, sous la présidence, par délégation de l'administrateur des affaires maritimes Pierre-Luc Lecompte, chef du service mer et littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude de la DDTM des Pyrénées-Orientales.

Article 2 : Sont nommés membres temporaires de ladite commission nautique locale, les représentants des activités maritimes suivants et leurs suppléants :

- Monsieur Loïc DAVID, 1^{er} prud'homme de la prud'homie de pêche de Leucate, membre titulaire et son suppléant Monsieur Luc PAYRE, second prud'homme de la prud'homie de pêche de Leucate ;
- Monsieur Bernard BRIGASCO, président de l'association Kite Surf Leucate, membre titulaire et son suppléant Monsieur Xavier GELY, co-président de l'association Cercle de Voile du Cap Leucate ;
- Monsieur Arnaud GARDAIS, professionnel de sport de glisse, établissement Chinook, membre titulaire et son suppléant Monsieur Stéphane NEGRIER, professionnel de sport de glisse, établissement Surfone ;
- Monsieur Jean-Pierre CIRES, représentant du SDIS 11 responsable de la surveillance des plages dans le département de l'Aude, membre titulaire et son suppléant Monsieur Loïc CIRES, chef de secteur surveillance des baignades à Leucate pour le SDIS 11 ;
- Monsieur Baptiste BEAUX capitaine du navire de transport à passagers Leucate Evasion Marine, membre titulaire et son suppléant Monsieur Thomas CROUZEAUD, gérant de la base nautique Aloha Jet.

Fait à Perpignan, le **25 JAN. 2023**

Pour le préfet et par délégation,

Pierre-Luc Lecompte
Administrateur des affaires maritimes
Chef du service mer et littoral
Direction départementale
des territoires et de la mer des P-O
Délégation à la mer
et au littoral des P-O et de l'Aude

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-C3-2023-011

**portant autorisation environnementale d'exploiter une installation
de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent,
sur le territoire de la commune de SIGEAN, par la société ENGIE GREEN FRANCE**

**Le préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** la directive européenne n° 79/409 du 6 avril 1979, dite directive « Oiseau », devenue n° 2009/147 du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant des oiseaux sauvages, toutes les espèces d'oiseaux à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres bénéficiant de mesures de protection ;
- Vu** la directive européenne n° 92/43 du 21 mai 1992 et ses annexes concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'énergie ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** le code de la justice administrative ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 avril 2016 modifié relatif aux objectifs de développement des énergies renouvelables ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées, notamment son article 2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II (1er alinéa) du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 1997 relatif à la liste des espèces végétales protégés en région Languedoc-Roussillon ;
- Vu** la Liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) concernant les espèces menacées en France ;
- Vu** la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN du 17 septembre 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2022-036 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-352-0003 du 2 janvier 2014 relatif à la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles : « Emploi du feu » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014-0143-0006 du 3 juin 2014 relatif au débroussaillage réglementaire en lieu avec la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles ;
- Vu** le permis de construire n° 11 266 91 P0118 délivré le 26 juin 1992 par le préfet de l'Aude ;
- Vu** le permis de construire n° PC26697P0026 délivré le 27 mai 1997 par le préfet de l'Aude ;
- Vu** la notification par courrier en date du 13 juillet 2012 accordant au parc éolien, situé au lieu-dit « Colline de la Castagnière », sur la commune de Port-la-Nouvelle, le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 5 aérogénérateurs et relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le permis de construire n° PC1137997U0005 délivré le 16 octobre 1998 par le préfet de l'Aude ;

- Vu** la notification par courrier en date du 20 août 2012 accordant au parc éolien, situé au lieu-dit « Garrigue haute », sur la commune de Sigean, le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 10 aérogénérateurs et relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** les inventaires et suivis environnementaux relatifs aux parcs éoliens existants de Sigean et de Port-la-Nouvelle, réalisés en 1997 puis entre 2004-2016 ;
- Vu** la demande présentée en date du 25 février 2020 par la société ENGIE GREEN FRANCE SASU, dont le siège social est situé au 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent pour le parc éolien de Corbières Maritimes, composé de 10 aérogénérateurs d'une puissance totale de 30 MW sur la commune de Sigean (11) ;
- Vu** les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;
- Vu** les pièces complémentaires déposées le 3 février 2021 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis formulé par METEO FRANCE par courrier n° Drse Obs Réseau / 2020-03/ du 10 mars 2020 ;
- Vu** l'avis formulé par le Ministère des Armées - Direction de la sécurité aéronautique de l'Etat et Direction de la circulation aérienne militaire par courrier n° 744/ARM/DSAE/DIRCAM/NP du 24 mars 2020 ;
- Vu** l'avis formulé par la DGAC par courrier n° 0421 du 24 avril 2020 ;
- Vu** l'avis formulé par l'ARS par courrier du 5 mars 2020 ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale n° 2021APO26 en date du 30 mars 2021 ;
- Vu** l'avis du CNPN du 27 mai 2021 ;
- Vu** l'avis conforme du Ministre de la Transition Écologique du 25 août 2022 sur le Faucon crécerellette ;
- Vu** la réponse à l'avis de l'autorité environnementale apportée par la société ENGIE GREEN FRANCE en date du 17 septembre 2021 ;
- Vu** la décision n° E21000075/34 en date du 23 juillet 2021 du président du tribunal administratif de Montpellier, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 juillet 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du lundi 8 novembre 2021 au vendredi 10 décembre 2021 inclus sur le territoire des communes de Sigean, Port-la-Nouvelle, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, La Palme et Leucate ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** la publication en date du 21 et 22 octobre 2021 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu** le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Sigean, Port-la-Nouvelle, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières et La Palme ;
- Vu** le rapport du 17 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation sites et paysages en date du 15 décembre 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société ENGIE GREEN FRANCE par courrier en date du 15 décembre 2022 ;

Vu les observations formulées en date du 20 décembre 2022 par la société ENGIE GREEN FRANCE ;

Considérant que la politique énergétique de la France, telle qu'elle est définie à l'article L. 100-1 et suivants du code de l'énergie, prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; et qu'à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité ;

Considérant que l'énergie éolienne constitue une source d'énergies renouvelables telle que définie à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;

Considérant que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) inscrit la France dans une trajectoire qui permettra d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et fixe ainsi le cap pour toutes les filières énergétiques qui pourront constituer, de manière complémentaire, le mix énergétique français de demain ;

Considérant que l'atteinte de ces objectifs pour l'éolien terrestre passe par la mobilisation du gisement de vent des territoires et l'addition de chaque nouveau moyen de production ;

Considérant que dans ce contexte et parce que la filière de l'éolien terrestre a atteint une maturité industrielle, son développement est l'un des leviers permettant de contribuer à l'objectif de développement d'énergies renouvelables ;

Considérant que ce projet permet d'accroître la production d'une énergie renouvelable, conformément aux objectifs affichés ;

Considérant que les caractéristiques énergétiques du parc éolien de Corbières Maritimes contribuent à répondre aux besoins définis dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ;

Considérant ainsi que le projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;

Considérant qu'au vu du potentiel du territoire concerné par le projet de parc éolien de Corbières Maritimes, le développement de l'éolien doit être encouragé et encadré ;

Considérant que la production estimée du parc éolien, objet de la demande d'autorisation susvisée, contribue à l'atteinte des objectifs nationaux en termes de production d'énergie décarbonée, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de la Convention européenne du paysage, les politiques qui ont un impact sur le territoire tiennent compte de la qualité du cadre de vie des populations, cette qualité reposant sur la perception, notamment visuelle, de l'environnement à savoir le paysage ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de respecter les conditions de délivrance de la dérogation mentionnée au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de cette dérogation ;

Considérant que les impacts résiduels associés au parc éolien de Corbières Maritimes situé sur le territoire de la commune de Sigean nécessitent le dépôt d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a déposé la demande d'autorisation environnementale susvisée qui comporte une demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées pour le parc éolien de Corbières Maritimes situé sur le territoire de la commune de Sigean ;

Considérant qu'il est mentionné, dans la dérogation espèces protégées, la présence sur le site du parc éolien des espèces d'oiseaux protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes :

- la Pie-grièche à tête rousse,
- le Pipit rousseline,
- le Traquet oreillard,
- la Fauvette pitchou,
- le Cochevis de Thékla,
- la Linotte mélodieuse,
- l'Alouette lulu,
- l'Aigle de Bonelli,
- le Faucon crécerellette,
- le Grand-duc d'Europe ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de ces espèces ci-dessus dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que le parc éolien de Corbières Maritimes, situé sur le territoire de la commune de Sigean, ne peut être mis en service sans l'obtention de cette dérogation et la mise en œuvre des mesures d'évitement/réduction/compensation prévues par cette même dérogation ;

Considérant que ces espèces protégées ont des statuts de menaces nationale et régionale élevées, notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs de l'UICN à savoir : Pie-grièche à tête rousse (statut : quasi menacée), Pipit rousseline (statut : vulnérable), Traquet oreillard (statut : en danger), Fauvette pitchou (statut : vulnérable), Cochevis de Thékla (statut : en danger), Linotte mélodieuse (statut : quasi menacée), Alouette lulu (statut : préoccupation mineure), Aigle de Bonelli (statut : en danger critique d'extinction), Faucon crécerellette (statut : vulnérable), Grand-duc d'Europe (statut : préoccupation mineure) ;

Considérant que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : Pie-grièche à tête rousse (enjeu : Fort), Pipit rousseline (enjeu : Modéré), Traquet oreillard (enjeu : Très fort), Fauvette pitchou (enjeu : Fort), Cochevis de Thékla (enjeu : Très fort), Linotte mélodieuse (enjeu : modéré), Alouette lulu (enjeu : Faible), Aigle de Bonelli (enjeu : Exceptionnel), Faucon crécerellette (enjeu : Fort), Grand-duc d'Europe (enjeu : Modéré) ;

Considérant que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de collision avec les éoliennes, voire de barotraumatisme ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place, sur les éoliennes, un système de radar couplé à un système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées à enjeux locaux élevés ;

Considérant qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que ces systèmes de protection avifaune sont efficaces et opérationnels ;

Considérant que l'étude d'impact mentionne la présence de 19 espèces de chiroptères dans le secteur de ce parc éolien ;

Considérant que la directive européenne n° 92/43 du 21 mai 1992 et la liste de hiérarchisation régionale visent aussi les chiroptères en tant qu'espèces à protéger ;

Considérant que ces espèces protégées ont des statuts de menaces nationale et régionale élevées notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) à savoir : Noctule de Leisler (statut : quasi menacée), Noctule commune (statut : vulnérable), Minioptère de Schreibers (statut : vulnérable) ; Pipistrelle de Kuhl (statut : préoccupation mineure), Pipistrelle commune (statut : quasi menacée), Pipistrelle pygmée (statut : préoccupation mineure), Pipistrelle de Nathusius (statut : quasi menacée), Vespère de Savi (statut : préoccupation mineure) ;

Considérant que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des chiroptères à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : Noctule de Leisler (enjeu : Modéré), Noctule commune (enjeu : Fort), Minioptère de Schreibers (enjeu : Très fort) ; Pipistrelle de Kuhl (enjeu : Faible), Pipistrelle commune (enjeu : Modéré), Pipistrelle pygmée (enjeu : Modéré), Pipistrelle de Nathusius (enjeu : Modéré), Vespère de Savi (enjeu : Modéré) ;

- Considérant** que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de collision ou de mortalité par barotraumatisme avec les éoliennes ;
- Considérant** qu'il a lieu de mettre en place pour chaque éolienne un système de bridage efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées ;
- Considérant** qu'il est mentionné, dans la demande de dérogation espèces protégées, la présence sur le site du parc éolien des espèces floristiques protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes : le Bec-de-grue fétide ;
- Considérant** que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de destruction dans le cadre des travaux de démantèlement des parcs existants et de construction du nouveau parc ainsi que lors des travaux de débroussaillage durant la période de fonctionnement du parc ;
- Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures spécifiques en phase travaux ;
- Considérant** les mesures imposées à l'exploitant, notamment durant les phases de travaux d'installation, visant à protéger la biodiversité des milieux des habitats et de la flore et qui imposent en particulier l'encadrement de ces travaux par un écologue habilité durant cette phase spécifique de la vie de l'installation ;
- Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant visent à assurer des suivis naturalistes réguliers des impacts du parc éolien sur la faune environnante tout au long de la période d'exploitation et considérant qu'au regard de l'analyse de ce suivi des mesures nouvelles visant à corriger ces impacts pourraient être proposées si nécessaire afin de les réduire ;
- Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité présente et qu'un contrôle de ces impacts devra être réalisé dès la mise en exploitation du parc et réalisé ensuite selon une fréquence régulière et que l'administration se réserve le droit d'augmenter à tous moments ces contrôles dans le cadre du renforcement des mesures qu'elle pourrait prendre si nécessaire ;
- Considérant** que la variante choisie est celle de moindre impact puisque le porteur de projet a choisi de supprimer la partie Est du parc initial, implantée perpendiculairement à l'axe principal de migration et a proposé un parc implanté parallèlement à cet axe de migration en conservant la partie Ouest du parc initial ;
- Considérant** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation figurant dans cet arrêté permettent de garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces bénéficiant de la présente dérogation espèces protégées ;
- Considérant** que le projet de parc éolien de Corbières Maritimes se situe au sein d'espaces naturels combustibles sensibles à l'incendie qui figurent en classe 3 (modéré) à 5 (très fort) de l'atlas départemental du risque incendie de forêt ;
- Considérant** que le projet de parc éolien de Corbières Maritimes se situe, en partie, au sein de la zone Natura 2000 FR9112006 - Etang de Lapalme ;
- Considérant** l'avis favorable des services de la DDTM au titre de l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Considérant** qu'une synchronisation des éclats de feux (balisage lumineux) du parc éolien Corbières Maritimes doit être réalisé conformément à l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Considérant** que l'exploitant doit synchroniser les éclats de feux (balisage lumineux), en période nocturne, de son parc avec ceux des parcs situés dans le même champ de vision soit le parc éolien de Cambouisset et le parc éolien de l'Olivier ;
- Considérant** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
- Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des conseils municipaux de Sigean, Port-La-Nouvelle, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-

Corbières, La Palme et Leucate, et des services déconcentrés de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et, lorsque c'est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

Considérant que l'exploitation du parc éolien projeté permet d'atteindre les objectifs fixés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant en synthèse que les conditions de délivrance de l'autorisation environnementale sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

La Société ENGIE GREEN FRANCE SASU, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent (« parc éolien de Corbières Maritimes ») composée de 10 aérogénérateurs de puissance unitaire maximale de 3 MW sur le territoire de la commune de Sigean (11).

ARTICLE 1.2 - DOMAINE D'APPLICATION

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- Autorisation requise pour des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.3 - L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur n° E01	700179,27	6211943,45	Sigean	Haute Garrigue	F3, F6
Aérogénérateur n° E02	700143,44	6211809,42			F3
Aérogénérateur n° E03	700109,21	6211671,08			F10
Aérogénérateur n° E04	700068,27	6211541,15			F10
Aérogénérateur n° E05	700031,03	6211405,62			F10
Aérogénérateur n° E06	699992,59	6211271,19			F10
Aérogénérateur n° E07	699959,16	6211131,95			F10, F13
Aérogénérateur n° E08	699917,02	6211000,23			F12, F13
Aérogénérateur n° E09	699879,28	6210864,59			F15
Aérogénérateur n° E10	699841,74	6210728,46			F14, F15
Poste de livraison A	700129,83	6211755,46			F3
Poste de livraison B	699928,73	6211125,55			F10
Poste de livraison C	699869,17	6210667,24			F15

ARTICLE 1.4 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposée par le demandeur.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur (notamment l'arrêté susvisé du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - pour l'application des dispositions

de ce texte, les installations visées dans le présent arrêté préfectoral sont considérées comme des « installations existantes »).

L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air) du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.

L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air), Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien, en y incluant notamment les informations prévues aux articles 2.3 et 2.7.9 du présent arrêté.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation du parc éolien.

**TITRE 2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION
D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L. 512-1° DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
(ICPE)**

**ARTICLE 2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA
NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Rubrique de classement	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)	Puissance du parc
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	Parc éolien composé de 10 aérogénérateurs de 3 MW chacun ayant une hauteur de mât de 69 m maximum Hauteur en bout de pales : 110 m maximum	A	30 MW

(1) A : installations soumises à autorisation

ARTICLE 2.2 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.1.

Article 2.2.1 - Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 2.1 est subordonnée à la constitution des garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

L'exploitant adresse au préfet, **avant la mise en service des éoliennes du parc éolien de Corbières Maritimes**, les justificatifs attestant la constitution des garanties financières.

Article 2.2.2 - Montant des garanties financières

Selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, le montant initial des garanties financières à constituer s'élève à :

$$M = \Sigma (Cu) = 10 \times (50\,000 + 25\,000 \times (3-2)) = 750\,000 \text{ euros}$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur.

Article 2.2.3 - Actualisation du montant des garanties financières

Dès la première constitution des garanties financières, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.2.4 - Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.2.1 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé accompagné du calcul d'actualisation.

Article 2.2.5 - Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 2.2.6 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, à réception de l'attestation prévue par l'article R. 515-108.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 2.3 - MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES À LA PHASE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES NOUVELLES ÉOLIENNES, DE MAINTENANCE LOURDE, ET DE DÉMANTÈLEMENT DES ANCIENNES ÉOLIENNES

Article 2.3.1 - Informations à réaliser

Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante :

snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.

L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :

- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

L'exploitant informe par courrier le SDIS de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.

Article 2.3.2 - Périmètre du chantier

Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes du parc éolien de Corbières Maritimes, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes des parcs éoliens de Port-la-Nouvelle et de Sigean, comprend :

- les pistes d'accès pour accéder au site ;
- les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ;
- les zones de stockage de la terre excavée ;

- les postes de livraison ;
- les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ;
- le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que ceux les reliant aux postes de livraison créés).

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

Article 2.3.3 - Périodes d'intervention

Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage sont autorisés uniquement entre le 1^{er} septembre et le 15 novembre.

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction et au démantèlement des éoliennes (décapage, terrassement...) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1^{er} avril au 31 juillet.

Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne, réalisation et destruction des fondations par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par l'inspection des installations classées après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.

Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspection des installations classées.

Article 2.3.4 - Mesures de préparation d'encadrement des travaux

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet ;
- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;
- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;
- l'organisation générale du chantier ;
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet ;
- les moyens de lutte contre la pollution ;
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ;
- le plan de circulation des engins ;
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ;
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.

Ces documents pourront être transmis à l'inspection des installations classées sur simple demande.

Article 2.3.5 - Mesures nécessaires pendant la phase de construction (éoliennes, poste de livraison et raccordement) et de démantèlement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement et met, notamment, en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, voire d'accompagnement, appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impacts.

La mise en service des installations définies aux articles 1.2 et 2.1 du présent arrêté est subordonnée à la mise à l'arrêt définitif et au démantèlement des parcs éoliens de Port-la-Nouvelle et de Sigean déclarées respectivement par les courriers en date du 13 juillet 2012 et du 20 août 2012 accordant le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, et conformément aux dispositions prévues à l'article 2.3.6 du présent arrêté et aux articles R. 515-106 à R. 515-108 du code de l'environnement.

2.3.5.1 - Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger

Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées.

Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment et notamment les zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées afin de les identifier clairement. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 2.3.4 du présent arrêté.

Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).

2.3.5.2 - Circulation des engins

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens.

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Les dimensions minimales des pistes d'accès aux éoliennes et au chantier en général seront les suivantes :

- Tronçons droits : 5 – 6 m de largeur
- Pentés maximales des voies : 10 % selon l'axe longitudinal de la voie.

2.3.5.3 - Déblais/remblais

Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives.

Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 2.3.4 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier. Si nécessaire, la réalisation des ensemencements, à partir d'espèces autochtones, sera effectuée.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Le pied des éoliennes est recouvert d'une surface engravillonnée de couleur claire.

2.3.5.4 - Création des fondations des éoliennes

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié, notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles initialement prévues. Ce porter-à connaissance comprend à minima :

- l'impact sur la géologie,
- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,
- l'impact sur la santé,
- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.

2.3.5.5 - Moyens de lutte contre la pollution

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
- stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier ;
- mise à disposition de kits anti-pollution ;
- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ;
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ;
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ;
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ;
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ;
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plateforme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ;
- maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises ;
- mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plateformes ;
- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ;
- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

2.3.5.6 - Suivi du chantier :

Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- un passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;
- une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les solutions appropriées.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les écologues est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

2.3.5.7 - Mise en exploitation

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi.

Cette déclaration portera notamment sur :

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté,
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises),
- l'attestation de la constitution des garanties financières,
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie,
- la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.

Article 2.3.6 - Démantèlement et remise en état

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défauts éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Les aérogénérateurs mis en service après les dates suivantes doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

Tout démantèlement nécessitera au préalable de transmettre, à l'inspection des installations classées, les modalités de ces travaux et de la remise en état du site, 3 mois avant la réalisation des travaux.

ARTICLE 2.4 - MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX POUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Les postes de livraison feront l'objet d'une intégration paysagère via un parement en pierre et une couverture en tuiles canal. Les pierres doivent être plates et les joints peu visibles. Le but étant de se rapprocher visuellement des murets et constructions en pierres sèches typiques des Corbières.

La gestion du site sur les zones paysagères sera la moins impactante possible pour le milieu naturel :

- L'usage de produits phytosanitaires pour le traitement des surfaces aménagées sera proscrit ;
- Les pratiques de coupes utilisées seront douces (matériel lourd à proscrire) ;
- La gestion des bandes enherbées et du débroussaillage réglementaire (lutte contre les incendies) raisonnée : fauche tardive par endroit (août dans les secteurs possibles : hors base des éoliennes pour éviter l'attractivité de la faune et secteur définit pour la lutte contre les incendies qui doivent être fauchés avant le 15 mai) et les tontes seront envisagées, lorsque cela est compatible avec les paramètres sécurité notamment, à la fin du mois de juillet ou au mois d'août.

ARTICLE 2.5 - MESURES LIÉES AU BRUIT

Article 2.5.1 - Bridage acoustique

Le fonctionnement des éoliennes est prévu selon le bridage acoustique suivant, pour la période nocturne et pour des vents de Nord-Ouest ($\pm 60^\circ$) :

Vitesse (VS10)	3 m/s	4 m/s	5 m/s	6 m/s	7 m/s	8 m/s	9 m/s	10 m/s
E1			OMIV	OMIV	OMIV	OMIV		
E2	STOP	STOP	STOP	STOP	STOP	STOP	OMIV	
E3	STOP	STOP	STOP	STOP	STOP	STOP	OMIV	
E4	STOP	STOP	STOP	STOP	STOP	1000	OMIV	
E5			OMIV	OMIV	OMIV	1000	OMIV	
E6			OMIV	OMIV	OMIV	1000	OMIV	
E7			OMIV	OMIV	OMIV	OMIV		
E8								
E9								
E10								

« Stop » correspond à l'arrêt de l'éolienne et « OMIV » et « 1000 » correspondent à des modes de bridage du modèle d'éolienne prévu. Ces modes de fonctionnement correspondent à des réductions du bruit des machines par modification des vitesses de rotation ou des angles de pales conformément aux documents techniques du modèle d'éolienne ENERCON E82-E4, 3MW.

L'exploitant doit pouvoir justifier des mesures de bridage réalisées.

Toute modification des modalités de bridage et/ou de l'interface de gestion des bridages doit être transmis, avant mise en place, à l'inspection des installations classées.

Article 2.5.2 - Mesures de bruit

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans les zones à émergence réglementée et conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

En cas de dépassement des niveaux sonores réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois après fourniture des résultats de la campagne de mesures, un plan de fonctionnement et de bridage éventuel des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre. Il en informe l'inspection des installations classées. Il s'assure de son efficacité en réalisant un contrôle dans les 6 mois suivant cette mise en place. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

ARTICLE 2.6 - GESTION DES DÉCHETS

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, l'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. En effet, le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.7 - PRÉVENTION DES RISQUES

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes.

Article 2.7.1 - Identification des installations

L'exploitant respecte, dès l'ouverture du chantier, la réglementation applicable relative :

- à l'emploi du feu (arrêté préfectoral n° 2013-352-0003 du 2 janvier 2014) ;
- au débroussaillage et maintien en état débroussaillé des constructions et des équipements sur une profondeur de 50 m autour des infrastructures et de 10 m de part et d'autre des pistes qui les desservent (arrêté préfectoral n°2014-0143-0006 du 3 juin 2014). Par ailleurs, pour compenser les contraintes induites par les mâts en matière de lutte contre l'incendie, ce débroussaillage doit être étendu à une bande continue de 100 m de largeur répartie de part et d'autre de la piste principale, de l'entrée à la sortie du parc de la façon suivante :
 - 75 m à l'Ouest ou au Nord de la piste,
 - 25 m à l'Est ou au Sud de la piste.

Article 2.7.2 - Voies d'accès

La desserte des éoliennes répond aux exigences de la catégorie 1 de la norme zonale DFCI (pour les collecteurs principaux) ou 2 (pour les dessertes individuelles des mâts), ceci notamment afin d'éviter la présence de portions sans issues particulièrement dangereuses pour les personnels du SDIS en cas d'incendie. Ces pistes répondent aux caractéristiques suivantes :

- Collecteurs principaux :
 - largeur minimale de 6 m, ou à défaut 4 m si des contraintes locales empêchent d'atteindre la largeur de 6 m, mais dans ce cas des aires de croisement (sur-largeurs de 4 m x 32 m) devront être aménagées tous les 200 m ;
 - pente moyenne maximale de 8 % (instantanée maximale de 12 % sur des tronçons de moins de 100 m) ;
 - double issue systématique.
- Desserte secondaire (desserte individuelle des mats) :
 - largeur de 4 m ;
 - pente moyenne maximale de 10 % ;
 - double issue pour tout segment d'une longueur de plus de 500 m ;
 - aire de manœuvre de 13 m de rayon en bout des voies sans issue ;
- portance de 160 kN (dont au moins 90 kN par essieu) ;
- rayon de courbure des lacets supérieurs à 11 m (avec surlargeur de 1 m).

Ces voies sont clairement identifiées, maintenues en constant état de propreté permettant à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours et dégagée de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation. En cas de cul-de-sac, elles doivent permettre les demi-tours et les croisements des engins. Une aire de manœuvre permettant le retournement des véhicules est aménagée au droit de chaque éolienne.

Des dispositifs de fermeture des voies de type barrière ou panneau B0 seront installés et devront permettre de restreindre l'accès au public dans la zone soumise à un risque de rupture des mâts ou de chute d'éléments ou de glace.

Article 2.7.3 - Identification des installations

Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant lisible à 30 m, mentionnant le numéro de l'éolienne. A l'entrée de chaque plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) sera clairement affichée.

Article 2.7.4 - Moyens de lutte contre l'incendie

En complément de la citerne existante de 30 m³, une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 120 m³, de type citerne ou bache souple, est mise en place, à l'extrémité Sud du parc, au niveau du carrefour avec la piste qui traverse le plateau de Cambouisset d'Est en

Ouest, et raccordée à un poteau incendie 2 x 65 - 100. Cet équipement permet un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de sa pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance.

Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...).

Article 2.7.5 - Moyens de communication

L'exploitant dote chaque éolienne d'un moyen de communication fixe ou mobile permettant aux secours extérieurs d'établir une liaison avec les agents éventuellement en difficulté dans la nacelle.

Article 2.7.6 - Dispositif de télésurveillance

Un dispositif de télésurveillance (caméra de télésurveillance, équipée de dispositifs de transmission appropriés), permettant d'assurer en temps réel et 24 h/24, depuis le SDIS, la détection des départs de feu et une surveillance optimale de l'environnement du parc éolien dans un rayon de 15 km doit être installé.

Les caractéristiques techniques des systèmes de surveillance et de transmission des images seront communiquées, en temps utile, par le SDIS au pétitionnaire. Le dispositif, mutualisable à l'échelle de l'ensemble des parcs éoliens du secteur, pourra être implanté hors du projet sur un site proposé par le SDIS.

Article 2.7.7 - Autres dispositions

L'exploitant prévoit également de :

1. Placer le transformateur éventuel dans un local totalement isolé et interdit d'accès. Le local doit être clairement identifié par un pictogramme symbolisant le risque électrique ;
2. Placer les transformateurs à bain d'huile sur rétention ;
3. Prévoir un accès et un dégagement sûr de l'équipement technique situé en hauteur et y disposer d'un équipement anti-chutes adapté et de blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Cet éclairage de sécurité doit être doublé par des projecteurs accessibles facilement ;
4. Doter chaque groupe d'éoliennes de deux équipements de protection individuelle permettant d'accéder aux nacelles en toute sécurité. Ces équipements doivent être en nombre suffisant pour permettre simultanément leur usage par des personnes de l'établissement et deux sapeurs-pompiers ;
5. Installer et signaler des organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, mouvement des pales...). Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence par les services de secours ;
6. Identifier clairement les risques des locaux électriques par des pictogrammes adaptés ;
7. Équiper les postes de transformation de matériel électro-secours (perche, tabouret...) ;
8. Équiper les locaux électriques (poste de raccordement, transformateur...) d'une détection automatique d'incendie, adressable, avec report de l'alarme à un poste surveillé en permanence ;
9. Afficher des consignes claires pour intervenir sur un sinistre éventuel ou pour un secours à personne comprenant notamment :
 - plan complet et inaltérable des équipements avec la localisation des accès, des circulations verticales et horizontales, des dispositifs de sécurité anti-chutes, des organes de coupure des énergies, des moyens de secours et des zones à risque (électrique, champ électromagnétique, pièces en mouvement...)
 - a conduite à tenir détaillée relative à la mise en sécurité des installations avant toute intervention ;
 - un numéro de téléphone d'une personne compétente à prévenir en cas d'urgence ;
10. Installer un dispositif de protection contre la foudre efficace et correctement dimensionné ;

11. Installer un dispositif d'arrêt automatique des installations en cas de contrainte trop élevée sur les éléments des constructions (vent important, blocs de glace...);
12. Installer des extincteurs, adaptés aux risques en qualité et quantité, à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...);
13. Établir des consignes claires et précises pour :
 - transmettre un appel de demande de secours aux sapeurs-pompiers ;
 - collaborer à distance aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie,
 - sécuriser les installations ;
14. Définir une procédure permettant aux agents en charge des opérations de maintenance de mettre à la disposition des secours extérieurs les clés d'accès à la base du mat.

Article 2.7.8 - Information/Exercices

L'exploitant doit prévoir la réalisation d'un exercice annuellement avec ou sans les services du SDIS.

L'exploitant assure aux sapeurs-pompiers défendant le secteur une information sur les mesures conservatoires à prendre en cas d'incident et sur les caractéristiques techniques de l'installation.

Article 2.7.9 - Documents à adresser au SDIS avant la mise en service

L'exploitant s'assure de la transmission aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours, avant la mise en service des installations, des éléments suivants qu'il met à jour si nécessaire :

- un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant :
 - les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS). Ces plans doivent comporter :
 - l'emplacement des points de rencontre en phase chantier,
 - l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement,
 - le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes,
 - la localisation des éoliennes avec leur numérotation,
 - l'emplacement des postes de raccordement,
 - les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plateforme de travail, coupures sur le secteur...),
- les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données). Cette personne doit pouvoir être contactable 24H/24 et 7 J/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.

ARTICLE 2.8 - BALISAGE

En période d'exploitation, les éoliennes sont équipées d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation.

Par ailleurs, en raison du risque de confusion avec le balisage maritime en place, la fréquence d'allumage des feux doit être de 40 éclats/min, avec un taux de travail 2/3 ON et 1/3 OFF.

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, la synchronisation des éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien de Corbières Maritimes a lieu de jour comme de nuit.

Par ailleurs, l'exploitant doit synchroniser les éclats de feux (balisage lumineux), en période nocturne, de son parc avec ceux des parcs situés dans le même champ de vision, soit le parc éolien de Cambouisset et le parc éolien de l'Olivier.

ARTICLE 2.9 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial déposé, et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté susvisé du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.10 - CESSATION D'ACTIVITÉ

L'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées la date de démarrage du chantier de démantèlement au moins un mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106.

Sans préjudice des dispositions des articles R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte pour la remise en état du site lors de l'arrêt définitif des installations est le suivant : usage « Naturel ».

TITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA DÉROGATION AU TITRE DU 4° DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 3.1 - NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande susvisé, l'exploitation de l'installation précisée aux articles 1.3 et 2.1 du présent arrêté.

Article 3.1.1 - Listes des espèces concernées par la dérogation espèces protégées

La dérogation est délivrée pour les espèces animales/avifaunes et végétales suivantes :

Oiseaux (78 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Aigle botté	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Aigle de Bonelli	Non	Non	Oui
Alouette lulu	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Autour des palombes	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Balbusard pêcheur	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Bergeronnette grise	Non	1 individu par an	Non
Bergeronnette printanière	Non	1 individu par an	Non
Bondrée apivore	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Bruant ortolan	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Bruant proyer	Non	1 individu par an	Non
Bruant zizi	Non	1 individu par an	Non
Busard cendré	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Busard des roseaux	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Busard Saint-Martin	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Buse variable	Non	1 individu par an	Non
Chardonneret élégant	Non	1 individu par an	Non
Cigogne blanche	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Cigogne noire	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Circaète Jean-le-Blanc	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Cochevis de Thékla	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Cochevis huppé	Non	1 individu par an	Non
Coucou gris	Non	1 individu par an	Non
Engoulevent d'Europe	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Epervier d'Europe	Non	1 individu par an	Non
Faucon crécerelle	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Faucon crécerellette	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Faucon émerillon	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Faucon hobereau	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Faucon pèlerin	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Fauvette à lunettes	Non	1 individu tous les 20 ans	Non

Fauvette à tête noire	Non	1 individu par an	Non
Fauvette mélanocéphale	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Fauvette orphée	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Fauvette pitchou	Oui	1 individu tous les 10 ans	Non
Gobemouche noir	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Goéland leucophée	Non	1 individu par an	Non
Grand corbeau	Non	1 individu par an	Non
Grand cormoran	Non	1 individu par an	Non
Grand-duc d'Europe	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Grue cendrée	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Guêpier d'Europe	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Héron cendré	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Hirondelle de fenêtre	Non	1 individu par an	Non
Hirondelle de rivage	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Hirondelle de rochers	Non	1 individu par an	Non
Hirondelle rousseline	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Hirondelle rustique	Non	1 individu par an	Non
Huppe fasciée	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Linotte mélodieuse	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Loriot d'Europe	Non	1 individu par an	Non
Martinet à ventre blanc	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Martinet noir	Non	1 individu par an	Non
Martinet pâle	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Mésange bleue	Non	1 individu par an	Non
Mésange charbonnière	Non	1 individu par an	Non
Milan noir	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Milan royal	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Moineau domestique	Non	1 individu par an	Non
Moineau soulcie	Non	1 individu par an	Non
Monticole bleu	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Pélican blanc	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Pie-grièche à tête rousse	Oui	1 individu tous les 20 ans	Non
Pinson des arbres	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Pipit à gorge rousse	Non	1 individu par an	Non
Pipit farlouse	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Pipit rousseline	Oui	1 individu tous les 10 ans	Non
Roitelet triple-bandeau	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Rollier d'Europe	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Rougegorge familier	Non	1 individu par an	Non
Rougequeue noir	Non	1 individu par an	Non
Serin cini	Non	1 individu par an	Non
Tarier des prés	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Tarier pâtre	Non	1 individu par an	Non

Tarin des aulnes	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Traquet motteux	Non	1 individu par an	Non
Traquet oreillard	Oui	1 individu tous les 20 ans	Non
Vautour fauve	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Verdier d'Europe	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Chiroptères (18 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Grand murin	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Grand rhinolophe	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Minioptère de Schreibers	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Molosse de Cestoni	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Murin à oreilles échanquées	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Murin de Capaccini	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Murin de Daubenton	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Noctule commune	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Noctule de Leisler	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Oreillard gris	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Petit murin	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Petit rhinolophe	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Pipistrelle commune	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle de Kuhl	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle pygmée	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle de Nathusius	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Sérotine commune	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Vespère de Savi	Non	1 individu tous les 2 ans	Non
Reptiles (7 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation
Lézard ocellé	Oui	1 individu	Oui
Seps strié	Oui	5 individus	Oui
Psammodrome algire	Oui	2 individus	Oui
Couleuvre à échelons	Oui	5 individus	Oui
Couleuvre de Montpellier	Oui	5 individus	Oui
Lézard catalan	Oui	5 individus	Oui
Tarente de Maurétanie	Oui	5 individus	Oui
Insecte (1 espèce)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation
Magicienne dentelée	Oui	Oui (pontes)	Non
Flore (1 espèce)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Translocation graines
Bec-de-grue fétide	Non	Oui	Oui

Le nombre de spécimens autorisé à la destruction peut évoluer en fonction de l'état des populations des espèces concernées par le projet. Si l'exploitant souhaite faire évoluer ce chiffrage, il doit justifier sa demande. Pour cela, il doit au préalable effectuer une étude précise des populations concernées, en se basant sur des connaissances actualisées des tailles des populations et sur une modélisation scientifique pour évaluer les mortalités supportables.

Article 3.1.2 - Période de validité

La période de validité de la dérogation est définie à compter de la date de signature du présent arrêté, pendant toute la durée des travaux de démantèlement et de construction du parc éolien et jusqu'au terme de l'exploitation et des travaux de démantèlement du parc éolien. Ce délai peut être modifié en cas de démantèlement et de remise en état anticipée ou à l'inverse prolongé en cas de prolongation de la durée d'exploitation.

Les mesures de compensation et de suivi sont mises en œuvre pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien et doivent donc être effectives au plus tard à la mise en service du parc et jusqu'au démantèlement complet du parc et la remise en état des lieux.

Article 3.1.3 - Périmètre concerné par cette dérogation

Cette dérogation concerne le périmètre des travaux de démantèlement et de construction du parc éolien Corbières maritimes par la société Engie Green. Il comprend aussi les pistes d'accès à créer ou à élargir pour accéder au site de projet, les zones de travaux pour le montage/démantèlement des éoliennes et le poste de livraison, ainsi que les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes.

Si ces actions interviennent en dehors des périmètres mentionnés ci-dessus, les éventuels impacts sur les espèces protégées (travaux de raccordement électrique par exemple) ne sont pas couverts par la présente dérogation.

La dérogation délivrée à l'article 3.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des mesures d'évitement, de réduction, de suivi et de compensation suivantes.

ARTICLE 3.2 - MESURES SPÉCIFIQUES D'ÉVITEMENT LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX : HABITATS ET ESPÈCES

Un balisage des zones à enjeux sera effectué avant le début des travaux. Ce balisage sera effectué sous le contrôle d'un ingénieur écologue, et devra comprendre des panneaux explicatifs pour qu'aucune personne ou engin de chantier n'y pénètre. Cette protection par balisage concernera tous les secteurs à enjeux identifiés, dont notamment les stations de flore remarquables et les sites favorables aux reptiles. Cette mise en défens sera effective jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3.3 - MESURES SPÉCIFIQUES DE RÉDUCTION LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX (BIODIVERSITÉ)

Article 3.3.1 - Autorisation spécifique

Toute manipulation d'espèce protégée doit faire l'objet d'une intervention d'un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement, concernant le transport, l'utilisation ou la détention de cadavres d'espèces protégées dans le cadre d'un suivi de mortalités et de la réalisation d'analyses si nécessaires afin d'identifier l'espèce retrouvée, lorsque cela ne peut se faire sur le terrain ou lorsqu'une autopsie est nécessaire en cas de doute sur les causes de mortalité. Cette autorisation ainsi que l'information sur les capacités de conservation des cadavres chez ledit prestataire sont tenues à la disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées sur simple demande.

A l'issue de ces analyses, les cadavres sont transmis à un organisme scientifique ou détruits suivant les dispositions réglementaires applicables. Les seules manipulations autorisées, en dehors de l'écologue autorisé pour les suivis de mortalité, concernent, en cas d'impérieuse nécessité, l'enlèvement d'un animal blessé pour le conduire sans délai à un centre de soins, ou le remettre à l'Office Français de la Biodiversité.

Article 3.3.2 - Implantation des éoliennes

Afin de réduire la collision avec les chiroptères et l'avifaune, l'exploitant prévoit au minimum une garde au sol des éoliennes de 28 m.

Article 3.3.3 - Mesures de réduction en phase travaux

L'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2.3 (débroussaillage, déboisement, circulation des engins, stockage de terres végétale, écoulement des eaux...).

Article 3.3.4 - Mesures de réduction en phase d'exploitation

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction des impacts suivantes :

- MR1 : Mesures préventives visant à limiter les mortalités de chiroptères ;
- MR2 : Radar avifaune avec arrêt des éoliennes en temps réel
- MR3 : Détection, effarouchement et régulation machine non accidentogène pour l'avifaune ;
- MR4 : Réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune.

3.3.4.1 - MR1 - Mesures préventives visant à limiter les mortalités de chiroptères

3.3.4.1.1 - Recherche de gîtes à chiroptères

Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier que les arbres de la zone d'emprise des travaux voués à être abattus ne présentent pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.

3.3.4.1.2 - Mise en place d'un plan de bridage en faveur des chiroptères

Dès la mise en fonctionnement du parc éolien et conformément au paramétrage de la régulation nocturne défini ci-dessous, le bridage mis en place sur toutes les éoliennes doit être opérationnel et efficace pour la protection des chiroptères.

Ce bridage consiste à arrêter la rotation des pales de chaque éolienne lorsque les conditions sont favorables à l'activité des chiroptères. Afin d'éviter la mise en route intempestive des machines, il est nécessaire de régler au minimum ou au maximum l'angle d'attaque des pales pour que le vent ne les entraîne pas, ou en faisant pivoter la nacelle pour que les pales ne soient plus face au vent.

Ce bridage doit être opérationnel selon l'une des modalités suivantes :

	15 mars au 15 novembre
Vitesse de vent à hauteur de nacelle (m/s)	Inférieur à 8 m/s
Température (°C)	Supérieur à 13 °C
Période de la nuit	Du coucher au lever du soleil
Période de l'année	Mi-mars à mi-novembre

En fonction de résultats des suivis de mortalité, le plan de bridage peut être modifié. Pour tout renforcement nécessaire (période plus importante, ajout de période, augmentation de la vitesse de vent ou de la température), l'exploitant met en œuvre ces modifications tout en informant dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées. Pour tout assouplissement des paramètres fixés (réduction des périodes, de la vitesse de vent et/ou de la température), les nouvelles modalités de bridage envisagées par l'exploitant et dûment justifiées sont soumises à validation préalable par l'inspection des installations classées.

Il formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères ». Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.1.3 - En cas de défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères »

Dès la mise en service, incluant les périodes de test de chaque éolienne, et pendant toute la période annuelle concernée par le paramétrage de la régulation nocturne, le bridage « chiroptères » est opérationnel et efficace conformément au plan de bridage de l'article 3.3.4.1.2 du présent arrêté.

Le fonctionnement des éoliennes est asservi à l'opérationnalité des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage (notamment la sonde de température,

l'anémomètre et autres équipements permettant de répondre au bridage, les éléments de câblage, et les équipements permettant de diminuer la puissance de production de l'éolienne...).

La défaillance du bridage chiroptère correspond au non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc éolien.

L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage.

Ce système dispose de fonctionnalités d'auto-diagnostic permanent pour repérer la défaillance et informe immédiatement l'exploitant (alarmes). Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif immédiatement.

Dès constat de la panne ou de la défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage, l'exploitant dispose de 2 jours ouvrés à compter de la défaillance pour mettre en œuvre la solution technique appropriée. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt selon les plages horaires définies ci-dessus tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, dès qu'il a connaissance, de toute mise à l'arrêt des éoliennes pour défaillance du bridage en indiquant les dates et heures de mise à l'arrêt et communique une analyse des causes de la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance ne se reproduise.

Dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test et le biomonitoring), sont consignées, dans un registre de défaillance et de maintenance qui peut être dématérialisé et/ou présent sur site, toute défaillance lié aux équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères » ainsi que les actions correctives.

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information de l'inspection des installations classées. Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées qui peut en recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.1.4 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées de la mise en œuvre du plan de bridage « chiroptère »

L'exploitant met en œuvre les moyens et dispositifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre du bridage.

Ces moyens et dispositifs comprennent :

- l'enregistrement et le stockage de l'évolution chaque seconde de la vitesse de rotation du rotor (en RPM), de chaque éolienne, sur au moins 3 ans avec un pas de temps le plus faible possible selon les caractéristiques techniques des équipements (maximum 10 minute) ;
- L'enregistrement et le stockage des données suivantes : température extérieure, vitesse de vent et horaires de bridage effectifs sur au moins 3 ans. Les deux premiers paramètres sont mesurés à hauteur de nacelle sur chaque éolienne ;
- la compilation de ces données et leur présentation sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs. Ces données sont archivées a minima sur une période de 3 ans.

Les données prévues ci-dessus sont consultables par l'inspecteur de l'inspection des installations classées via une interface internet lors d'un contrôle.

Sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, l'exploitant transmet, en moins de 72 heures, les codes internet permettant l'accès temporaire pendant un mois à ces données.

3.3.4.2 - MR2 - Radar avifaune avec arrêt des éoliennes en temps réel

Le porteur de projet mettra en place pendant 1 an avant la mise en service industrielle puis pendant 3 ans un système radar 3D à 360° pour détecter l'avifaune. Ce système entraînera l'arrêt des éoliennes, en cas de risque de collision de jour comme de nuit, durant toute l'année.

Le porteur de projet devra transmettre à la DREAL 6 mois avant le début de la mise en place de ce système une présentation technique détaillée de son mode de fonctionnement et des distances retenues pour lancer l'arrêt des éoliennes.

Ce système sera mis en expérimentation dès l'année précédant le début des travaux afin d'en vérifier son efficacité. Un bilan sera fourni à la DREAL afin d'attester son efficacité avant le début des travaux. Ce bilan comportera une analyse non seulement du nombre de cas à risques et d'arrêt des éoliennes par espèce, mais également une analyse quantitative des flux d'oiseaux passant sur la zone.

Ce système de détection de l'avifaune par radar sera couplé pendant au moins les 3 premières années d'exploitation avec un système de détection par caméras de l'avifaune détaillé en 3.3.4.3. Un bilan d'utilisation de ce radar sera envoyé annuellement à la DREAL pendant les 4 années d'expérimentation.

A l'issue de l'expérimentation, un bilan sera transmis à l'inspection sur l'efficacité du système afin de statuer sur la pérennisation du radar et l'arrêt du SDA.

En cas de défaillance du système radar, le parc sera immédiatement mis à l'arrêt, de jour comme de nuit, jusqu'à la réparation totale du système radar. L'opérationnalité du radar conditionne donc l'exploitation du parc.

3.3.4.3 - MR3 - Détection, effarouchement et régulation machine non accidentogène pour l'avifaune

Le dimensionnement, le paramétrage et les conditions d'implémentation du système automatisé de détection/effarouchement de l'avifaune et de régulation des éoliennes doivent permettre de limiter toute risque de collision avec les oiseaux cibles.

3.3.4.3.1 - Principes généraux attendus de la mise en place d'un système de détection/régulation avifaune (SDA)

Dès la mise en service du parc éolien, incluant les tests de fonctionnement préalables à l'exploitation, chaque éolienne bénéficie d'une mesure de surveillance continue et en temps réel de l'approche du/des spécimen(s) d'espèce protégée dite cible qui enclenche des actions adéquates de régulation de la vitesse de rotation du rotor et le cas échéant d'effarouchement afin d'éviter le risque de collision avec ladite espèce cible.

En l'absence d'une telle mesure, chaque éolienne est mise à l'arrêt pendant les périodes de présence potentielle de ces espèces protégées, de 30 min avant le lever du soleil à 30 min après le coucher du soleil.

Cette mesure de surveillance continue peut mobiliser des moyens humains et/ou technologiques. Les moyens technologiques mobilisés incluent systématiquement des dispositifs vidéo qui permettent de caractériser précisément l'espèce concernée.

Quels que soient les moyens utilisés, ils respectent la même séquence :

1. Détecter dans toutes les directions, les individus des espèces protégées cibles en déplacement aérien à une certaine distance d'une éolienne dite Distance de détection suffisante
2. Engager une régulation de l'éolienne pour chaque espèce cible qui atteint une distance particulière à l'éolienne dite Distance de régulation suffisante qui peut le cas échéant correspondre à la distance de détection suffisante. Cette Distance de régulation (D_r) est calculée de la manière suivante :

$$D_r = VSS \text{ (en m/s)} \times TER \text{ (en seconde)}$$

où

- VSS est la Vitesse au Sol pour un individu de l'espèce cible (VSS) en m/s. Elle est soit calculée en temps réel estimé d'après les moyennes relevées sur site, soit définie dans la bibliographie scientifique.

- TER est le Temps écoulé entre l'Engagement de l'ordre de Régulation et l'atteinte par le rotor de la vitesse non accidentogène pour le spécimen d'espèce cible lorsque celui-ci est susceptible d'être à proximité immédiate dudit rotor (à savoir la sphère balayée par les pales plus 20 mètres, dénommée la sphère à risques)
3. Justifier la valeur de la Vitesse non accidentogène retenue pour la régulation des éoliennes par l'exploitant (préférentiellement en se basant sur la bibliographie scientifique disponible). En l'absence de cette justification, la vitesse non accidentogène est prise égale à 0 km/h en bout de pales.
 4. Engager, le cas échéant, un effarouchement lorsqu'un ou des individu(s) d'une des espèces cibles se trouve(nt) à proximité de la sphère à risques.
 5. Constater l'absence ou non de collision d'un ou des individu(s) de l'espèce cible.
 6. Remettre en fonctionnement des éoliennes en l'absence de détection d'individus de l'une de ces espèces cibles détecté dans les distances retenues et à la condition de pouvoir déclencher immédiatement une nouvelle régulation en cas de nouvelle détection d'individus d'une espèce cible.
 7. En cas de collision avec une espèce cible, visualisée dans un délai inférieur à 3 jours par rapport à la date de l'enregistrement : la recherche du cadavre doit être immédiatement déclenchée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant. Cette recherche doit être réalisée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue doit avoir obtenu une autorisation définie à l'article 3.3.1 Les modalités de transmission de cette information à l'inspection des installations classées sont définies à l'article 3.5.2 du présent arrêté.

Il formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/bridage du SDA. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.3.2 - Niveau de performance du SDA

Le SDA doit permettre de répondre aux critères suivants :

- **Période de fonctionnement du SDA**

La mesure est mise en œuvre pendant toute la période de présence potentielle des espèces cibles visées par le présent arrêté.

Dans le cas des espèces de l'avifaune diurne, celles-ci pouvant être actives en période crépusculaire, la mesure est mise en œuvre en période diurne mais aussi 30 min avant le lever jusqu'à 30 min après le coucher du soleil.

- **Champ de vision de la détection**

Considérant les capacités de déplacement aérien des espèces protégées visées par le présent arrêté, l'approche d'individus d'une espèce cible est susceptible d'intervenir sur tous les plans horizontaux et verticaux et dans toutes les directions. La mesure de surveillance continue doit ainsi garantir un champ de détection établi sur 360° à l'horizontale et 360° à la verticale, soit une sphère dite de détection centrée autour du rotor de chacune des éoliennes. Le pétitionnaire doit être en capacité de décrire le champ de détection tridimensionnel réel pour chacune des éoliennes et les éventuelles obstructions induites par les pales en rotation, le relief ou les autres éléments fixes du paysage environnant et susceptibles de réduire ce champ de détection.

Le système de détection SDA est en capacité de prendre en compte plusieurs dizaines d'espèces cibles simultanément (cas du déplacement en groupe d'espèces cibles retenues).

- **Sphère de détection ou de régulation pour chaque espèce cible**

Centrée sur le rotor, la sphère de détection ou de régulation a un diamètre déterminé (« distance de détection suffisante » ou « distance de régulation suffisante ») pour chaque espèce cible de telle façon que le SDA puisse détecter et réguler la vitesse en bout de pale afin d'atteindre la vitesse non accidentogène définie dès l'entrée d'un individu d'une espèce cible dans la sphère à risques.

- **Sphère à risques**

Centrée sur le rotor, le diamètre de la sphère à risques est au minimum égal au diamètre du rotor de l'éolienne additionné de 20 mètres.

- **Vitesse de régulation**

C'est la vitesse non accidentogène définie à l'article 3.3.4.3.1 du présent arrêté.

- **Dispositif d'effarouchement**

Sans amplifier un risque accidentogène pour l'avifaune, un système de dissuasion acoustique peut être utilisé pour inciter la déviation de trajectoires d'espèces cibles, avant leur entrée dans la sphère à risque en complément de la mise en œuvre de la régulation. Cet effarouchement doit pouvoir être rapide et non permanent afin de ne pas induire un impact sur d'autres espèces protégées locales.

- **Enregistrements vidéo**

Afin de contrôler a posteriori et autant que de besoin l'efficacité de la détection en temps réel, le dispositif mis en place par l'exploitant prévoit un module d'enregistrement de vidéos des différentes caméras permettant de couvrir les volumes des sphères (de détection et à risque) établis au niveau de chaque éolienne, sans aucun angle mort et ni zone masquée.

Ces vidéos mentionnent le nom du mat, la vitesse en bout de pales lors de l'enregistrement, la date, l'heure, le nom de la caméra, la direction cardinale visualisée par la caméra et le nom du parc.

La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible et la décélération effective de la vitesse du rotor jusqu'à celle non accidentogène retenue.

Ces vidéos ont un format compatible avec le logiciel gratuit VLC et accessibles via une interface ou tout autre dispositif équivalent.

Les détections (vidéos de caméra, séquences radar si existantes) sont archivées sur au moins trois années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), cet accès doit permettre une consultation d'enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins de deux mois.

Toute modification de paramétrage ou d'équipement du système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine doit faire l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées. Ces modifications doivent pouvoir justifier d'une amélioration de l'efficacité de ce système de réduction.

3.3.4.3.3 - Caractéristiques techniques du SDA

Deux mois avant la mise en service du SDA, l'exploitant fournit les éléments suivants à l'inspection des installations classées :

- la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât) ;
- le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ;
- les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi) ainsi que les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale... ;
- un schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras ;
- la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue. Dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre ;

- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant :
 - les diamètres des sphères de détection et de régulation retenus pour chaque espèce cible en précisant les VVS utilisées et le TER,
 - le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible ;
- la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe théorique. Le graphique ainsi obtenu sera transmis à l'inspection des installations classées ;
- la justification de la vitesse non accidentogène retenue.

3.3.4.3.4 - Test d'opérationnalité du SDA

Dès la mise en service du SDA

Réalisé lors de la mise en exploitation du SDA, un test doit permettre de vérifier l'opérationnalité du SDA à l'aide d'un ou des drone(s) en simulant l'approche d'un individu d'une espèce cible sur chaque éolienne. La réalisation de ce test s'effectue pendant la rotation des rotors afin de constater la réactivité du SDA. Il est systématiquement réalisé en présence d'un ou de plusieurs surveillants en capacité d'arrêter immédiatement les éoliennes du parc (ordinateur portable relié au SCADA de la machine par exemple) s'ils constatent par exemple un vol à risque.

Ce test permet de valider :

- la distance de détection,
- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,
- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée du drone dans la sphère de régulation.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois après sa réalisation.

Dans la première année de mise en service du SDA

Le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours consécutifs ou non dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. La justification de la période retenue devra être préalablement communiquée à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du parc.

L'objectif est de détecter en temps réel, suivre et surveiller en continu la position, l'altitude, la direction du vol et la vitesse de l'avifaune cible (plusieurs individus) et de vérifier l'efficacité et l'opérationnalité du SDA existant (détection appropriée, réactivité du système en fonction du comportement de l'avifaune...).

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne et également crépusculaire dans la mesure du possible (30 minutes avant le lever jusqu'à 30 minutes après le coucher du soleil), par des observateurs présents sur le terrain et/ou par l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Dans le cas d'observateurs de terrain, ce suivi est effectué à minima par un binôme en contact permanent sur chaque ligne d'éoliennes, se relayant avec un deuxième binôme au cours de la journée pour permettre un suivi en continu tout en maintenant une vigilance accrue sur plusieurs heures. Ces derniers sont équipés d'appareillage permettant de justifier la hauteur et la distance de l'avifaune par rapport à une éolienne. Les observateurs terrains ou le prestataire du radar sont en capacité d'arrêter immédiatement les éoliennes du parc (ordinateur portable relié au SCADA de la machine par exemple) s'ils constatent par exemple un vol à risque d'une espèce cible (entrée dans la sphère de régulation qui ne serait pas prise en compte correctement par le SDA).

Le bio-monitoring est assuré par un prestataire qui a obtenu une autorisation définie à l'article 3.3.1 ci-après afin de manipuler une espèce protégée en cas de mortalité constatée.

Ce biomonitoring fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation. Il présente de façon détaillée la méthode de mise en œuvre du bio-monitoring et les résultats obtenus : espèce d'oiseau observé avec date/horaire, sa hauteur de vol et sa distance par rapport à la sphère à risques, taux de détection obtenus, réactivité à l'effarouchement. Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA. L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone, soit par une vérification en conditions réelles par un nouveau bio-monitoring.

Tous les 5 ans

Tous les 5 ans à compter de la mise en service du SDA, l'opérationnalité du SDA est vérifié par des simulations avec drone selon le protocole réalisé lors de la mise en exploitation du parc explicité ci-dessus.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.

Un bilan d'évaluation qui comprend les points suivants est également transmis :

- le taux de couverture spatiale spécifique au système et au site ;
- les différentes distances de détection et le taux de détection (cas de faux positif et de vrai positif) en lien avec les conditions météorologiques, la position du soleil et la visibilité ;
- le pourcentage de classification correcte de l'objet volant en comparant les données du système avec les données d'observation ;
- la vérification de la régulation des éoliennes par asservissement à la distance de l'objet volant ;
- les causes d'une mauvaise identification ;
- les causes de dysfonctionnement et de défaillance des différents systèmes de protection ainsi que les éventuelles mesures de réparations effectuées ;
- des mesures d'améliorations si elles s'avèrent nécessaires avec un planning de réalisation.

3.3.4.3.5 - En cas de défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation du SDA

Afin de préserver l'avifaune, le fonctionnement des éoliennes impose l'opérationnalité des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection et de la régulation du SDA (notamment les caméras, l'appareillage pour l'effarouchement, les éléments de câblage, les équipements permettant de transmettre l'information au prestataire de service en charge de la surveillance du SDA...).

L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement de ces équipements.

Ce système dispose de fonctionnalités d'auto-diagnostic permanent pour repérer la défaillance et informe immédiatement l'exploitant (alarmes).

Dès constat de la panne ou de la défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation, l'exploitant dispose de 2 jours ouvrés à compter de la défaillance pour mettre en œuvre la solution technique appropriée. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt 30 min avant le lever jusqu'à 30 min après le coucher du soleil tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

L'exploitant informe l'inspecteur de l'inspection des installations classées, dès qu'il a connaissance, de toute mise à l'arrêt des éoliennes en indiquant les dates et heures concernées et communique une analyse des causes de la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance ne se reproduise.

Dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test et le biomonitoring), sont consignées, dans un registre de défaillance et de maintenance qui peut être dématérialisé et/ou présent sur site, toute défaillance lié aux équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation du SDA ainsi que les actions correctives.

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information de l'inspection des installations classées. Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.4 - Liste des espèces cibles avifaunistiques

La mesure de surveillance en continu doit permettre la régulation des éoliennes lors de la détection à minima d'individus des espèces avifaunistiques dites cibles suivantes :

- Aigle de Bonelli ;
- Cochevis de Thékla ;
- Traquet oreillard ;
- Circaète Jean-Le-Blanc ;
- Cigogne blanche ;
- Milan noir ;
- Bondrée apivore ;
- Grue cendrée ;
- Balbuzard pêcheur ;
- Faucon crécerellette ;
- Vautour fauve ;
- Vautour percnoptère ;
- Pie-grièche à tête rousse ;
- Fauvette pitchou ;
- Pipit rousseline.

3.3.4.5 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées de l'opérationnalité du SDA

3.3.4.5.1 - Détermination par l'exploitant d'un référent

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les coordonnées (mail et numéro de portable) du responsable d'intervention du parc au sens de l'article 22 de l'arrêté du 23 août 2011.

Le cas échéant, sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection sauf en cas d'urgence dans un délai maximal de 3 jours ouvrés.

3.3.4.5.2 - Contrôle sur site avec drone

Le contrôle porte sur les distances réelles de détection des espèces cibles. Les tests sont effectués sur la base d'une ou plusieurs distances choisies par l'inspecteur afin de déclencher la détection, l'effarouchement et la régulation prévus.

Le délai de prévenance est de deux semaines minimum.

L'inspection des installations classées peut :

- mobiliser ses propres moyens techniques,
- demander à l'exploitant de faire venir sur site un prestataire en capacité de réaliser des opérations de pilotage de drone avec un appareillage technique permettant de justifier en temps réel la hauteur et la distance de l'engin volant mobile par rapport à un mât éolien (télémètre laser de haute précision ou autre) ou en capacité d'utiliser l'autre moyen technique disponible sur le marché. Les frais d'intervention du prestataire sont pris en charge par l'exploitant.

L'inspecteur peut demander un déclenchement forcé à distance de la régulation d'une ou plusieurs machines. Ce déclenchement permet de calculer précisément le temps nécessaire aux différentes phases du processus de régulation: envoi de l'ordre d'arrêt par le système de réduction, transfert de l'ordre au SCADA par le réseau informatique, temps de prise en compte de l'ordre par l'éolienne et temps nécessaire à une décélération suffisante du rotor.

3.3.4.5.3 - Contrôle sur site sans drone

Le contrôle porte sur une simulation de dysfonctionnement d'un élément du SDA (caméra...) sur une ou plusieurs éoliennes.

Cette simulation est faite à distance par le gestionnaire de ces systèmes sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées.

3.3.4.5.4 - Contrôle à distance

Dans un délai maximum de 72 heures, suite à la demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, l'exploitant transmet des codes permettant un accès à une interface internet à minima pendant un mois afin de visualiser l'opérationnalité et l'efficacité de la détection et la régulation des machines pour la préservation de l'avifaune.

Les détections (vidéos de caméra, séquences radar si existantes) sont archivées sur au moins trois années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), cet accès doit permettre une consultation d'enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins de deux mois.

Les données accessibles sont :

- le tableau récapitulant les informations, prévues à l'article 3.3.4.3.1, relatives à la visibilité ;
- un tableau de synthèse listant par mat le nom de toutes les vidéos accessibles ainsi que : la date de la vidéo, l'heure de la vidéo, la durée de cette vidéo, le nom de l'espèce détectée, le nombre d'individus de cette espèce dans la sphère de détection, la durée d'intrusion dans cette sphère, la vitesse du rotor en bout de pale lors de la détection, l'activation effective de l'effarouchement (oui/non), la durée de l'effarouchement, l'activation effective de la régulation (oui/non), la durée de la régulation, la traversée du rotor par l'espèce détectée (oui/non), la collision (oui/non) et les conditions météorologiques associées (température, vent, brouillard...). Ce tableau est rempli par le prestataire du système de réduction qui est indépendant de l'exploitant éolien ;
- les vidéos enregistrées de la détection et de la régulation pour chaque caméra (format compatible à un logiciel gratuit de type VLC) dont la durée est suffisante pour vérifier la fonctionnalité de la régulation du rotor suite à la détection d'une espèce cible ;
- les paramètres de modifications de sensibilité des radars en fonction des conditions météorologiques (si utilisation de radar en plus de caméras).

Un bilan annuel de l'année N, rédigé avant le 31 janvier de l'année N+1, est téléchargeable par l'inspecteur sur l'interface. Il comprend notamment pour chaque mat le nombre de chaque espèce cible entrant dans les différentes sphères de détection et à risque (diamètre du rotor additionné de 20 m minimum) ainsi que le nombre de ces espèces ayant subi une collision en précisant les conditions météorologiques associées (température, vent, visibilité) et le contexte de l'accident. Ces bilans sont stockés pendant 10 ans.

3.3.4.6 - MR3 - Réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune

3.3.4.6.1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés :

- Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes, c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts ;
- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau ;
- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

3.3.4.6.2 - Réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune

Les prescriptions suivantes visent à écarter l'intérêt des secteurs proches des éoliennes à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces. Elles permettront par la même occasion de limiter l'attractivité de ces secteurs pour l'ensemble des autres espèces oiseaux et des chiroptères.

Ces mesures concernent toutes les éoliennes et consistent à :

- Limiter la régénération de toute pelouse ou friche herbacée ainsi que la formation d'ourlets ou bandes enherbées en bordure d'aménagement (chemin d'accès, plateformes), de manière à éviter la formation de zones de refuge pour la petite faune (insectes...) qui faciliteraient les séquences de chasse de certains rapaces dans des secteurs initialement cultivés. Un entretien mécanique doit être régulier (au moins une fois par an). L'utilisation de pesticides est à proscrire ;
- Recouvrir les plateformes des éoliennes de gravillons de pierres concassées locales, de couleur claire pour limiter la formation de petites ascendances thermiques (limitation de l'échauffement du sol) ;
- entretenir la végétation aux abords des éoliennes entre mi-septembre et mi-novembre.

ARTICLE 3.4 - MESURES SPÉCIFIQUES POUR L'ESPÈCE OU L'HABITAT

Article 3.4.1 - Calendrier des travaux

Les travaux lourds se feront entre septembre et décembre. Ces travaux concernent pour la phase de démantèlement le défrichage, le débroussaillage, les terrassements, le démantèlement des fondations, et pour la phase de construction du nouveau parc, la création des plateformes et des aires de grutage et le creusement des fondations.

Article 3.4.2 - Gestion écologique du chantier

Le porteur de projet mettra en œuvre toutes les mesures pour :

- préserver les zones d'intérêt écologique ;
- respecter les emprises définies pour le projet ;
- établir un plan de circulation des engins pour limiter le compactage des sols ;
- assurer une bonne gestion des terres d'excavation ;
- ne pas introduire d'espèces envahissantes ;
- ne pas polluer ;
- ne pas réaliser de travaux en période nocturne.

Article 3.4.3 - Gestion raisonnée de la coupe d'arbres autour d'E1

Les travaux concernant la plateforme de la future éolienne E1 impacteront un boisement identifié comme habitat de reproduction de coléoptères saproxyliques.

En amont des travaux de coupe, les arbres destinés à l'abattage seront marqués, et ce de manière bien distincte par rapport aux arbres à préserver, identifiés au préalable par l'écologue en charge du suivi chantier. La coupe de ces arbres interviendra entre septembre et novembre.

Une fois coupés, les troncs des vieux arbres favorables aux coléoptères saproxyliques ne seront pas exportés, mais conservés sur le site pendant au moins un an, afin de permettre aux coléoptères de coloniser d'autres arbres. Les autres rémanents de coupe (branchages, arbustes, jeunes arbres...) seront exportés vers les filières adaptées.

Tous les troncs seront stockés sous forme de fût avec les premières grosses branches charpentières, permettant ainsi l'émergence des larves de coléoptères. Il s'agira par ailleurs de conserver les troncs au plus proche de leur emplacement initial. Les troncs seront maintenus dans des zones avec un bon ensoleillement et proches des boisements du site, afin que les coléoptères puissent coloniser d'autres arbres présents à proximité.

Article 3.4.4 - Démantèlement des gîtes de Lézard ocellé impactés

Plusieurs aménagements entraîneront la destruction de pierriers d'intérêt favorables au Lézard ocellé. C'est le cas du secteur des éoliennes E1 et E2 dont l'excavation concernera des pierriers favorables, ainsi que des éoliennes A et C de l'alignement nord de Port-La-Nouvelle.

Un démantèlement de ces pierriers sera effectué avant le début de la phase chantier entre septembre et novembre. Les pierriers seront évacués puis reconstitués un peu plus loin (toujours dans le même secteur), de manière à ne plus être concernés par les travaux.

Les pierriers seront reconstitués dans un emplacement bien exposé au soleil, les pierres les plus foncées seront installées au-dessus (endroit thermophile où le Lézard ocellé pourra profiter de la chaleur). Des passages au sein du nouveau pierrier permettront aux individus de s'abriter des prédateurs, des intempéries, du froid, des incendies.

Article 3.4.5 - Défavorabilisation de la zone préalablement aux travaux

Avant le démarrage des travaux, la zone de chantier sera débroussaillée et désempierrée afin de la rendre non attractive pour les reptiles.

Article 3.4.6 - Récolte de graines et dispersion de Bec-de-grue fétide impactées

Plusieurs stations de flore seront concernées par les emprises du chantier comme le Bec-de-grue fétide (*Erodium foetidum*), protégé à l'échelle régionale.

Le recensement non exhaustif réalisé par le porteur de projet fait état de 35 pieds recensés dans la zone d'étude. Parmi ces individus, 6 s'avèrent directement impactés : 4 pieds au niveau des emprises permanentes des éoliennes E1 et E6 ainsi que 2 pieds au niveau des emprises temporaires des éoliennes E5 et E7.

Avant la phase travaux, il s'agira de récolter des graines de Bec-de-grue fétide in situ (fructification de juin à août).

Puis ces graines seront disséminées de façon manuelle, lorsque les conditions seront favorables, dans les milieux naturels non impactés par le projet et favorables au développement de l'espèce (habitats naturels ouverts de pelouses à *Brachypode* rameux ou rocheux).

Pour la réalisation de cette action, le porteur de projet prendra au préalable l'attache du Conservatoire Botanique National afin de faire valider par ce dernier les modalités de mises en oeuvre de la mesure. Une copie de cette validation sera transmise à la DREAL avant la mise en place de la mesure.

Article 3.4.7 - Gestion du débroussaillage réglementaire DFCI

Dans le cadre de la lutte contre les incendies, un débroussaillage annuel sera réalisé sur les 50 mètres autour des 10 éoliennes, des postes de livraison et citernes incendies, ainsi que sur 10 mètres de part et d'autre des pistes, la piste centrale et celle menant actuellement aux éoliennes de Port-la-Nouvelle, soit sur une surface totale de 15 ha.

Les milieux sous éoliens abritant toutefois une faune et une flore patrimoniales et diversifiées, la réalisation du débroussaillage respectera les préconisations suivantes :

- débroussaillage hors période de reproduction de la faune, allant d'avril à juillet sur le site ;
- maintien de patches de Chêne kermès favorable à la Magicienne dentelée ;
- respect des gîtes à reptiles lors du passage des engins.

ARTICLE 3.5 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le suivi environnemental comprend :

- un suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères : mesure MS1 ;
- des suivis d'activité d'oiseaux et de chiroptères : mesures MS2 à MS4 ;
- un suivi des habitats : mesure MS5 ;
- un suivi des autres espèces protégées : MS6.

Les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4, MS5 et MS6 sont transmis à l'inspection des installations classées 6 mois avant leur mise en oeuvre.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, le cas échéant en version dématérialisée, les rapports des suivis MS1, MS2, MS3, MS4, MS5 et MS6, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain, réalisée dans le cadre de ces suivis.

3.5.1.1 - MS1 - Suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères

Le suivi de mortalité est réalisé selon les protocoles réglementaires en vigueur au moment de leur date de réalisation qui sont renforcées par des prescriptions définies ci-après.

L'exploitant fait intervenir uniquement un prestataire écologue ayant eu une autorisation définie à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Pour réaliser les tests nécessaires à l'interprétation des résultats de suivi de mortalité, l'exploitant ou le prestataire compétent désigné par ce dernier pour la réalisation des suivis

environnementaux (notamment suivi de mortalité) engage les démarches administratives nécessaires afin de pouvoir utiliser des cadavres d'animaux d'élevages justifiant de garanties sanitaires satisfaisantes.

Le suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères MS1 est le suivant :

Pour le suivi de mortalité, l'estimation de la mortalité réelle à partir des mortalités constatées est faite en appliquant les meilleures formules de correction disponibles, sur la base de la mesure des biais inhérents à ce type de suivi. Sont par conséquent mesurés les paramètres d'efficacité de l'observateur, la persistance des cadavres, la surface prospectée (en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes). Pour les suivis de mortalité, les paramètres de correction de l'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont mesurés trois fois chaque année de suivi (printemps, été, automne), ainsi que la correction de la surface prospectée en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes. La surface à prospecter est à minima, un cercle ou un carré sous chaque éolienne de côté égale au diamètre de la sphère à risque (diamètre du rotor additionné de 20 m minimum). Un cadavre qui est trouvé en dehors de ce périmètre tout en restant à proximité des mats est comptabilisé.

Le suivi est réalisé sur les 3 premières années consécutives à la mise en service du parc. A l'issue de ces 3 ans, si les résultats obtenus en matière de réduction d'impact sont jugés satisfaisants par l'inspecteur de l'inspection des installations classées, la fréquence est ensuite réduite à un suivi tous les 5 ans. Dans le cas contraire, la fréquence des suivis de mortalité demeure annuelle jusqu'à obtention de résultat représentatif de la réalité. Dans le cas de modification de paramétrage et afin d'évaluer son efficacité, le suivi est relancé au moins sur une année.

Pour chaque année de suivi, la fréquence de passage de suivi minimale est définie sur la base des résultats obtenus lors des tests de persistance de cadavres effectués avant de débiter les suivis : au printemps (mars - mai), en été (juin - juillet) et en automne (août - novembre) :

- pour les résultats de test de printemps, d'été et d'automne obtenus supérieures ou égales à 2 jours : le suivi est effectué à minima sur 2 passages/semaine de mi-mars à mi-novembre sinon le suivi est réalisé sur 3 passages/semaine .
- pour la période de mi-novembre à mi-mars : 1 passage/semaine.

L'objectif est de garder une cohérence entre la pression d'inventaire et les résultats de tests de persistance.

La mortalité corrigée ne dépasse pas quatre fois la mortalité constatée dans le cadre des suivis. S'il y a dépassement, le suivi de mortalité est considéré comme non représentatif de la réalité et est refait jusqu'à l'obtention de la valeur mortalité corrigée/mortalité constatée <4 . Pour cela, la fréquence de passage est augmentée pour diminuer les facteurs de correction, et/ou des méthodes de détection plus performantes sont mises en œuvre (détection canine par exemple). En effet, afin d'augmenter l'efficacité de la recherche de cadavres et de réduire le temps de recherche, l'intervention de chien(s) dressé(s) peut être à privilégier. La justification des compétences du ou des chiens utilisés est alors mentionnée dans chaque rapport de suivi.

Le rapport de suivi de mortalité sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

Les résultats des suivis de mortalité sont rapportés en détails avec notamment la date, l'heure et le lieu (coordonnées Lambert 93, point GPS) de découverte de chaque cas détecté, ainsi que le nom de l'espèce déterminée et les causes probables de sa mort.

Les rapports de suivi de mortalité intègrent l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les mesures/recommandations faites suite à l'analyse des résultats et le cas échéant la justification de leur non prise en compte. Ces mises en œuvre sont à l'initiative de l'exploitant, l'inspection des installations classées doit en être informé.

3.5.1.2 - MS2 - Suivi d'activité des chiroptères

L'exploitant met en place un suivi continu de l'activité des chiroptères sur l'ensemble du cycle biologique de mars à fin novembre, en altitude (à hauteur de nacelle). Ce suivi ainsi que le suivi de mortalité visent à optimiser les paramètres de bridage préventif prescrit.

Il est mis en place durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, c'est-à-dire de mars à fin novembre, puis 1 fois tous les 5 ans. En parallèle et suivant les mêmes durées et fréquences, un suivi des paramètres vent, température, et tout autre facteur pertinent pour caractériser l'activité des chiroptères.

A l'issue de chaque année complète de suivi d'activité des éoliennes, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, en même temps que le suivi environnemental, le bilan de la mise en œuvre du système de bridage préventif, détaillant toutes les périodes d'arrêt effectif des éoliennes et mettant en évidence, pour chaque arrêt :

- la date, l'heure de début et de fin de l'arrêt,
- les enregistrements de vent et de température durant la période d'arrêt (minimum, moyenne et maximum),
- le niveau d'activité mesuré des chiroptères.

Ainsi que l'analyse des suivis d'activité des chiroptères, couplés à des mesures de température, de vent, et de tout autre paramètre pertinent.

3.5.1.3 - MS3 - Suivi du comportement de l'avifaune

Le suivi comportemental de l'avifaune sera réalisé sur 3 cycles annuels consécutifs dès la première année de mise en service du parc éolien, puis tous les 5 ans. Il visera :

- le cortège des passereaux méditerranéens nicheurs en milieu ouvert (Traquet oreillard, Pipit rousseline, Bruant ortolan, Fauvette à lunettes, Cochevis de Thékla et Pie-grièche à tête rousse) ;
- les migrateurs de printemps et d'automne ;
- les rapaces locaux et notamment l'Aigle de Bonelli.

Annuellement le suivi sera de 1 jour par mois entre novembre et février, trois jours par mois entre mars et mai, 1 jour par mois entre juin et juillet et 2 jours par mois entre août et octobre.

3.5.1.4 - MS4 - Suivi de l'avifaune nicheuse

Le suivi MS4 est mis en place suivant le protocole IPA (indices Ponctuels d'Abondance) sur la base de 10 points d'écoute à minima. Ce suivi sera effectué 1 jour par mois d'avril à juin. Il sera réalisé sur 3 cycles annuels consécutifs dès la première année de mise en service du parc éolien, puis tous les 5 ans.

3.5.1.5 - MS5 - Suivi des habitats

Un suivi de la flore et des habitats du site est mis en place sur 5 années (n+1 / n+3 / n+5 / n+10 / n+ 20). Le nombre de passages (4 passages minimum par an) doit permettre de réaliser un suivi significatif et représentatif afin de pouvoir en interpréter les résultats.

Un suivi des stations des deux espèces végétales protégées recensées sur le site, à savoir, l'Ophrys des Corbières (*Ophrys corbariensis*) et la Scorzonère à feuilles crispées (*Scorzonera hispanica* subsp. *Crispatula*), doit être notamment réalisé.

L'exploitant doit veiller à caler les dates de campagnes sur les périodes de floraison de chacune des espèces : à minima réaliser deux passages entre février et avril et deux autres passages entre mai et juillet.

Les rapports de suivi milieux naturels/habitats doivent intégrer l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les mesures/recommandations faites suite à l'analyse des résultats ou justifier leur non prise en compte. Ces mises en œuvre sont à l'initiative de l'exploitant, l'inspection des installations classées doit en être informée. Les rapports analysant les résultats de ces suivis sont transmis à l'inspection des installations classées dans les trois mois après leur finalisation.

3.5.1.6 - Suivi de recolonisation des espèces impactées par le chantier

Un suivi faunistique post-installation sera également mis en place sur une durée de 3 ans. Il visera à quantifier les populations de Lézard ocellé, Seps strié, Magicienne dentelée dans la zone débroussaillée annuellement, et sera couplé au suivi botanique de la mesure MS5.

Article 3.5.2 - En cas de mortalité d'un individu d'une espèce protégée

En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée, soit dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori des vidéos dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement, soit dès que l'exploitant en a connaissance (signalement par un tiers (technicien de maintenance, promeneur...) de la découverte du cadavre ou de l'animal blessé).

Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue a obtenu une autorisation définie à l'article 2.4.1 du présent arrêté.

S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une espèce protégée menacée ou quasi menacée (catégories NT, VU, EN, CR) suivant la liste rouge UICN nationale (et/ou régionale en catégorie : réhibitoire, très fort, fort) ainsi que d'une espèce définie en tant que cible (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple), l'exploitant :

- doit mettre à l'arrêt en période diurne l'éolienne à l'origine de la mortalité d'un individu de l'avifaune cible. En l'absence d'éléments permettant d'identifier l'éolienne mise en cause, toutes les éoliennes doivent être arrêtées.
- doit renforcer le plan de bridage en fonction du nombre de chiroptères tués et des espèces concernées à enjeux patrimoniaux très forts (notamment groupe des noctules).
- déclare cette mortalité sous 48 heures ouvrées à l'inspection des installations classées en transmettant la fiche d'incident dont le modèle est téléchargeable sur le site internet de la DREAL,
- communique sous 45 jours maximum un rapport analysant les circonstances et les causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire.

Par ailleurs, pour les mortalités des espèces protégées menacées suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspection des installations classées une fiche de notification du BARPI (téléchargeable depuis le site internet de la DREAL) complétée.

Dans le cas où la mortalité est due à un dysfonctionnement d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (bridage, SDA...), la remise en service est réalisée conformément aux articles 3.3.4.1.3 et 3.3.4.3.5 du présent arrêté.

Dans le cas où la mortalité n'est pas due à un dysfonctionnement mais à un paramétrage inadapté d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (bridage, SDA...), la remise en service est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par l'inspection des installations classées. L'exploitant propose ensuite, sous un mois, des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du dispositif ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.

Article 3.5.3 - Transmission des données et publication des résultats

En complément de l'obligation de versement des données brutes de biodiversité sur la plate-forme DepoBio, les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises au Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Occitanie et aux opérateurs des PNA des espèces concernées, suivant un format informatique d'échanges permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par l'inspection des installations classées pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

Article 3.5.4 - Sauvegarde des données

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- tous les documents, enregistrements, éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 19 février 2007.
- ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

ARTICLE 3.6 - MESURES DE COMPENSATION

L'autorisation environnementale qui tient lieu de dérogation, délivrée à l'article 3.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des deux mesures suivantes.

Pour ces deux mesures le porteur de projet devra faire valider 6 mois avant le début des travaux les éléments suivants :

- nom et qualification du prestataire qui gèrera ces parcelles compensatoires,
- plan de gestion de ces parcelles,
- mesures de suivi des mesures compensatoires,
- état initial des parcelles proposées,
- localisation exacte des parcelles,
- éléments attestant la sécurisation foncière de ces mesures.

Pour ces deux mesures le porteur de projet mettra en place un comité de suivi annuel, comprenant à minima le maître d'ouvrage, les services de la DREAL, de la DDTM, de l'OFB, et des structures naturalistes. Ce comité de suivi permettra au travers des bilans annuels de suivi réalisés par le porteur de projet de vérifier si les mesures sont adaptées, et le cas échéant d'en proposer des nouvelles dans l'objectif de zéro perte nette de biodiversité.

Article 3.6.1 - Ouverture et gestion de milieux ouverts et semi-ouverts favorables à la faune patrimoniale

Le porteur de projet doit proposer une mesure de compensation de 100 ha pour compenser les impacts prévus sur la petite avifaune nicheuse et la faune terrestre, et sur l'Aigle de Bonelli.

Cette mesure sera mise en place pour une durée de 30 ans et devra être effective dès le début des travaux.

Un bilan du suivi de cette mesure sera envoyé annuellement à la DREAL durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, puis tous les 5 ans.

Cette mesure est conditionnée par les éléments suivants :

- la localisation de l'ensemble des parcelles concernées devra être éloignée à plus de 3 km du parc éolien et de tout mât éolien existant ou en projet ;
- le porteur de projet devra faire valider par la DREAL, 6 mois avant la mise en service industrielle du parc, la localisation précise des parcelles concernées en précisant les habitats des parcelles concernées, leur état de conservation et les modes de gestion associés ;
- le porteur de projet devra fournir, 6 mois avant la mise en service industrielle du parc, une preuve de la sécurisation foncière de la mesure sur 30 ans (acte d'achat des parcelles, ou conventions signées avec les propriétaires des parcelles attestant de la sécurisation foncière sur 30 ans).

Article 3.6.2 - Mise en place de jachères faunistiques

Le porteur de projet proposera en lien avec l'Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) une mesure supplémentaire en faveur de l'Aigle de Bonelli pour augmenter les capacités en proies en favorisant le développement de Perdrix rouge. La superficie de cette mesure est de 15 ha de friches.

Cette mesure sera mise en place pour une durée de 30 ans et devra être effective dès le début des travaux.

Un bilan du suivi de cette mesure sera envoyé annuellement à la DREAL durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, puis tous les 5 ans.

Cette mesure est conditionnée par les éléments suivants :

- la localisation de l'ensemble des parcelles concernées devra être éloignée à plus de 3 km du parc éolien et de tout mât éolien existant ou en projet ;
- le porteur de projet devra faire valider par la DREAL 6 mois avant le début des travaux la localisation précise des parcelles concernées en précisant les habitats des parcelles concernées, leur état de conservation et les modes de gestion associés ;
- le porteur de projet devra fournir 6 mois avant le début des travaux une preuve de la sécurisation foncière de la mesure sur 30 ans (acte d'achat des parcelles, ou conventions signées avec les propriétaires des parcelles attestant de la sécurisation foncière sur 30 ans).

TITRE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 4.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Toulouse) compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions visées à l'article 1.1, y compris leur refus, relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L. 511-2 du code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels ils sont directement raccordés :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

La Cour administrative d'appel de Marseille peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Conformément à l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 4.2 - AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Sigean et pourra y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Sigean pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Sigean fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de l'Aude, l'accomplissement de cette formalité ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement : Sigean, Port-La-Nouvelle, Portel-des-Corbières, Roquefort-des-Corbières, La Palme et Leucate ;

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4.3 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de l'arrondissement de Narbonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de la commune de Sigean sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Sigean et à la Société ENGIE GREEN FRANCE, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000).

Fait à Carcassonne, le *13 janvier 2023*

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-C3-2023-012

**portant autorisation environnementale d'exploiter une installation
de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent,
sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11),
par la société ENGIE GREEN FRANCE**

**Le préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** la directive européenne n° 79/409 du 6 avril 1979, dite directive « Oiseau », devenue n° 2009/147 du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant des oiseaux sauvages, toutes les espèces d'oiseaux à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres bénéficiant de mesures de protection ;
- Vu** la directive européenne n° 92/43 du 21 mai 1992 et ses annexes concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'énergie ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** le code de la justice administrative ;
- Vu** la loi de protection de la nature de juillet 1976 ;
- Vu** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n° 2018-1054 du 29 novembre 2018 relatif aux éoliennes terrestres, à l'autorisation environnementale et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit de l'environnement ;

- Vu le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2016 modifié relatif aux objectifs de développement des énergies renouvelables ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées, notamment son article 2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1997 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Languedoc-Roussillon ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II (1er alinéa) du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu la Liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) concernant les espèces menacées en France ;
- Vu la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN du 17 septembre 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2022-036 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-352-0003 du 2 janvier 2014 relatif à la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles ; " Emploi du feu " ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-0143-0006 du 3 juin 2014 relatif au débroussaillage réglementaire en lieu avec la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles ;

- Vu la notification par courrier en date du 27 septembre 2012 accordant au parc éolien, situé au lieu-dit « Pic de Brau » à Roquetaillade et au lieu-dit « La Bruyère » à Conilhac-de-la-

Montagne, le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 28 aérogénérateurs et relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 relatif à la mise en place des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent – Parc éolien de Roquetaillade sur les communes de Roquetaillade et de Conilhac-de-la-Montagne – Société La compagnie du vent ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N° DREAL-UD11- 09 du 26 février 2020 de changement d'exploitant au profit de la société ENGIE GREEN FRANCE du parc éolien de Roquetaillade ;
- Vu les inventaires et suivis environnementaux relatifs au parc éolien existant de Roquetaillade, réalisés en 1997 puis entre 2004-2016 ;
- Vu la demande présentée en date du 29 novembre 2019 par la société ENGIE GREEN FRANCE SASU, dont le siège social est situé au 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent pour le parc éolien de Roquetaillade, composé de 11 aérogénérateurs d'une puissance totale de 33 MW sur la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11) ;
- Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;
- Vu les pièces complémentaires déposées le 3 novembre 2020 ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- Vu l'avis formulé par METEO FRANCE par courrier n° Drse Obs Réseau / 2020 / 02 du 24 février 2020 ;
- Vu l'avis formulé par le Ministère des Armées – Direction de la sécurité aéronautique de l'Etat et Direction de la circulation aérienne militaire par courrier n° 633/ARM/DSE/DIRCAM/NP du 16 mars 2020 ;
- Vu l'avis formulé par la DGAC par courrier n° 0366 du 3 mars 2020 ;
- Vu l'avis formulé par l'ARS par courrier du 10 février 2020 ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale n° 2020APO92 en date du 16 décembre 2020 ;
- Vu l'avis du CNPN du 22 avril 2021 ;
- Vu la saisine le 16 juin 2022 du Ministre de la Transition Écologique ;
- Vu l'avis conforme du Ministre de la Transition Écologique réputé favorable (absence de réponse dans le délai imparti) ;
- Vu la réponse à l'avis de l'autorité environnementale apportée par la société ENGIE GREEN FRANCE en date du 22 novembre 2021 ;
- Vu la décision n° E21000115/34 en date du 29 octobre 2021 du président du tribunal administratif de Montpellier, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 novembre 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 43 jours du mercredi 15 décembre 2021 au mercredi 26 janvier 2022 inclus sur le territoire des communes de Roquetaillade-et-Conilhac, Saint-Polycarpe, Limoux, Cournanel, La Digne-d'aval, La Digne d'Amont, Tourreilles, Magrie, Bourière, Bourigeole, Fetses-et-Saint-André, La Serpent, Val-du-Faby, Espérasa, Campagne-sur-Aude, Couiza, Rennes-le-Château, Coustaussa, Montazels, Cassaignes, Luc-sur-Aude, Vérasa, Alet-les-Bains et Antugnac ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu la publication en date du 28 novembre 2021 de cet avis dans deux journaux locaux ;

- Vu** le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Bourrière, Couiza, Esperaza, Festes et Saint André, Rennes-le-Château, Roquetaillade-et-Conilhac et Tourreilles ;
- Vu** le rapport du 23 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation sites et paysages en date du 15 décembre 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société ENGIE GREEN FRANCE par courrier en date du 15 décembre 2022 ;
- Vu** les observations formulées en date du 20 décembre 2022 par la société ENGIE GREEN FRANCE ;
- Considérant** que la politique énergétique de la France, telle qu'elle est définie à l'article L. 100-1 et suivants du code de l'énergie, prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; et qu'à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité ;
- Considérant** que l'énergie éolienne constitue une source d'énergies renouvelables telle que définie à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- Considérant** que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) fixe les objectifs nationaux, par période de 5 ans, tant en termes de sobriété et d'efficacité énergétique que de développement des EnR et que le plan de libération des énergies renouvelables, issu de groupes de travail initiés par Sébastien Lecornu pour les filières de l'éolien, du solaire et de la méthanisation, montre une volonté d'accélérer la dynamique de réalisation des projets ;
- Considérant** que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) inscrit la France dans une trajectoire qui permettra d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et fixe ainsi le cap pour toutes les filières énergétiques qui pourront constituer, de manière complémentaire, le mix énergétique français de demain ;
- Considérant** que l'atteinte de ces objectifs pour l'éolien terrestre passe par la mobilisation du gisement de vent des territoires et l'addition de chaque nouveau moyen de production ;
- Considérant** que dans ce contexte et parce que la filière de l'éolien terrestre a atteint une maturité industrielle, son développement est l'un des leviers permettant de contribuer à l'objectif de développement d'énergies renouvelables ;
- Considérant** que ce projet permet d'accroître la production d'une énergie renouvelable, conformément aux objectifs affichés ;
- Considérant** que les caractéristiques énergétiques du parc éolien de Roquetaillade contribuent à répondre aux besoins définis dans la PPE ;
- Considérant** ainsi que le projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;
- Considérant** qu'au vu du potentiel du territoire concerné par le projet de parc éolien de Roquetaillade, le développement de l'éolien doit être encouragé et encadré ;
- Considérant** que la production estimée du parc éolien, objet de la demande d'autorisation susvisée, contribue à l'atteinte des objectifs nationaux en termes de production d'énergie décarbonée, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique ;
- Considérant** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement - partie législative ;
- Considérant** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des conseils municipaux de Alet-les-Bains, Antugnac, Bouriège, Bourigeole, Campagne-sur-Aude, Cassaignes, Couiza, Cournanel, Coustaussa, Esperaza, Festes-et-Saint-André, La Digne-d'Aval, La Digne-d'Amont, La Serpent, Limoux, Luc-sur-Aude, Magrie, Montazels, Rennes-le-Château, Roquetaillade-et-Conilhac, Saint-Polycarpe, Tourreilles; Véraza et Val-du-Faby, et des services déconcentrés de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et, lorsque c'est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

Considérant qu'en application de la Convention européenne du paysage, les politiques qui ont un impact sur le territoire tiennent compte de la qualité du cadre de vie des populations, cette qualité reposant sur la perception, notamment visuelle, de l'environnement à savoir le paysage ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de respecter les conditions de délivrance de la dérogation mentionnée au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de cette dérogation ;

Considérant que les impacts résiduels associés au parc éolien de Roquetaillade situé sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac nécessitent le dépôt d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a déposé la demande d'autorisation environnementale susvisé qui comporte une demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées pour le parc éolien de Roquetaillade situé sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac ;

Considérant qu'il est mentionné, dans la dérogation espèces protégées, la présence sur le site du parc éolien des espèces d'oiseaux protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes :

- Aigle royal ;
- Circaète Jean-le-Blanc ;
- Faucon crécerelle ;
- Fauvette pitchou ;
- Percnoptère d'Egypte ;
- Pipit rousseline ;
- Vautour fauve ;
- Vautour moine.

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de ces espèces ci-dessus dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que le parc éolien de Roquetaillade, situé sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac, ne peut être mis en service sans l'obtention de cette dérogation et la mise en œuvre des mesures d'évitement/réduction/compensation prévues par cette même dérogation ;

Considérant que ces espèces protégées ont des statuts de menaces nationale et régionale élevées, notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs de l'UICN à savoir : Aigle royal (statut : quasi menacé), Circaète Jean-le-Blanc

(statut : préoccupation mineure), Faucon crécerelle (statut : préoccupation mineure), Fauvette pitchou (statut : vulnérable), Percnoptère d'Égypte (statut : en danger), Pipit rousseline (statut : vulnérable), Vautour fauve (statut : préoccupation mineure), Vautour moine (statut : quasi menacé) ;

Considérant que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : Aigle royal (enjeu : fort), Circaète Jean-le-Blanc (enjeu : modéré), Faucon crécerelle (enjeu : modéré), Fauvette pitchou (enjeu : fort), Percnoptère d'Égypte (enjeu : très fort), Pipit rousseline (enjeu : fort), Vautour fauve (enjeu : fort), Vautour moine (enjeu : très fort) ;

Considérant que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de collision avec les éoliennes, voire de barotraumatisme ;

Considérant qu'il a lieu de mettre en place, sur les éoliennes, un système de détection/arrêt machine efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées à enjeux locaux élevés ;

Considérant qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que ces systèmes de protection avifaune sont efficaces et opérationnels ;

Considérant que l'étude d'impact mentionne la présence de 22 espèces de chiroptères dans le secteur de ce parc éolien ;

Considérant que la directive européenne n° 92/43 du 21 mai 1992 et la liste de hiérarchisation régionale visent aussi les chiroptères en tant qu'espèces à protéger ;

Considérant que ces espèces protégées ont des statuts de menaces nationale et régionale élevés notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) à savoir : Noctule de Leisler (statut : quasi menacée), Noctule commune (statut : vulnérable), Minioptère de Schreibers (statut : vulnérable) ; Grand Rhinolophe (statut : préoccupation mineure), Petit Rhinolophe (statut : quasi menacé), Pipistrelle de Kuhl (statut : préoccupation mineure), Pipistrelle commune (statut : quasi menacée), Pipistrelle pygmée (statut : préoccupation mineure), Pipistrelle de Nathusius (statut : quasi menacée), Vespère de Savi (statut : préoccupation mineure) ;

Considérant que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des chiroptères à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : Noctule de Leisler (enjeu : Modéré), Noctule commune (enjeu : Fort), Minioptère de Schreibers (enjeu : Très fort) ; Grand Rhinolophe (enjeu : fort), Petit Rhinolophe (enjeu : fort), Pipistrelle de Kuhl (enjeu : Faible), Pipistrelle commune (enjeu : Modéré), Pipistrelle pygmée (enjeu : Modéré), Pipistrelle de Nathusius (enjeu : Modéré), Vespère de Savi (enjeu : Modéré) ;

Considérant que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de collision ou de mortalité par barotraumatisme avec les éoliennes ;

Considérant qu'il a lieu de mettre en place pour chaque éolienne un système de bridage efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées ;

Considérant qu'il est mentionné, dans la dérogation espèces protégées, la présence sur le site du parc éolien des espèces floristiques protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes : l'Orchis de Provence et l'Epiaire d'Héraclée ;

Considérant que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de destruction dans le cadre des travaux de démantèlement des parcs existants et de construction du nouveau parc ainsi que lors des travaux de débroussaillage durant la période de fonctionnement du parc ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures spécifiques en phase travaux ;

Considérant qu'il est mentionné, dans la dérogation espèces protégées, la présence sur le site du parc éolien d'un habitat protégé à enjeux patrimoniaux élevés suivant : Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires ;

Considérant les mesures imposées à l'exploitant, notamment durant les phases de travaux d'installation, visant à protéger la biodiversité des milieux des habitats et de la flore et qui

imposent en particulier l'encadrement de ces travaux par un écologue habilité durant cette phase spécifique de la vie de l'installation ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant visent à assurer des suivis naturalistes réguliers des impacts du parc éolien sur la faune environnante tout au long de la période d'exploitation et considérant qu'au regard de l'analyse de ce suivi des mesures nouvelles visant à corriger ces impacts pourraient être proposées si nécessaire afin de les réduire ;

Considérant qu'en cas de découverte de la mortalité d'une des espèces protégées mentionnées ci-dessus, l'exploitant doit mettre en œuvre dans un délai court toutes les mesures nécessaires de la séquence évitement/réduction/compensation pour réduire suffisamment l'impact sur les espèces visées par la dérogation espèces protégées demandée au titre des articles L. 411.1 et L. 411.2 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité présente et qu'un contrôle de ces impacts devra être réalisé dès la mise en exploitation du parc et réalisé ensuite selon une fréquence régulière et que l'administration se réserve le droit d'augmenter à tous moments ces contrôles dans le cadre du renforcement des mesures qu'elle pourrait prendre si nécessaire ;

Considérant que les données prévues dans le présent arrêté préfectoral (notamment celles en lien avec le volet biodiversité) doivent pouvoir être présentées et accessibles à tout moment lors d'un contrôle par l'autorité administrative compétente ;

Considérant que la variante choisie est celle de moindre impact puisque le porteur de projet a choisi de renouveler le parc éolien avec 11 aérogénérateurs en lieu et place de 28 pour le parc existant, implantés en trois entités, avec quatre éoliennes au nord, quatre éoliennes au centre et trois éoliennes au sud, séparés par deux espaces d'aération ;

Considérant que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation figurant dans cet arrêté permettent de garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces bénéficiant de la présente dérogation espèces protégées ;

Considérant que le projet de parc éolien de Roquetaillade se situe au sein d'espaces naturels combustibles sensibles à l'incendie qui figurent en classe 2 (faible) à 3 (modéré) de l'atlas départemental du risque incendie de forêt ;

Considérant que le projet est situé en dehors de tout site Natura 2000 désigné au titre de la Directive Habitats-Faune-Flore (ZSC) ;

Considérant que le projet est situé en dehors de tout site Natura 2000 désigné au titre de la Directive Oiseaux (ZPS) mais à proximité de la ZPS « Hautes-Corbières » ;

Considérant que le projet est situé dans le domaine utilisé par plusieurs espèces d'oiseaux et de chiroptères ayant justifié la désignation de plusieurs sites Natura 2000 (ZSC et ZPS) ;

Considérant les incidences résiduelles portant sur des espèces pour lesquelles des sites Natura 2000 ont été désignés (chiroptères et oiseaux) ;

Considérant la demande de dérogation espèces protégées qui porte notamment sur plusieurs espèces de chiroptères et d'oiseaux ayant justifié la désignation de sites Natura 2000 pris en compte dans l'évaluation des incidences ;

Considérant l'avis favorable des services de la DDTM au titre de l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

Considérant que l'exploitation du parc éolien projeté permet d'atteindre les objectifs fixés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant en synthèse que les conditions de délivrance de l'autorisation environnementale sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude ;

ARRETE

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

La Société ENGIE GREEN FRANCE SASU, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent (« parc éolien de Roquetaillade ») composée de 11 aérogénérateurs de puissance unitaire maximale de 3 MW sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11).

ARTICLE 1.2 - DOMAINE D'APPLICATION

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- Autorisation requise pour des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.3 - LOCALISATION DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles	
	X	Y			Section	Numéro
Aérogénérateur n° E1	637 387	6 212 333	Roquetaillade-et-Conilhac	Pic de Brau Col de Saint-André	B	1308
Aérogénérateur n° E2	637 387	6 212 153			B	1308
Aérogénérateur n° E3	637 394	6 211 973			B	1308
Aérogénérateur n° E4	637 393	6 211 793			B	1309
Aérogénérateur n° E5	637 233	6 211 151			B	1288
Aérogénérateur n° E6	637 190	6 210 962			B	1290
Aérogénérateur n° E7	637 101	6 210 804			B	1288
Aérogénérateur n° E8	636 986	6 210 665			B	980 1279
Aérogénérateur n° E9	636 579	6 209 817			WB	56
Aérogénérateur n° E10	636 598	6 209 639			WB	56
Aérogénérateur n° E11	636 639	6 209 461			WB	56
Poste de livraison PDL1	637 456	6 212 407			B	1307
Poste de livraison PDL2	637 329	6 211 245			B	1288
Poste de livraison PDL3	636 328	6 209 450			WB	53

ARTICLE 1.4 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposée par le demandeur.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur (notamment l'arrêté susvisé du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement – pour l'application des dispositions de ce texte, les installations visées dans le présent arrêté préfectoral sont considérées comme des « installations existantes »).

L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air) du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.

L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air), Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien, en y incluant notamment les informations prévues aux articles 2.3 et 2.7.9 du présent arrêté.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation du parc éolien.

**TITRE 2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION
D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L. 512-1° DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
(ICPE)**

ARTICLE 2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Rubrique de classement	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)	Puissance du parc
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	Parc éolien composé de 11 aérogénérateurs de 3 MW chacun ayant une hauteur de mât de 69 m maximum Hauteur en bout de pales : 110 m maximum	A	33 MW

(1) A : installations soumises à autorisation

ARTICLE 2.2 - GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.1.

Article 2.2.1 - Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 2.1 est subordonnée à la constitution des garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

L'exploitant adresse au préfet, avant la mise en service des éoliennes du parc éolien de Corbières Maritimes, les justificatifs attestant la constitution des garanties financières.

Article 2.2.2 - Montant des garanties financières

Selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, le montant initial des garanties financières à constituer s'élève à :

$$M = \Sigma (Cu) = 11 \times (50\,000 + 25\,000 \times (3-2)) = 825\,000 \text{ euros}$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur.

Article 2.2.3 - Actualisation du montant des garanties financières

Dès la première constitution des garanties financières, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.2.4 - Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.2.1 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé accompagné du calcul d'actualisation.

Article 2.2.5 - Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 2.2.6 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, à réception de l'attestation prévue par l'article R. 515-108.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 2.3 - MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES À LA PHASE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES NOUVELLES ÉOLIENNES, DE MAINTENANCE LOURDE, ET DE DÉMANTÈLEMENT DES ANCIENNES ÉOLIENNES

Article 2.3.1 - Informations à réaliser

Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante :

snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr

L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile-Sud située à Blagnac (31) :

- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

L'exploitant informe par courrier le SDIS de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.

Article 2.3.2 - Périmètre du chantier

Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes du parc éolien de Roquetaillade, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes du parc éolien existant, comprend :

- les pistes d'accès pour accéder au site ;
- les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ;
- les zones de stockage de la terre excavée ;

- les postes de livraison ;
- les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ;
- le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que ceux les reliant aux postes de livraison créés).

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

Article 2.3.3 - Périodes d'intervention

Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage sont autorisés uniquement entre le 15 septembre et fin novembre.

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction et au démantèlement des éoliennes (décapage, terrassement...) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1^{er} avril au 31 juillet.

Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne, réalisation et destruction des fondations par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par l'inspection des installations classées après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.

Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspection des installations classées.

Article 2.3.4 - Mesures de préparation d'encadrement des travaux

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet ;
- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;
- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;
- l'organisation générale du chantier ;
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet ;
- les moyens de lutte contre la pollution ;
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ;
- le plan de circulation des engins ;
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ;
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.

Ces documents pourront être transmis à l'inspection des installations classées sur simple demande.

Article 2.3.5 - Mesures nécessaires pendant la phase de construction (éoliennes, poste de livraison et raccordement) et de démantèlement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement et met, notamment, en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, voire d'accompagnement, appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impacts.

La mise en service des installations définies aux articles 1.2 et 2.1 du présent arrêté est subordonnée à la mise à l'arrêt définitif et au démantèlement des éoliennes existantes du parc autorisées par le courrier en date du 27 septembre 2012 accordant le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, et conformément aux dispositions prévues à l'article 2.3.6 du présent arrêté et aux articles R. 515-106 à R. 515-108 du code de l'environnement.

2.3.5.1 - Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger

Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les habitats naturels d'intérêt (pelouses) proches des pistes, des plate-formes et des tranchées.

Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment et notamment les habitats naturels d'intérêt (pelouses) proches des pistes, des plate-formes et des tranchées afin de les identifier clairement. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 2.3.4 du présent arrêté.

Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).

2.3.5.2 - Circulation des engins

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens.

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Les dimensions minimales des pistes d'accès aux éoliennes et au chantier en général seront les suivantes :

- Tronçons droits : 5 - 6 m de largeur
- Pentés maximales des voies : 10 % selon l'axe longitudinal de la voie.

2.3.5.3 - Déblais/remblais

Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives.

Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier à l'écart des passages des engins, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide ou habitat naturel d'intérêt (pelouse). Le plan de circulation des véhicules est organisé pour éviter que les engins de chantier ne circulent sur des sols en place mais uniquement sur des pistes ou des zones aménagées. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées. Les mesures devront permettre la reconstitution spontanée de la strate herbacée après la phase de travaux. Si nécessaire, la réalisation des ensemencements, à partir d'espèces autochtones, sera effectuée.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Le pied des éoliennes est recouvert d'une surface engravillonnée de couleur claire.

2.3.5.4 - Création des fondations des éoliennes

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié, notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles initialement prévues. Ce porter à connaissance comprend à minima :

- l'impact sur la géologie,
- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,
- l'impact sur la santé,
- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.

2.3.5.5 - Moyens de lutte contre la pollution

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
- stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile, en dehors du périmètre de protection éloigné du forage du Moulin. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier ;
- mise en place de barrières franchissables à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;
- mise à disposition de kits anti-pollution ;
- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ;
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ;
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation, en dehors du périmètre de protection éloigné du forage du Moulin ;
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ;
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ;
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ;
- maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises, notamment au droit du périmètre de protection éloigné du forage du Moulin ;
- mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes ;
- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ;
- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

2.3.5.6 - Suivi du chantier :

Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- un passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin :
 - de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids, stations de flore remarquable et protégées, habitats d'intérêt...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier,
 - de définir les emplacements des pierriers en faveur des reptiles,

- de vérifier l'absence de chauves-souris dans les arbres devant être abattus autour de l'éolienne existante E28 ;

Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;

- une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les solutions appropriées.

Lors des travaux de démantèlement et de construction, l'exploitant met en place les mesures suivantes afin de limiter le risque de prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) :

- Avant le démarrage du chantier, il s'agira de préciser les conditions de présence de ces espèces au niveau des emprises des travaux. Cet état des lieux sera effectué dans le cadre du suivi environnemental du chantier.
- En cas de présence d'une EVEE confirmée au niveau des emprises des travaux, l'exploitant met en œuvre les moyens de lutte nécessaires, selon les méthodes mécaniques ou biologiques les plus efficaces au moment de la période du chantier, en fonction de l'évolution des connaissances, en évitant toute utilisation de produit phytosanitaire et en s'inspirant des recommandations existantes.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les écologues est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

2.3.5.7 - Mise en exploitation

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi.

Cette déclaration portera notamment sur :

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté,
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises),
- l'attestation de la constitution des garanties financières,
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie,
- la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.

Article 2.3.6 - Démantèlement et remise en état

L'exploitant transmet à l'inspecteur de l'inspection des installations classées la date de démarrage du chantier, deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

L'exploitant doit également respecter les prescriptions des articles 2.3.1 à 2.3.5 et 2.6 du présent arrêté.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défauts éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Les aérogénérateurs mis en service après les dates suivantes doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

Tout démantèlement nécessitera au préalable de transmettre, à l'inspection des installations classées, les modalités de ces travaux et de la remise en état du site, 3 mois avant la réalisation des travaux.

ARTICLE 2.4 - MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX POUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Les postes de livraison feront l'objet d'une intégration paysagère dans un contexte minéral (couleur gris beige). Les éventuelles clôtures devront être habillées par un treillis châtaignier.

La gestion du site sur les zones paysagères sera la moins impactante possible pour le milieu naturel :

- L'usage de produits phytosanitaires pour le traitement des surfaces aménagées sera proscrit ;
- Les pratiques de coupes utilisées seront douces (matériel lourd à proscrire) ;
- La gestion des bandes enherbées et du débroussaillage réglementaire (lutte contre les incendies) raisonnée : fauche tardive par endroit (août dans les secteurs possibles : hors base des éoliennes pour éviter l'attractivité de la faune et secteur défini pour la lutte contre les incendies qui doivent être fauchés avant le 15 mai) et les tontes seront envisagées, lorsque cela est compatible avec les paramètres sécurité notamment, à la fin du mois de juillet ou au mois d'août.

ARTICLE 2.5 - MESURES LIÉES AU BRUIT

Article 2.5.1 - Bridage acoustique

Le fonctionnement des éoliennes est prévu selon les bridages acoustiques suivants.

Dans les tableaux, « Stop » correspond à l'arrêt de l'éolienne et « OM 1000 » et « OM1500 » à des modes de bridage du modèle d'éolienne prévu. Ces modes de fonctionnement correspondent à des réductions du bruit des machines par modification des vitesses de rotation

ou des angles de pales conformément aux documents techniques du modèle d'éolienne ENERCON E82-E4, 3MW.

L'exploitant doit pouvoir justifier les mesures de bridage réalisées.

Toute modification des modalités de bridage et/ou de l'interface de gestion des bridages doit être transmis, avant mise en place, à l'inspection des installations classées.

2.5.1.1 - Pour la période nocturne et pour des vents de Ouest-Nord-Ouest ($\pm 60^\circ$) :

Vitesse (VS10)	3 m/s	4 m/s	5 m/s	6 m/s	7 m/s	8 m/s	9 m/s	10 m/s
E1				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1500	
E2				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1500	
E3				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	
E4				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000
E5				OM 1000	OM 1000	STOP	STOP	OM 1000
E6				OM 1000	STOP	STOP	STOP	OM 1000
E7				OM 1000	OM 1000	STOP	STOP	OM 1000
E8				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1500	
E9				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1500	
E10				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	
E11				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	

2.5.1.2 - Pour la période diurne et pour des vents de Est-Sud-Est ($\pm 60^\circ$) :

Vitesse (VS10)	3 m/s	4 m/s	5 m/s	6 m/s	7 m/s	8 m/s	9 m/s	10 m/s
E1								
E2								
E3								
E4				OM 1000	OM 1000			
E5				OM 1000	OM 1000			
E6				OM 1000	OM 1000			
E7								
E8								
E9				OM 1000	OM 1000			
E10				OM 1000	OM 1000			
E11				OM 1000	OM 1000			

2.5.1.3 - Pour la période nocturne et pour des vents de Est-Sud-Est ($\pm 60^\circ$) :

Vitesse (VS10)	3 m/s	4 m/s	5 m/s	6 m/s	7 m/s	8 m/s	9 m/s	10 m/s
E1								
E2								
E3								
E4								
E5				OM 1000	OM 1000	OM 1000		
E6				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	
E7				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	
E8				STOP	STOP	STOP	OM 1000	OM 1000
E9				OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000	OM 1000

Vitesse (VS10)	3 m/s	4 m/s	5 m/s	6 m/s	7 m/s	8 m/s	9 m/s	10 m/s
E10				STOP	STOP	OM 1000	OM 1000	OM 1000
E11				STOP	STOP	STOP	STOP	OM 1000

Article 2.5.2 - Mesures de bruit

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans les zones à émergence réglementée et dans le périmètre de mesure du bruit de l'installation tel que défini à l'article 1.3 du présent arrêté et conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

En cas de dépassement des niveaux sonores réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois après fourniture des résultats de la campagne de mesures, un plan de fonctionnement et de bridage éventuel des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre. Il en informe l'inspection des installations classées. Il s'assure de son efficacité en réalisant un contrôle dans les 6 mois suivant cette mise en place. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

ARTICLE 2.6 - GESTION DES DÉCHETS

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, l'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. En effet, le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.7 - PRÉVENTION DES RISQUES

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes.

L'exploitant respecte, dès l'ouverture du chantier, la réglementation applicable relative :

- à l'emploi du feu (arrêté préfectoral n° 2013-352-0003 du 2 janvier 2014) ;
- au débroussaillage et maintien en état débroussaillé des constructions et des équipements sur une profondeur de 50 m autour des infrastructures et de 10 m de part et d'autres des pistes qui les desservent (arrêté préfectoral n°2014-0143-0006 du 3 juin 2014).

Article 2.7.1 - Voies d'accès

La desserte des éoliennes répond aux exigences de la catégorie 1 de la norme zonale DFCI (pour les collecteurs principaux) ou 2 (pour les dessertes individuelles des mâts), ceci notamment afin d'éviter la présence de portions sans issues particulièrement dangereuses pour les personnels du SDIS en cas d'incendie. Ces pistes répondent aux caractéristiques suivantes :

- Collecteurs principaux :
 - largeur minimale de 6 m, ou à défaut 4 m si des contraintes locales empêchent d'atteindre la largeur de 6 m, mais dans ce cas des aires de croisement (sur-largeurs de 4 m x 32 m) devront être aménagées tous les 200 m ;
 - pente moyenne maximale de 8 % (instantanée maximale de 12 % sur des tronçons de moins de 100 m) ;
 - double issue systématique.
- Desserte secondaire (desserte individuelle des mâts) :
 - largeur de 4 m ;
 - pente moyenne maximale de 10 %;
 - double issue pour tout segment d'une longueur de plus de 500 m ;
 - aire de manœuvre de 13 m de rayon en bout des voies sans issue ;
- portance de 160 kN (dont au moins 90 kN par essieu) ;
- rayon de courbure des lacets supérieurs à 11 m (avec surlargeur de 1 m).

Ces voies sont clairement identifiées, maintenues en constant état de propreté permettant à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours et dégagée de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation. En cas de cul-de-sac, elles doivent permettre les demi-tours et les croisements des engins. Une aire de manœuvre permettant le retournement des véhicules est aménagée au droit de chaque éolienne.

Des dispositifs de fermeture des voies de type barrière ou panneau B0 seront installés et devront permettre de restreindre l'accès au public dans la zone soumise à un risque de rupture des mâts ou de chute d'éléments ou de glace.

Article 2.7.2 - Identification des installations

Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant lisible à 30 m, mentionnant le numéro de l'éolienne. A l'entrée de chaque plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) sera clairement affichée.

Article 2.7.3 - Moyens de communication

L'exploitant dote chaque éolienne d'un moyen de communication fixe ou mobile permettant aux secours extérieurs d'établir une liaison avec les agents éventuellement en difficulté dans la nacelle.

Article 2.7.4 - Moyens de lutte contre l'incendie

Une réserve d'eau incendie, de type citerne ou bêche souple, est mise en place aux abords de chaque groupe d'éoliennes (1 à 8 d'une part et 9 à 11 d'autre part, soit au total 2 réserves), et raccordée à un poteau incendie 2 x 65 - 100. Compte tenu du nombre de mât dans chaque groupe, la capacité de la réserve sera de 90 m³ pour le parc nord (éoliennes 1 à 8) et de 30 m³ pour le parc sud (éoliennes 9 à 11).

Cet équipement permet un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de sa pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance.

Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...).

Article 2.7.5 - Dispositif de télésurveillance

Un dispositif de télésurveillance (caméra de télésurveillance, équipée de dispositifs de transmission appropriés), permettant d'assurer en temps réel et 24 h/24, depuis le SDIS, la détection des départs de feu et une surveillance optimale de l'environnement du parc éolien dans un rayon de 15 km doit être installé.

Les caractéristiques techniques nécessaires des systèmes de surveillance et de transmission des images seront communiquées par le SDIS au pétitionnaire. Le dispositif, mutualisable à l'échelle de l'ensemble des parcs éoliens du secteur, pourra être implanté hors du projet sur un site proposé par le SDIS.

Article 2.7.6 - Autres dispositions

L'exploitant doit :

1. Placer le transformateur dans un local totalement isolé et interdit d'accès. Le local doit être clairement identifié par un pictogramme symbolisant le risque électrique ;
2. Placer les transformateurs à bain d'huile sur rétention ;
3. Prévoir un accès et un dégagement sûr de l'équipement technique situé en hauteur et y disposer d'un équipement anti-chutes adapté et de blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Cet éclairage de sécurité doit être doublé par des projecteurs accessibles facilement ;
4. Doter chaque groupe d'éoliennes de deux équipements de protection individuelle permettant d'accéder aux nacelles en toute sécurité. Ces équipements doivent être en nombre suffisant pour permettre simultanément leur usage par des personnes de l'établissement et deux sapeurs-pompiers ;
5. Installer et signaler des organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, mouvement des pales...). Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence par les services de secours ;
6. Identifier clairement les risques des locaux électriques par des pictogrammes adaptés ;
7. Équiper les postes de transformation de matériel électro-secours (perche, tabouret...) ;
8. Équiper les locaux électriques (poste de raccordement, transformateur...) d'une détection automatique d'incendie, adressable, avec report de l'alarme à un poste surveillé en permanence ;

9. Afficher des consignes claires pour intervenir sur un sinistre éventuel ou pour un secours à personne comprenant notamment :
 - plan complet et inaltérable des équipements avec la localisation des accès, des circulations verticales et horizontales, des dispositifs de sécurité anti-chutes, des organes de coupure des énergies, des moyens de secours et des zones à risque (électrique, champ électromagnétique, pièces en mouvement...);
 - a conduite à tenir détaillée relative à la mise en sécurité des installations avant toute intervention;
 - un numéro de téléphone d'une personne compétente à prévenir en cas d'urgence;
10. Installer un dispositif de protection contre la foudre efficace et correctement dimensionné;
11. Installer un dispositif d'arrêt automatique des installations en cas de contrainte trop élevée sur les éléments des constructions (vent important, blocs de glace...);
12. Installer des extincteurs, adaptés aux risques en qualité et quantité, à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...);
13. Établir des consignes claires et précises pour :
 - transmettre un appel de demande de secours aux sapeurs-pompiers;
 - collaborer à distance aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie,
 - sécuriser les installations;
14. Définir une procédure permettant aux agents en charge des opérations de maintenance de mettre à la disposition des secours extérieurs les clés d'accès à la base du mat.

Article 2.7.7 - Information/Exercices

L'exploitant doit prévoir la réalisation d'un exercice annuellement avec ou sans les services du SDIS.

L'exploitant assure aux sapeurs-pompiers défendant le secteur une information sur les mesures conservatoires à prendre en cas d'incident et sur les caractéristiques techniques de l'installation.

Article 2.7.8 - Documents à adresser au SDIS avant la mise en service

L'exploitant s'assure de la transmission aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours, avant la mise en service des installations, des éléments suivants qu'il met à jour si nécessaire :

- un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant :
 - les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS). Ces plans doivent comporter :
 - l'emplacement des points de rencontre en phase chantier,
 - l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement,
 - le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes,
 - la localisation des éoliennes avec leur numérotation,
 - l'emplacement des postes de raccordement,
 - les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plate-forme de travail, coupures sur le secteur...),
- les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données). Cette personne doit pouvoir être contactable 24H/24 et 7 J/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.

ARTICLE 2.8 - BALISAGE

En période d'exploitation, les éoliennes sont équipées d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation.

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, la synchronisation des éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien de Roquetaillade a lieu de jour comme de nuit.

ARTICLE 2.9 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial déposé, et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté susvisé du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.10 - CESSATION D'ACTIVITÉ

L'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées la date de démarrage du chantier de démantèlement au moins un mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106.

Sans préjudice des dispositions des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte pour la remise en état du site lors de l'arrêt définitif des installations est le suivant : usage naturel.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défauts éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

TITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA DÉROGATION AU TITRE DU 4^e DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 3.1 - NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande susvisé, l'exploitation de l'installation précisée aux articles 1.3 et 2.1 du présent arrêté.

Article 3.1.1 - Listes des espèces concernées par la dérogation espèces protégées

La dérogation est délivrée pour les espèces animales/avifaunes et végétales suivantes :

Oiseaux (62 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Aigle botté	Oui	1 individu tous les 20 ans	Oui
Aigle royal	Oui	1 individu tous les 10 ans	Oui
Alouette lulu	Oui	1 individu tous les 5 ans	Non
Bec-croisé des sapins	Non	1 individu par an	Non
Bergeronnette grise	Non	1 individu par an	Non
Bergeronnette printanière	Non	1 individu par an	Non
Bondrée apivore	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Bruant proyer	Oui	1 individu par an	Non
Bruant zizi	Oui	1 individu par an	Non
Buse variable	Oui	1 individu par an	Non
Chardonneret élégant	Oui	1 individu par an	Non
Chouette hulotte	Non	1 individu par an	Non
Circaète Jean-le-blanc	Oui	1 individu tous les 5 ans	Non
Coucou gris	Non	1 individu par an	Non
Crave à bec rouge	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Engoulevent d'Europe	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Epervier d'Europe	Non	1 individu par an	Non
Faucon crécerelle	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Faucon hobereau	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Faucon pèlerin	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Fauvette à tête noire	Non	1 individu par an	Non
Fauvette grissette	Non	1 individu par an	Non
Fauvette mélanocéphale	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Fauvette passerinette	Non	1 individu par an	Non
Fauvette pitchou	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Goéland leucophaée	Non	1 individu par an	Non
Grand corbeau	Non	1 individu par an	Non
Grimpereau des jardins	Non	1 individu par an	Non
Grue cendrée	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Hirondelle de fenêtre	Non	1 individu par an	Non

Hirondelle rustique	Non	1 individu par an	Non
Huppe fasciée	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Hypolaïs polyglotte	Non	1 individu par an	Non
Linotte mélodieuse	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Martinet à ventre blanc	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Martinet noir	Non	1 individu par an	Non
Mésange à longue queue	Non	1 individu par an	Non
Mésange bleue	Non	1 individu par an	Non
Mésange charbonnière	Non	1 individu par an	Non
Mésange huppée	Non	1 individu par an	Non
Milan noir	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Milan royal	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Moineau soulcie	Non	1 individu par an	Non
Pic noir	Non	1 individu par an	Non
Pie-grièche écorcheur	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Pinson des arbres	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Pipit farlouse	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Pipit rousseline	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Pouillot de Bonelli	Non	1 individu par an	Non
Pouillot fitis	Non	1 individu par an	Non
Pouillot véloce	Non	1 individu par an	Non
Roitelet à triple bandeau	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Rossignol philomèle	Non	1 individu par an	Non
Rougegorge familier	Non	1 individu par an	Non
Rougequeue noir	Non	1 individu par an	Non
Serin cini	Non	1 individu par an	Non
Tarier pâtre	Non	1 individu par an	Non
Traquet motteux	Non	1 individu par an	Non
Troglodyte mignon	Non	1 individu par an	Non
Vautour fauve	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Vautour moine	Non	0 individu tous les 20 ans	Non
Vautour percnoptère	Non	0 individu tous les 20 ans	Oui
Chiroptères (22 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Barbastelle d'Europe	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Grand murin	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Grand rhinolophe	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Minioptère de Schreibers	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Molosse de Cestoni	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Murin à oreilles échancrées	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Murin d'Alcathoe	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Murin de Daubenton	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Murin de Natterer	Non	1 individu tous les 5 ans	Non

Noctule commune	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Noctule de Leisler	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Oreillard gris	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Oreillard roux	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Petit murin	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Petit rhinolophe	Non	1 individu tous les 20 ans	Non
Pipistrelle commune	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle de Kuhl	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle pygmée	Non	1 individu par an	Non
Pipistrelle de Nathusius	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Rhinolophe euryale	Non	1 individu tous les 10 ans	Non
Sérotine commune	Non	1 individu tous les 5 ans	Non
Vespère de Savi	Non	1 individu tous les 2 ans	Non
Reptiles (7 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation
Coronelle girondine	Oui	1 individu	Oui
Couleuvre à échelons	Oui	5 individus	Oui
Couleuvre de Montpellier	Oui	5 individus	Oui
Lézard catalan	Oui	5 individus	Oui
Lézard ocellé	Oui	1 individu	Oui
Lézard vert occidental	Oui	5 individus	Oui
Seps strié	Oui	5 individus	Oui
Insectes (4 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation
Magicienne dentelée	Oui	Oui (pontes)	oui
Floré (2 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Translocation graines
Orchis de Provence	Non	Oui	Non
Habitat d'intérêt communautaire	Destruction d'habitats	Altération d'habitats	
Pelouses sèches semi-naturelles et d'embuissonnement calcaires sur facières	Oui	Oui	

Le nombre de spécimens autorisé à la destruction peut évoluer en fonction de l'état des populations des espèces concernées par le projet. Si l'exploitant souhaite faire évoluer ce chiffre, il doit justifier sa demande. Pour cela, il doit au préalable effectuer une étude précise des populations concernées, en se basant sur des connaissances actualisées des tailles des populations et sur une modélisation scientifique pour évaluer les mortalités supportables.

Article 3.1.2 - Période de validité

La période de validité de la dérogation est définie à compter de la date de signature du présent arrêté, pendant toute la durée des travaux de démantèlement et de construction du parc éolien et jusqu'au terme de l'exploitation et des travaux de démantèlement du parc éolien. Ce délai peut être modifié en cas de démantèlement et de remise en état anticipée ou à l'inverse prolongé en cas de prolongation de la durée d'exploitation.

Les mesures de compensation et de suivi sont mises en œuvre pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien et doivent donc être effectives au plus tard à la mise en service du parc et jusqu'au démantèlement complet du parc et la remise en état des lieux.

Article 3.1.3 - Périmètre concerné par cette dérogation

Cette dérogation concerne le périmètre des travaux de démantèlement et de construction du parc éolien de Roquetaillade par la société Engie GREEN France. Il comprend aussi les pistes d'accès à créer ou à élargir pour accéder au site de projet, les zones de travaux pour le montage/démantèlement des éoliennes et le poste de livraison, ainsi que les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes.

Si ces actions interviennent en dehors des périmètres mentionnés ci-dessus, les éventuels impacts sur les espèces protégées (travaux de raccordement électrique par exemple) ne sont pas couverts par la présente dérogation.

La dérogation délivrée à l'article 3.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des mesures d'évitement, de réduction, de suivi et de compensation suivantes.

ARTICLE 3.2 - MESURES SPÉCIFIQUES D'ÉVITEMENT LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX : HABITATS ET ESPÈCES

Un balisage des zones à enjeux sera effectué avant le début des travaux. Ce balisage sera effectué sous le contrôle d'un ingénieur écologue, et devra comprendre des panneaux explicatifs pour qu'aucune personne ou engin de chantier n'y pénètre. Cette protection par balisage concernera tous les secteurs à enjeux identifiés, dont notamment les stations de flore remarquables et les sites favorables aux reptiles. Cette mise en défens sera effective jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3.3 - MESURES SPÉCIFIQUES DE RÉDUCTION LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX (BIODIVERSITÉ)

Article 3.3.1 - Autorisation spécifique

Toute manipulation d'espèce protégée doit faire l'objet d'une intervention d'un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement, concernant le transport, l'utilisation ou la détention de cadavres d'espèces protégées dans le cadre d'un suivi de mortalités et de la réalisation d'analyses si nécessaires afin d'identifier l'espèce retrouvée, lorsque cela ne peut se faire sur le terrain ou lorsqu'une autopsie est nécessaire en cas de doute sur les causes de mortalité. Cette autorisation ainsi que l'information sur les capacités de conservation des cadavres chez ledit prestataire sont tenues à la disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées sur simple demande.

A l'issue de ces analyses, les cadavres sont transmis à un organisme scientifique ou détruits suivant les dispositions réglementaires applicables. Les seules manipulations autorisées, en dehors de l'écologue autorisé pour les suivis de mortalité, concernent, en cas d'impérieuse nécessité, l'enlèvement d'un animal blessé pour le conduire sans délai à un centre de soins, ou le remettre à l'Office Français de la Biodiversité.

Article 3.3.2 - Implantation des éoliennes

Afin de réduire la collision avec les chiroptères et l'avifaune, l'exploitant prévoit au minimum une garde au sol des éoliennes de 28 m.

Article 3.3.3 - Mesures de réduction en phase travaux

L'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2.3 (débroussaillage, déboisement, circulation des engins, stockage de terres végétale, écoulement des eaux...).

3.3.3.1 - Recherche et déplacement manuel des chenilles de Zygone cendrée en dehors des emprises du chantier

Afin de réduire le risque de destruction d'individus de Zygone cendrée en phase travaux, l'exploitant doit rechercher les chenilles de Zygone cendrée sur les stations de plantes-hôtes au droit des emprises avant le démarrage des travaux et de les déplacer manuellement à l'écart du chantier, sur d'autres superficies d'habitats favorables.

Les différents stades de l'opération sont les suivants :

- Repérage des stations de plantes-hôtes (Badasse Dorycnium pentaphyllum, Sainfoin couché Onobrychis supina) au droit des emprises du chantier ;

- Repérage de quelques stations « d'accueil » préservées de tout impact, à l'écart du chantier ;
- Au niveau des stations de plantes-hôtes identifiées au droit des emprises, pour lesquelles il existe un risque de destruction d'individus, recherche de chenilles de Zygène cendrée ;
- Transfert immédiat des éventuels individus détectés vers les stations d'accueil en dehors des emprises.

Article 3.3.4 - Mesures de réduction en phase d'exploitation

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction des impacts suivantes :

- MR1 : Mesures préventives visant à limiter les mortalités de chiroptères ;
- MR2 : Détection et arrêt machine non accidentogène pour l'avifaune ;
- MR3 : Réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune ;
- MR4 : Arrêt diurne des éoliennes en faveur de l'avifaune patrimoniale sensible
- MR5 : Réduction du risque de collision pour le Percnoptère d'Égypte par une gestion saisonnière du pâturage ;
- MR6 : Mise en drapeau des pales des éoliennes.
- MR7 : Charnier de chasse
- MR8 : Suivi des curées

3.3.4.1 - MR1 - Mesures préventives visant à limiter les mortalités de chiroptères

3.3.4.1.1 - Recherche de gîtes à chiroptères

Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier que les arbres de la zone d'emprise des travaux voués à être abattus ne présentent pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.

3.3.4.1.2 - Mise en place d'un plan de bridage en faveur des chiroptères

Dès la mise en fonctionnement du parc éolien et conformément au paramétrage de la régulation nocturne défini ci-dessous, le bridage mis en place sur toutes les éoliennes doit être opérationnel et efficace pour la protection des chiroptères.

Ce bridage consiste à arrêter la rotation des pales de chaque éolienne lorsque les conditions sont favorables à l'activité des chiroptères. Afin d'éviter la mise en route intempestive des machines, il est nécessaire de régler au minimum ou au maximum l'angle d'attaque des pales pour que le vent ne les entraîne pas, ou en faisant pivoter la nacelle pour que les pales ne soient plus face au vent.

Ce bridage doit être opérationnel selon l'une des modalités suivantes :

Période de l'année	1 ^{er} avril au 30 juin	1 ^{er} juillet au 31 octobre		1 ^{er} au 15 novembre
Eoliennes concernées	E1 à E11	E1 à E7 et E9 à E10	E8 et E11	E1 à E11
Vitesse de vent à hauteur de nacelle	Inférieur à 6 m/s	Inférieur à 6 m/s	Inférieur à 9 m/s	Inférieur à 6 m/s
Température	Supérieur à 14 °C	Supérieur à 14 °C	Supérieur à 10 °C	Supérieur à 14 °C
Période de la nuit	Démarrage 30 min avant le coucher et arrêt 7,5 h après le coucher du soleil (soit 8 h au total)			

En fonction de résultats des suivis de mortalité, le plan de bridage peut être modifié. Pour tout renforcement nécessaire (période plus importante, ajout de période, augmentation de la vitesse de vent ou de la température), l'exploitant met en œuvre ces modifications tout en informant dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées. Pour tout assouplissement des paramètres fixés (réduction des périodes, de la vitesse de vent et/ou de la température), les nouvelles modalités de bridage envisagées par l'exploitant et dûment justifiées sont soumises à validation préalable par l'inspection des installations classées.

Il formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères ». Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.1.3 - En cas de défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères »

Dès la mise en exploitation, incluant les périodes de test de chaque éolienne, et pendant toute la période annuelle concernée par le paramétrage de la régulation nocturne, le bridage « chiroptères » est opérationnel et efficace conformément au plan de bridage de l'article 3.3.4.1.2 du présent arrêté.

Le fonctionnement des éoliennes est asservi à l'opérationnalité des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage (notamment la sonde de température, l'anémomètre et autres équipements permettant de répondre au bridage, les éléments de câblage, et les équipements permettant de diminuer la puissance de production de l'éolienne...).

La défaillance du bridage chiroptère correspond au non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc éolien.

L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage.

Ce système dispose de fonctionnalités d'auto-diagnostic permanent pour repérer la défaillance et informe immédiatement l'exploitant (alarmes). Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif immédiatement.

Dès constat de la panne ou de la défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du bridage, l'exploitant dispose de 2 jours ouvrés à compter de la défaillance pour mettre en œuvre la solution technique appropriée. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt selon les plages horaires définies ci-dessus tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, dès qu'il a connaissance, de toute mise à l'arrêt des éoliennes pour défaillance du bridage en indiquant les dates et heures de mise à l'arrêt et communique une analyse des causes de la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance ne se reproduise.

Dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test et le biomonitoring), sont consignées, dans un registre de défaillance et de maintenance qui peut être dématérialisé et/ou présent sur site, toute défaillance liée aux équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères » ainsi que les actions correctives.

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information de l'inspection des installations classées. Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées qui peut en recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.1.4 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées de la mise en œuvre du plan de bridage « chiroptère »

L'exploitant met en œuvre les moyens et dispositifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre du bridage.

Ces moyens et dispositifs comprennent :

- l'enregistrement et le stockage de l'évolution chaque seconde de la vitesse de rotation du rotor (en RPM), de chaque éolienne, sur au moins 3 ans avec un pas de temps le plus

faible possible selon les caractéristiques techniques des équipements (maximum 10 minute) ;

- L'enregistrement et le stockage des données suivantes : température extérieure, vitesse de vent et horaires de bridage effectifs sur au moins 3 ans. Les deux premiers paramètres sont mesurés à hauteur de nacelle sur chaque éolienne ;
- la compilation de ces données et leur présentation sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs. Ces données sont archivées a minima sur une période de 3 ans ;

Les données prévues ci-dessus sont consultables par l'inspecteur de l'inspection des installations classées via une interface internet lors d'un contrôle.

Sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, l'exploitant transmet, en moins de 72 heures, les codes internet permettant l'accès temporaire pendant un mois à ces données.

3.3.4.2 - MR2 - Détection et arrêt machine non accidentogène pour l'avifaune

Le dimensionnement, le paramétrage et les conditions d'implémentation du système automatisé de détection de l'avifaune et d'arrêt des éoliennes doivent permettre d'éviter toute collision avec les oiseaux cibles.

3.3.4.2.1 - Principes généraux attendus de la mise en place d'un système de détection/régulation avifaune (SDA)

Dès la mise en service du parc éolien, incluant les tests de fonctionnement préalables à l'exploitation, chaque éolienne bénéficie d'une mesure de surveillance continue et en temps réel de l'approche du/des spécimen(s) d'espèce protégée dite cible qui enclenche de rotation du rotor afin d'éviter le risque de collision avec ladite espèce cible.

En l'absence d'une telle mesure, chaque éolienne est mise à l'arrêt pendant les périodes de présence potentielle de ces espèces protégées, de 30 min avant le lever du soleil à 30 min après le coucher du soleil.

Cette mesure de surveillance continue peut mobiliser des moyens humains et/ou technologiques. Les moyens technologiques mobilisés incluent systématiquement des dispositifs vidéo qui permettent de caractériser précisément l'espèce concernée.

Quels que soient les moyens utilisés, ils respectent la même séquence :

1. Détecter dans toutes les directions, les individus des espèces protégées cibles en déplacement aérien à une certaine distance d'une éolienne dite Distance de détection suffisante
2. Engager un arrêt de l'éolienne pour chaque espèce cible qui atteint une distance particulière à l'éolienne dite Distance de régulation suffisante qui peut le cas échéant correspondre à la distance de détection suffisante. Cette Distance d'arrêt D_a est calculée de la manière suivante :

$$D_a = (v * t) + r + m$$

où

- V est la Vitesse maximale pour un individu de l'espèce cible en m/s. Elle est soit calculée en temps réel estimé d'après les moyennes relevées sur site, soit définie dans la bibliographie scientifique ;
 - t est le temps de décélération de l'éolienne pour atteindre la vitesse réduite de 90 km/h à partir du moment où son arrêt est déclenché, pouvant varier de 3 à 30 secondes en fonction de la manière dont est installé le dispositif (branché sur le SCADA ou non) ;
 - r est le rayon du rotor de l'éolienne, qui détermine l'endroit à partir duquel l'oiseau entre dans la sphère à risque de collision ($r = 41$ m) ;
 - m est un facteur de sécurité de 20 m.
3. Justifier la valeur de la Vitesse non accidentogène retenue pour la régulation des éoliennes par l'exploitant (préférentiellement en se basant sur la bibliographie scientifique disponible). En l'absence de cette justification, la vitesse non accidentogène est prise égale à 0 km/h en bout de pales.
 4. Constater l'absence ou non de collision d'un ou des individu(s) de l'espèce cible.

5. Remettre en fonctionnement des éoliennes en l'absence de détection d'individus de l'une de ces espèces cibles détecté dans les distances retenues et à la condition de pouvoir déclencher immédiatement un nouvel arrêt en cas de nouvelle détection d'individus d'une espèce cible.
6. En cas de collision avec une espèce cible, visualisée dans un délai inférieur à 3 jours par rapport à la date de l'enregistrement : la recherche du cadavre doit être immédiatement déclenchée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant. Cette recherche doit être réalisée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue doit avoir obtenu une autorisation définie à l'article 3.3.1 Les modalités de transmission de cette information à l'inspection des installations classées sont définies à l'article 3.5.2 du présent arrêté.

Il formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/bridage du SDA. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.2.2 - Niveau de performance du SDA

Le SDA doit permettre de répondre aux critères suivants :

- **Période de fonctionnement du SDA**

La mesure est mise en œuvre pendant toute la période de présence potentielle des espèces cibles visées par le présent arrêté.

Dans le cas des espèces de l'avifaune diurne, celles-ci pouvant être actives en période crépusculaire, la mesure est mise en œuvre en période diurne mais aussi 30 min avant le lever jusqu'à 30 min après le coucher du soleil.

- **Champ de vision de la détection**

Considérant les capacités de déplacement aérien des espèces protégées visées par le présent arrêté, l'approche d'individus d'une espèce cible est susceptible d'intervenir sur tous les plans horizontaux et verticaux et dans toutes les directions. La mesure de surveillance continue doit ainsi garantir un champ de détection établi sur 360° à l'horizontale et 360° à la verticale, soit une sphère dite de détection centrée autour du rotor de chacune des éoliennes. Le pétitionnaire doit être en capacité de décrire le champ de détection tridimensionnel réel pour chacune des éoliennes et les éventuelles obstructions induites par les pales en rotation, le relief ou les autres éléments fixes du paysage environnant et susceptibles de réduire ce champ de détection.

Le système de détection SDA est en capacité de prendre en compte plusieurs dizaines d'espèces cibles simultanément (cas du déplacement en groupe d'espèces cibles retenues).

- **Sphère de détection ou d'arrêt pour chaque espèce cible**

Centrée sur le rotor, la sphère de détection ou d'arrêt a un diamètre déterminé (« distance de détection suffisante » ou « distance d'arrêt suffisante ») pour chaque espèce cible de telle façon que le SDA puisse détecter et réguler la vitesse en bout de pale afin d'atteindre la vitesse non accidentogène définie dès l'entrée d'un individu d'une espèce cible dans la sphère à risques.

- **Sphère à risques**

Centrée sur le rotor, le diamètre de la sphère à risques est au minimum égal au diamètre du rotor de l'éolienne additionné de 20 mètres.

- **Vitesse de régulation**

C'est la vitesse non accidentogène définie à l'article 3.3.4.3.1 du présent arrêté.

- **Enregistrements vidéo**

Afin de contrôler a posteriori et autant que de besoin l'efficacité de la détection en temps réel, le dispositif mis en place par l'exploitant prévoit un module d'enregistrement de vidéos des différentes caméras permettant de couvrir les volumes des sphères (de

détection et d'arrêt) établis au niveau de chaque éolienne, sans aucun angle mort et ni zone masquée.

Ces vidéos mentionnent le nom du mat, la vitesse en bout de pales lors de l'enregistrement, la date, l'heure, le nom de la caméra, la direction cardinale visualisée par la caméra et le nom du parc.

La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible et la décélération effective de la vitesse du rotor jusqu'à celle non accidentogène retenue.

Ces vidéos ont un format compatible avec le logiciel gratuit VLC et accessibles via une interface ou tout autre dispositif équivalent.

Les détections (vidéos de caméra, séquences radar si existantes) sont archivées sur au moins trois années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), cet accès doit permettre une consultation d'enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins de deux mois.

Toute modification de paramétrage ou d'équipement du système de détection et arrêt machine doit faire l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées. Ces modifications doivent pouvoir justifier d'une amélioration de l'efficacité de ce système de réduction.

3.3.4.2.3 - Caractéristiques techniques du SDA

Deux mois avant la mise en service du SDA, l'exploitant fournit les éléments suivants à l'inspection des installations classées :

- la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât) ;
- le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ;
- les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi) ainsi que les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale... ;
- un schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras ;
- la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue. Dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre ;
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection et l'arrêt retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant :
 - les diamètres des sphères de détection et d'arrêt retenus pour chaque espèce cible en précisant les valeurs des différents paramètres utilisées,
 - le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible ;
- la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse d'arrêt retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe théorique. Le graphique ainsi obtenu sera transmis à l'inspection des installations classées ;
- la justification de la vitesse non accidentogène retenue.

3.3.4.2:4 - Test d'opérationnalité du SDA

Dès la mise en service du SDA

Réalisé lors de la mise en exploitation du SDA, un test doit permettre de vérifier l'opérationnalité du SDA à l'aide d'un ou des drone(s) en simulant l'approche d'un individu d'une espèce cible sur chaque éolienne. La réalisation de ce test s'effectue pendant la rotation

des rotors afin de constater la réactivité du SDA. Il est systématiquement réalisé en présence d'un ou de plusieurs surveillants en capacité d'arrêter immédiatement les éoliennes du parc (ordinateur portable relié au SCADA de la machine par exemple) s'ils constatent par exemple un vol à risque.

Ce test permet de valider :

- la distance de détection,
- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,
- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée du drone dans la sphère d'arrêt.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois après sa réalisation.

Dans la première année de mise en service du SDA

Le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours consécutifs ou non dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. La justification de la période retenue devra être préalablement communiquée à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du parc.

L'objectif est de détecter en temps réel, suivre et surveiller en continu la position, l'altitude, la direction du vol et la vitesse de l'avifaune cible (plusieurs individus) et de vérifier l'efficacité et l'opérationnalité du SDA existant (détection appropriée, réactivité du système en fonction du comportement de l'avifaune...).

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne et également crépusculaire dans la mesure du possible (30 minutes avant le lever jusqu'à 30 minutes après le coucher du soleil), par des observateurs présents sur le terrain et/ou par l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Dans le cas d'observateurs de terrain, ce suivi est effectué a minima par un binôme en contact permanent sur chaque ligne d'éoliennes, se relayant avec un deuxième binôme au cours de la journée pour permettre un suivi en continu tout en maintenant une vigilance accrue sur plusieurs heures. Ces derniers sont équipés d'appareillage permettant de justifier la hauteur et la distance de l'avifaune par rapport à une éolienne. Les observateurs terrains ou le prestataire du radar sont en capacité d'arrêter immédiatement les éoliennes du parc (ordinateur portable relié au SCADA de la machine par exemple) s'ils constatent par exemple un vol à risque d'une espèce cible (entrée dans la sphère de régulation qui ne serait pas prise en compte correctement par le SDA).

Le bio-monitoring est assuré par un prestataire qui a obtenu une autorisation définie à l'article 3.3.1 ci-après afin de manipuler une espèce protégée en cas de mortalité constatée.

Ce biomonitoring fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation. Il présente de façon détaillée la méthode de mise en œuvre du bio-monitoring et les résultats obtenus : espèce d'oiseau observé avec date/horaire, sa hauteur de vol et sa distance par rapport à la sphère à risques et le taux de détection obtenus. Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA. L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone, soit par une vérification en conditions réelles par un nouveau bio-monitoring.

Tous les 5 ans

Tous les 5 ans à compter de la mise en service du SDA, l'opérationnalité du SDA est vérifié par des simulations avec drone selon le protocole réalisé lors de la mise en exploitation du parc explicité ci-dessus.

Les résultats de ce test fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.

Un bilan d'évaluation qui comprend les points suivants est également transmis :

- le taux de couverture spatiale spécifique au système et au site ;

- les différentes distances de détection et le taux de détection (cas de faux positif et de vrai positif) en lien avec les conditions météorologiques, la position du soleil et la visibilité ;
- le pourcentage de classification correcte de l'objet volant en comparant les données du système avec les données d'observation ;
- la vérification de la régulation des éoliennes par asservissement à la distance de l'objet volant ;
- les causes d'une mauvaise identification ;
- les causes de dysfonctionnement et de défaillance des différents systèmes de protection ainsi que les éventuelles mesures de réparations effectuées ;
- des mesures d'améliorations si elles s'avèrent nécessaires avec un planning de réalisation.

3.3.4.2.5 - En cas de défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation du SDA

Afin de préserver l'avifaune, le fonctionnement des éoliennes impose l'opérationnalité des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection et de la régulation du SDA (notamment les caméras, les éléments de câblage, les équipements permettant de transmettre l'information au prestataire de service en charge de la surveillance du SDA...).

L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement de ces équipements.

Ce système dispose de fonctionnalités d'auto-diagnostic permanent pour repérer la défaillance et informe immédiatement l'exploitant (alarmes).

Dès constat de la panne ou de la défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation, l'exploitant dispose de 2 jours ouvrés à compter de la défaillance pour mettre en œuvre la solution technique appropriée. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt 30 min avant le lever jusqu'à 30 min après le coucher du soleil tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

L'exploitant informe l'inspecteur de l'inspection des installations classées, dès qu'il a connaissance, de toute mise à l'arrêt des éoliennes en indiquant les dates et heures concernées et communique une analyse des causes de la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance ne se reproduise.

Dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test et le biomonitoring), sont consignées, dans un registre de défaillance et de maintenance qui peut être dématérialisé et/ou présent sur site, toute défaillance lié aux équipements qui participent à la chaîne de réalisation de la détection/régulation du SDA ainsi que les actions correctives.

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information de l'inspection des installations classées. Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspecteur de l'inspection des installations classées qui peut recevoir une copie sur simple demande.

3.3.4.3 - Liste des espèces cibles avifaunistiques

La mesure de surveillance en continu doit permettre la régulation des éoliennes lors de la détection à minima d'individus des espèces avifaunistiques dites cibles suivantes :

- | | |
|----------------------------|--------------------------|
| • Aigle botté ; | • Faucon crécerellette ; |
| • Aigle royal ; | • Gypaète barbu ; |
| • Busard cendré ; | • Percnoptère d'Egypte ; |
| • Circaète Jean-le-Blanc ; | • Vautour fauve ; |
| • Faucon crécerelle ; | • Vautour moine. |

3.3.4.4 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées de l'opérationnalité du SDA

3.3.4.4.1 - Détermination par l'exploitant d'un référent

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les coordonnées (mail et numéro de portable) du responsable d'intervention du parc au sens de l'article 22 de l'arrêté du 23 août 2011.

Le cas échéant, sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection sauf en cas d'urgence dans un délai maximal de 3 jours ouvrés.

3.3.4.4.2 - Contrôle sur site avec drone

Le contrôle porte sur les distances réelles de détection des espèces cibles. Les tests sont effectués sur la base d'une ou plusieurs distances choisies par l'inspecteur afin de déclencher la détection et l'arrêt prévus.

Le délai de prévenance est de deux semaines minimum.

L'inspection des installations classées peut :

- mobiliser ses propres moyens techniques,
- demander à l'exploitant de faire venir sur site un prestataire en capacité de réaliser des opérations de pilotage de drone avec un appareillage technique permettant de justifier en temps réel la hauteur et la distance de l'engin volant mobile par rapport à un mât éolien (télémètre laser de haute précision ou autre) ou en capacité d'utiliser l'autre moyen technique disponible sur le marché. Les frais d'intervention du prestataire sont pris en charge par l'exploitant.

L'inspecteur peut demander un déclenchement forcé à distance de la régulation d'une ou plusieurs machines. Ce déclenchement permet de calculer précisément le temps nécessaire aux différentes phases du processus de régulation: envoi de l'ordre d'arrêt par le système de réduction, transfert de l'ordre au SCADA par le réseau informatique, temps de prise en compte de l'ordre par l'éolienne et temps nécessaire à une décélération suffisante du rotor.

3.3.4.4.3 - Contrôle sur site sans drone

Le contrôle porte sur une simulation de dysfonctionnement d'un élément du SDA (caméra, outil de visibilité) sur une ou plusieurs éoliennes.

Cette simulation est faite à distance par le gestionnaire de ces systèmes sur demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées.

3.3.4.4.4 - Contrôle à distance

Dans un délai maximum de 72 heures, suite à la demande de l'inspecteur de l'inspection des installations classées, l'exploitant transmet des codes permettant un accès à une interface internet à minima pendant un mois afin de visualiser l'opérationnalité et l'efficacité de la détection et la régulation des machines pour la préservation de l'avifaune.

Les détections (vidéos de caméra, séquences radar si existantes) sont archivées sur au moins trois années (référencées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), cet accès doit permettre une consultation d'enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins de deux mois.

Les données accessibles sont :

- le tableau récapitulatif des informations, prévues à l'article 3.3.4.3.1, relatives à la visibilité ;
- un tableau de synthèse listant par mat le nom de toutes les vidéos accessibles ainsi que : la date de la vidéo, l'heure de la vidéo, la durée de cette vidéo, le nom de l'espèce détectée, le nombre d'individus de cette espèce dans la sphère de détection, la durée d'intrusion dans cette sphère, la vitesse du rotor en bout de pale lors de la détection, l'activation effective de l'arrêt (oui/non), la durée de l'arrêt, la traversée du rotor par l'espèce détectée (oui/non), la collision (oui/non) et les conditions météorologiques

associées (température, vent, brouillard...). Ce tableau est rempli par le prestataire du système de réduction qui est indépendant de l'exploitant éolien ;

- les vidéos enregistrées de la détection et de l'arrêt pour chaque caméra (format compatible à un logiciel gratuit de type VLC) dont la durée est suffisante pour vérifier la fonctionnalité de la régulation du rotor suite à la détection d'une espèce cible ;
- les paramètres de modifications de sensibilité des radars en fonction des conditions météorologiques (si utilisation de radar en plus de caméras).

Un bilan annuel de l'année N, rédigé avant le 31 janvier de l'année N+1, est téléchargeable par l'inspecteur sur l'interface. Il comprend notamment pour chaque mat le nombre de chaque espèce cible entrant dans les différentes sphères de détection et à risque (diamètre du rotor additionné de 20 m minimum) ainsi que le nombre de ces espèces ayant subi une collision en précisant les conditions météorologiques associées (température, vent, visibilité) et le contexte de l'accident. Ces bilans sont stockés pendant 10 ans.

3.3.4.5 - MR3 - Réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune

3.3.4.5.1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés :

- Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes, c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts ;
- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau ;
- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

3.3.4.5.2 - Réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune

Les prescriptions suivantes visent à écarter l'intérêt des secteurs proches des éoliennes à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces. Elles permettront par la même occasion de limiter l'attractivité de ces secteurs pour l'ensemble des autres espèces oiseaux et des chiroptères.

Ces mesures concernent toutes les éoliennes et consistent à :

- Limiter la régénération de toute pelouse ou friche herbacée ainsi que la formation d'ourlets ou bandes enherbées en bordure d'aménagement (chemin d'accès, plateformes), de manière à éviter la formation de zones de refuge pour la petite faune (insectes...) qui faciliteraient les séquences de chasse de certains rapaces dans des secteurs initialement cultivés. Un entretien mécanique doit être régulier (au moins une fois par an). L'utilisation de pesticides est à proscrire ;
- Recouvrir les plateformes des éoliennes de gravillons de pierres concassées locales, de couleur claire pour limiter la formation de petites ascendances thermiques (limitation de l'échauffement du sol) ;
- entretenir la végétation aux abords des éoliennes entre mi-septembre et mi-novembre.

3.3.4.6 - MR4 : Arrêt diurne des éoliennes en faveur de l'avifaune patrimoniale sensible

Cette mesure a pour objectif de réduire le risque de mortalité par collision pour l'avifaune patrimoniale, notamment le percnoptère d'Égypte.

Pendant l'exploitation du parc éolien, en cas de succès de reproduction du Percnoptère d'Égypte avec envol du ou des jeunes à moins de 1 km des éoliennes, toutes les éoliennes sont arrêtées de jour, 30 minutes avant le lever du soleil à 30 minutes après le coucher du soleil, entre le 1^{er} août, date précoce d'envol, et le 15 septembre, date de départ des oiseaux en migration post nuptiale. Ces dates peuvent être adaptées chaque année en fonction du suivi effectué.

3.3.4.7 - MR5 : Réduction du risque de collision pour le Percnoptère d’Egypte par une gestion saisonnière du pâturage

Cette mesure a pour objectif de limiter l’attractivité des pelouses pâturées du Pic de Brau pour le Vautour percnoptère afin de réduire les risques de collision éolienne.

Dès le printemps de l’année de mise en service des éoliennes (avant l’arrivée des Percnoptères), l’exploitant met en place un plan de gestion saisonnier du pâturage sur l’ensemble du Pic de Brau. Le pâturage du Pic de Brau est autorisé en dehors de la période de présence du Vautour percnoptère, soit du 1^{er} octobre au 1^{er} mars. Le troupeau doit être déplacé sur les parcelles compensatoires à l’Est du parc éolien du 1^{er} mars au 30 septembre.



Renouvellement du parc éolien de Roquetaillade-et-Conilhac

Localisation des parcelles compensatoires utilisées dans le cadre de la gestion saisonnière du pâturage

- Eolienne du projet (repowering)
- Parcelle utilisée pour le pâturage saisonnier



3.3.4.8 - MR6 : Mise en drapeau des pales des éoliennes

Les pales des éoliennes sont mises en drapeau lorsque la vitesse de vent sera inférieure au seuil de déclenchement du fonctionnement des éoliennes.

3.3.4.9 - MR7 : Charnier de chasse

L’exploitant s’assure que les charniers de chasse soient implantés à une distance suffisamment éloignée afin de limiter l’attractivité de la zone pour l’alimentation des rapaces et autres charognards et qu’ils soient fermables.

3.3.4.10 - MR8 : Suivi des curées

Pour les vautours, l’exploitant met en place une procédure d’alerte locale en cas de curée ou risque de curée observé sur le site (à proximité des éoliennes). Cette procédure doit prévoir la sensibilisation des acteurs locaux à la notion de curée.

ARTICLE 3.4 - MESURES SPÉCIFIQUES POUR L’ESPÈCE OU L’HABITAT

Article 3.4.1 - Calendrier des travaux

Les travaux lourds se feront entre mi-septembre et fin février. Ces travaux concernent pour la phase de démantèlement le défrichage, le débroussaillage, les terrassements, le

démantèlement des fondations, et pour la phase de construction du nouveau parc, la création des plateformes et des aires de grutage et le creusement des fondations et des tranchées de raccordement électrique.

Article 3.4.2 - Gestion écologique du chantier

Le porteur de projet mettra en œuvre toutes les mesures pour :

- préserver les zones d'intérêt écologique ;
- respecter les emprises définies pour le projet ;
- établir un plan de circulation des engins pour limiter le compactage des sols ;
- assurer une bonne gestion des terres d'excavation ;
- ne pas introduire d'espèces envahissantes ;
- ne pas polluer ;
- ne pas réaliser de travaux en période nocturne.

Article 3.4.3 - Aménagement de micro habitats favorables aux reptiles patrimoniaux

Afin de favoriser le maintien de ces espèces de reptiles patrimoniaux, et notamment le Lézard ocellé, des micro habitats favorables au refuge, à l'insolation et à l'hivernage des reptiles sont créés.

Des tas de pierres et de terre issues du chantier (terrassement, excavation), d'environ 1 m de diamètre, seront disposés afin de créer des pierriers à différents endroits, de part et d'autre de l'alignement d'éoliennes, tant en zone débroussaillée qu'en zone non débroussaillée et également en lisières de boisements et de fourrés.

Ces pierriers seront reconstitués dans un emplacement bien exposé au soleil, les pierres les plus foncées seront installées au-dessus (endroit thermophile où le Lézard ocellé pourra profiter de la chaleur). Des passages au sein du nouveau pierrier permettront aux individus de s'abriter des prédateurs, des intempéries, du froid, des incendies.

Les pierriers sont disposés après la phase chantier afin d'éviter d'attirer sur le site des individus qui pourraient être impactés par les travaux.

La localisation et le nombre de ces refuges seront précisés par un ingénieur écologue en concertation avec les experts naturalistes lors de la phase chantier. Une carte de localisation sera établie.

Article 3.4.4 - Défavorabilisation de la zone préalablement aux travaux

Avant le démarrage des travaux, la zone de chantier sera débroussaillée et désempierrée afin de la rendre non attractive pour les reptiles.

Article 3.4.5 - Récolte et dispersion de graines d'Épiaire d'Héraclée impactées

Plusieurs stations de flore patrimoniale seront concernées par les emprises du chantier comme l'Épiaire d'Héraclée (*Stachys heraclea*).

Avant la phase travaux, il s'agira de récolter des graines de cette espèce in situ (fructification de juin à août) et de les conserver de manière appropriée jusqu'à la fin du double chantier (année n).

Puis ces graines seront disséminées de façon manuelle, lorsque les conditions seront favorables, dans les milieux naturels non impactés par le projet et favorables au développement de l'espèce (habitats naturels ouverts de pelouses à *Brachypode* rameux ou rocheux).

Pour la réalisation de cette action, le porteur de projet prendra au préalable l'attache du Conservatoire Botanique National afin de faire valider par ce dernier les modalités de mises en œuvre de la mesure. Une copie de cette validation sera transmise à la DREAL avant la mise en place de la mesure.

Article 3.4.6 - Gestion du débroussaillage réglementaire DFCI

Dans le cadre de la lutte contre les incendies, un débroussaillage annuel sera réalisé sur les 50 mètres autour des 10 éoliennes, des postes de livraison et citernes incendies, ainsi que sur 10 mètres de part et d'autre des pistes.

Les milieux sous éoliens abritant toutefois une faune et une flore patrimoniales et diversifiées, la réalisation du débroussaillage respectera les préconisations suivantes :

- débroussaillage hors période de reproduction de la faune, allant d'avril à juillet sur le site ;
- maintien de patches de Chêne kermès favorable à la Magicienne dentelée ;
- respect des gîtes à reptiles lors du passage des engins.

ARTICLE 3.5 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le suivi environnemental comprend :

- un suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères : mesure MS1 ;
- des suivis d'activité d'oiseaux et de chiroptères : mesures MS2 à MS4 ;
- un suivi des habitats et de la flore patrimoniale : mesure MS5 ;
- un suivi du Percnoptère d'Égypte : MS6.

Les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4, MS5 et MS6 sont transmis à l'inspection des installations classées 6 mois avant leur mise en œuvre.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, le cas échéant en version dématérialisée, les rapports des suivis MS1, MS2, MS3, MS4, MS5 et MS6, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain, réalisée dans le cadre de ces suivis.

3.5.1.1 - MS1 - Suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères

Le suivi de mortalité est réalisé selon les protocoles réglementaires en vigueur au moment de leur date de réalisation qui sont renforcées par des prescriptions définies ci-après.

L'exploitant fait intervenir uniquement un prestataire écologue ayant eu une autorisation définie à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Pour réaliser les tests nécessaires à l'interprétation des résultats de suivi de mortalité, l'exploitant ou le prestataire compétent désigné par ce dernier pour la réalisation des suivis environnementaux (notamment suivi de mortalité) engage les démarches administratives nécessaires afin de pouvoir utiliser des cadavres d'animaux d'élevages justifiant de garanties sanitaires satisfaisantes.

Le suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères MS1 est le suivant :

Pour le suivi de mortalité, l'estimation de la mortalité réelle à partir des mortalités constatées est faite en appliquant les meilleures formules de correction disponibles, sur la base de la mesure des biais inhérents à ce type de suivi. Sont par conséquent mesurés les paramètres d'efficacité de l'observateur, la persistance des cadavres, la surface prospectée (en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes). Pour les suivis de mortalité, les paramètres de correction de l'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont mesurés trois fois chaque année de suivi (printemps, été, automne), ainsi que la correction de la surface prospectée en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes. La surface à prospecter est à minima, un cercle ou un carré sous chaque éolienne de côté égale au diamètre de la sphère à risque (diamètre du rotor additionné de 20 m minimum). Un cadavre qui est trouvé en dehors de ce périmètre tout en restant à proximité des mats est comptabilisé.

Le suivi est réalisé sur les 3 premières années consécutives à la mise en service du parc. A l'issue de ces 3 ans, si les résultats obtenus en matière de réduction d'impact sont jugés satisfaisants par l'inspecteur de l'inspection des installations classées, la fréquence est ensuite réduite à un suivi tous les 5 ans. Dans le cas contraire, la fréquence des suivis de mortalité demeure annuelle jusqu'à obtention de résultat représentatif de la réalité. Dans le cas de modification de paramétrage et afin d'évaluer son efficacité, le suivi est relancé au moins sur une année.

Pour chaque année de suivi, la fréquence de passage de suivi minimale est définie sur la base des résultats obtenus lors des tests de persistance de cadavres effectués avant de débiter les suivis : au printemps (mars - mai), en été (juin - juillet) et en automne (août - novembre) :

- pour les résultats de test de printemps, d'été et d'automne obtenus supérieures ou égales à 2 jours : le suivi est effectué a minima sur 2 passages/semaine de mi-mars à mi-novembre sinon le suivi est réalisé sur 3 passages/semaine ;
- pour la période de mi-novembre à mi-mars : 1 passage/semaine.

L'objectif est de garder une cohérence entre la pression d'inventaire et les résultats de tests de persistance.

La mortalité corrigée ne dépasse pas quatre fois la mortalité constatée dans le cadre des suivis. S'il y a dépassement, le suivi de mortalité est considéré comme non représentatif de la réalité et est refait jusqu'à l'obtention de la valeur mortalité corrigée/mortalité constatée <4. Pour cela, la fréquence de passage est augmentée pour diminuer les facteurs de correction, et/ou des méthodes de détection plus performantes sont mises en œuvre (détection canine par exemple). En effet, afin d'augmenter l'efficacité de la recherche de cadavres et de réduire le temps de recherche, l'intervention de chien(s) dressé(s) peut être à privilégier. La justification des compétences du ou des chiens utilisés est alors mentionnée dans chaque rapport de suivi.

Le rapport de suivi de mortalité sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

Les résultats des suivis de mortalité sont rapportés en détails avec notamment la date, l'heure et le lieu (coordonnées Lambert 93, point GPS) de découverte de chaque cas détecté, ainsi que le nom de l'espèce déterminée et les causes probables de sa mort.

Les rapports de suivi de mortalité intègrent l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les mesures/recommandations faites suite à l'analyse des résultats et le cas échéant la justification de leur non prise en compte. Ces mises en œuvre sont à l'initiative de l'exploitant, l'inspection des installations classées doit en être informé.

3.5.1.2 - MS2 - Suivi d'activité des chiroptères

L'exploitant met en place un suivi continu de l'activité des chiroptères sur l'ensemble du cycle biologique de mars à fin novembre, en altitude (à hauteur de nacelle). Ce suivi ainsi que le suivi de mortalité visent à optimiser les paramètres de bridage préventif prescrit.

Il est mis en place durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, c'est-à-dire de mars à fin novembre, puis 1 fois tous les 5 ans. En parallèle et suivant les mêmes durées et fréquences, un suivi des paramètres vent, température, et tout autre facteur pertinent pour caractériser l'activité des chiroptères.

A l'issue de chaque année complète de suivi d'activité des éoliennes, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, en même temps que le suivi environnemental, le bilan de la mise en œuvre du système de bridage préventif, détaillant toutes les périodes d'arrêt effectif des éoliennes et mettant en évidence, pour chaque arrêt :

- la date, l'heure de début et de fin de l'arrêt,
- les enregistrements de vent et de température durant la période d'arrêt (minimum, moyenne et maximum),
- le niveau d'activité mesuré des chiroptères.

Ainsi que l'analyse des suivis d'activité des chiroptères, couplés à des mesures de température, de vent, et de tout autre paramètre pertinent.

3.5.1.3 - MS3 - Suivi du comportement de l'avifaune

Le suivi comportemental de l'avifaune sera réalisé sur 3 cycles annuels consécutifs dès la première année de mise en service du parc éolien, puis tous les 5 ans. Il visera :

- le cortège des passereaux méditerranéens nicheurs en milieu ouvert ;
- les migrateurs de printemps et d'automne ;
- les rapaces locaux et notamment l'Aigle Royal.

Annuellement le suivi sera de 1 jour par mois entre novembre et février, trois jours par mois entre mars et mai, 1 jour par mois entre juin et juillet et 2 jours par mois entre août et octobre.

3.5.1.4 - MS4 - Suivi de l'avifaune nicheuse

Le suivi MS4 est mis en place suivant le protocole IPA (indices Ponctuels d'Abondance) sur la base de 10 points d'écoute à minima. Ce suivi sera effectué 1 jour par mois d'avril à juin. Il sera réalisé sur 3 cycles annuels consécutifs dès la première année de mise en service du parc éolien, puis tous les 5 ans.

3.5.1.5 - MS5 - Suivi des habitats et de la flore patrimoniale

Un suivi de la flore et des habitats du site est mis en place sur 5 années (n+1 / n+3 / n+5 / n+10 / n+ 20). Le nombre de passages (4 passages minimum par an) doit permettre de réaliser un suivi significatif et représentatif afin de pouvoir en interpréter les résultats.

Un suivi des stations de l'espèce végétale protégée recensée sur le site, à savoir, l'Orchis de Provence (Orchis provincialis), doit être notamment réalisé.

L'exploitant doit veiller à caler les dates de campagnes sur les périodes de floraison de chacune des espèces : à minima réaliser deux passages entre février et avril et deux autres passages entre mai et juillet.

Les rapports de suivi milieux naturels/habitats doivent intégrer l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les mesures/recommandations faites suite à l'analyse des résultats ou justifier leur non prise en compte. Ces mises en œuvre sont à l'initiative de l'exploitant, l'inspection des installations classées doit en être informée. Les rapports analysant les résultats de ces suivis sont transmis à l'inspection des installations classées dans les trois mois après leur finalisation.

3.5.1.6 - MS6 - Suivi du Percnoptère d'Égypte

Un suivi spécifique est réalisé pour le Percnoptère d'Égypte dès la première année d'exploitation du parc éolien, et pendant trois ans. Il démarrera annuellement à l'arrivée des oiseaux depuis l'Afrique (mi-mars), et se poursuivra jusqu'à leur départ en migration postnuptiale (fin septembre).

Il porte, notamment, sur :

- Le suivi de la reproduction de l'espèce : présence du couple, localisation du site de nidification (qui peut être variable), suivi de la ponte et de la nichée (pour préciser les dates), etc. ;
- Le comportement des oiseaux et l'analyse de leur fréquentation du parc éolien : zones de chasse, axes de déplacement (utilisation des trouées et des zones dégagées de machines), réactions face aux éoliennes, attractivité des troupeaux, etc. ;
- la période de déclenchement de la mesure MR4 d'arrêt des éoliennes en période d'envol du/des jeune(s).

Pour chaque année de suivi, la fréquence de passage de suivi minimale est :

- Arrivée des oiseaux à mi-mai : 1 passage par semaine ;
- Mi-mai à mi-juin : 1 passage tous les 2 jours entre la date de ponte +35 et +50 jours ;
- Mi-juin à mi-août : 1 passage par semaine ;
- Mi-août au dernier envol du jeune : 1 passage tous les deux jours ;
- Jusqu'au départ en migration des oiseaux : 3 passages sur 3 jours pour valider le départ en migration.

Article 3.5.2 - En cas de mortalité d'un individu d'une espèce protégée

En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée, soit dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori des vidéos dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement, soit dès que l'exploitant en a connaissance (signalement par un tiers (technicien de maintenance, promeneur...) de la découverte du cadavre ou de l'animal blessé).

Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue a obtenu une autorisation définie à l'article 2.4.1 du présent arrêté.

S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une espèce protégée menacée ou quasi menacée (catégories NT, VU, EN, CR) suivant la liste rouge UICN nationale (et/ou régionale en catégorie : réhibitoire, très fort, fort) ainsi que d'une espèce définie en tant que

cible (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple), l'exploitant :

- doit mettre à l'arrêt en période diurne l'éolienne à l'origine de la mortalité d'un individu de l'avifaune cible. En l'absence d'éléments permettant d'identifier l'éolienne mise en cause, toutes les éoliennes doivent être arrêtées.
- doit renforcer le plan de bridage en fonction du nombre de chiroptères tués et des espèces concernées à enjeux patrimoniaux très forts (notamment groupe des noctules).
- déclare cette mortalité sous 48 heures ouvrées à l'inspection des installations classées en transmettant la fiche d'incident dont le modèle est téléchargeable sur le site internet de la DREAL,
- communique sous 45 jours maximum un rapport analysant les circonstances et les causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire.

Par ailleurs, pour les mortalités des espèces protégées menacées suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspection des installations classées une fiche de notification du BARPI (téléchargeable depuis le site internet de la DREAL) complétée.

Dans le cas où la mortalité est due à un dysfonctionnement d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (bridage, SDA, outil de visibilité...), la remise en service est réalisée conformément aux articles 3.3.4.1.3 et 3.3.4.3.5 du présent arrêté.

Dans le cas où la mortalité n'est pas due à un dysfonctionnement mais à un paramétrage inadapté d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité (bridage, SDA, outil de visibilité...), la remise en service est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par l'inspection des installations classées. L'exploitant propose ensuite, sous un mois, des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du dispositif ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.

Article 3.5.3 - Transmission des données et publication des résultats

En complément de l'obligation de versement des données brutes de biodiversité sur la plate-forme DepoBio, les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises au Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Occitanie et aux opérateurs des PNA des espèces concernées, suivant un format informatique d'échanges permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par l'inspection des installations classées pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

Article 3.5.4 - Sauvegarde des données

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- tous les documents, enregistrements, éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 19 février 2007.
- ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

ARTICLE 3.6 - MESURES DE COMPENSATION

L'autorisation environnementale qui tient lieu de dérogation, délivrée à l'article 3.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des deux mesures suivantes.

Pour ces deux mesures le porteur de projet devra faire valider 6 mois avant le début des travaux les éléments suivants :

- nom et qualification du prestataire qui gérera ces parcelles compensatoires,
- plan de gestion de ces parcelles,
- mesures de suivis des mesures compensatoires,
- état initial des parcelles proposées,
- localisation exacte des parcelles,

- éléments attestant la sécurisation foncière de ces mesures.

Pour ces trois mesures le porteur de projet mettra en place un comité de suivi, comprenant à minima le maître d'ouvrage, les services de la DREAL, de la DDTM, de l'OFB, et des structures naturalistes. Ce comité de suivi se réunit annuellement pendant les 3 premières années puis tous les 5 ans. Ce comité de suivi permettra au travers des bilans annuels de suivi réalisés par le porteur de projet de vérifier si les mesures sont adaptées, et le cas échéant d'en proposer des nouvelles dans l'objectif de zéro perte nette de biodiversité.

Article 3.6.1 - Ouverture et gestion de milieux ouverts et semi-ouverts favorables à la faune patrimoniale

Le porteur de projet doit proposer une mesure de compensation de 128 ha pour compenser les impacts prévus sur la petite avifaune nicheuse et la faune terrestre, et sur les rapaces.

Cette mesure concerne les parcelles suivantes :

- parcelles A0235 et A0236 au lieu-dit « Pichou », sur la commune d'Alet-les-Bains (62 ha) ;
- parcelles A0247, A0248 (portion d'environ 17 ha à l'est de la rupture de pente), A0249, A0250, A0251, A0252, A0253, A0432 et A0434 à l'est du pic de Brau, sur la commune d'Alet-les-Bains (49 ha) ;
- partie de la parcelle A846, à l'ouest du parc éolien sur la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (environ 17 ha).

Cette mesure est mise en place pour une durée de 30 ans et doit être effective dès le début des travaux.

Un bilan du suivi de cette mesure est envoyé annuellement à la DREAL durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, puis tous les 5 ans.

Cette mesure est conditionnée par les éléments suivants :

- le porteur de projet devra faire valider par la DREAL 6 mois avant le début des travaux la localisation précise des parcelles concernées en précisant les habitats des parcelles concernées, leur état de conservation et les modes de gestion associés ;
- le porteur de projet devra fournir 6 mois avant le début des travaux une preuve de la sécurisation foncière de la mesure sur 30 ans (acte d'achat des parcelles, ou conventions signées avec les propriétaires des parcelles attestant de la sécurisation foncière sur 30 ans).

Article 3.6.2 - Entretien du milieu en faveur de la flore patrimoniale

L'exploitant met en place un plan de gestion de la flore patrimoniale du pic de Brau visant à compenser les impacts sur ces espèces et plus généralement, à favoriser le maintien et le développement de la flore patrimoniale qui fait la richesse du site, durant toute la durée d'exploitation. Le plan de gestion sera constitué des modalités suivantes :

- Cartographie des zones de présence des espèces patrimoniales et identification de secteurs de pâturage, regroupant des espèces présentant les mêmes besoins en termes de gestion (dates et pression de pâturage, débroussaillage...) ;
- Pour chaque secteur identifié, conduite du troupeau ou débroussaillage en fonction des enjeux liés au secteur, par exemple : date de pâturage plus tardive et pression allégée pour le secteur à Ophrys miroir ; débroussaillage annuel sur les stations d'Epiaire d'Héraclée autour des éoliennes à l'occasion du débroussaillage réglementaire, etc. L'objectif est de permettre aux plantes d'aller jusqu'à la fructification. Si besoin, mise en exclos de certaines zones afin de protéger la flore.

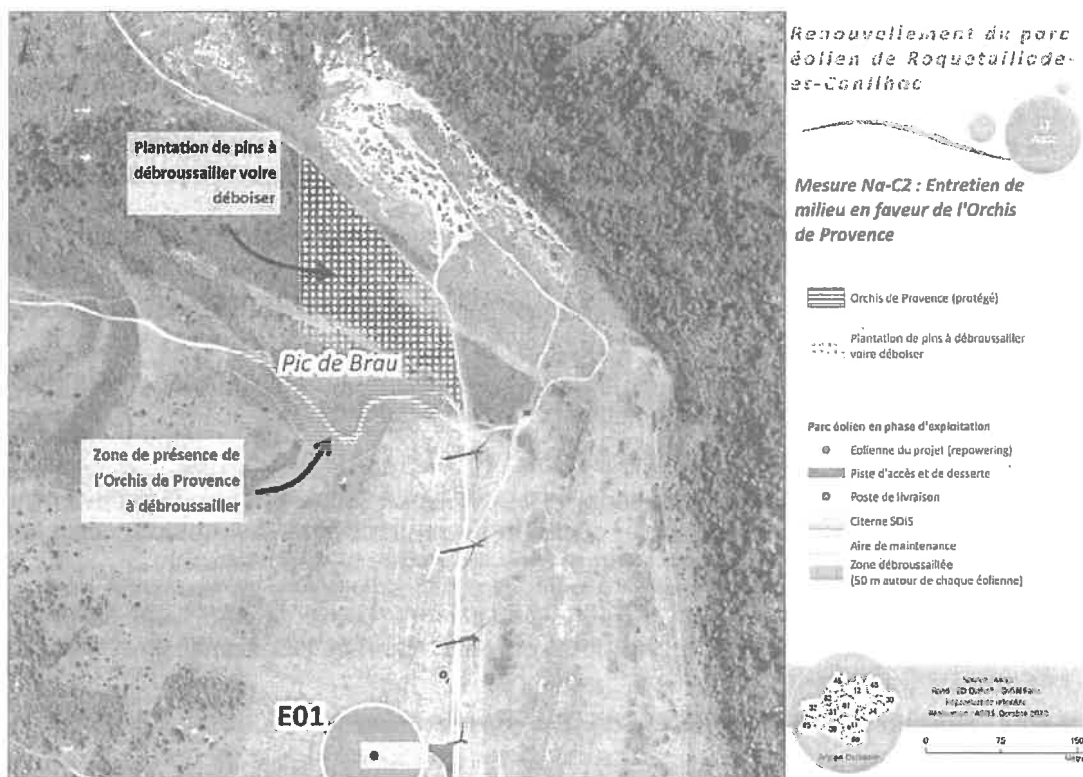
La mesure et l'évolution de la flore patrimoniale fait l'objet d'un suivi, à raison de deux passages à la mise en service du parc éolien, puis de deux passages tous les 5 ans (n, n+5, n+10, n+15, n+20, n+25) en période de floraison des espèces considérées (dates de passage à adapter en fonction de la météo et de la phénologie observée). Ce suivi porte notamment sur le dénombrement des pieds, la cartographie des stations et l'évolution des populations (abondance et répartition).

Article 3.6.3 - Entretien de milieu en faveur de l'Orchis de Provence

Cette mesure est mise en place afin d'assurer le maintien de l'espèce sur le site, sa zone de présence sera entretenue par un débroussaillage annuel, à l'occasion du débroussaillage DFCI autour des éoliennes. Par ailleurs, les plantations denses de pins sur les pentes nord du pic de Brau, à proximité de la station d'Orchis de Provence, seront débroussaillées voire supprimées.

Cette mesure est mise en place pour une durée de 30 ans et doit être effective dès le début des travaux.

Un bilan du suivi de cette mesure est envoyé annuellement à la DREAL durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, puis tous les 5 ans. Ce bilan doit comporter une carte de localisation des zonesensemencées.



TITRE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 4.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Toulouse) compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions visées à l'article 1.1, y compris leur refus, relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L. 511-2 du code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels ils sont directement raccordés :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

La Cour administrative d'appel de toulouse peut être saisie par l'application informatique " Télérecours Citoyens " accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Conformément à l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 4.2 - AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Roquetaillade-et-Conilhac et pourra y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Roquetaillade-et-Conilhac pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Aude, l'accomplissement de cette formalité ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement : Roquetaillade-et-Conilhac, Saint-Polycarpe, Limoux, Couranel, La Digne-d'aval, La

Digne d'Amont, Tourreilles, Magrie, Bouriège, Bourigeole, Fetses-et-Saint-André, La Serpent, Val-du-Faby, Espérasa, Campagne-sur-Aude, Couiza, Rennes-le-Château, Coustaussa, Montazels, Cassaignes, Luc-sur-Aude, Véraza, Alet-les-Bains et Antugnac ;

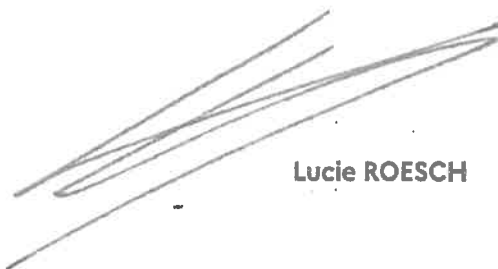
- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4.3 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de l'arrondissement de Limoux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Roquetaillade-et-Conilhac et à la Société ENGIE GREEN FRANCE, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000).

Fait à Carcassonne, le 13 janvier 2023

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction du pilotage des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement et
de l'aménagement du territoire**

**Arrêté préfectoral portant habilitation pour établir le certificat de
conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code
de commerce – SARL CEDACOM SUD**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du commerce notamment les articles L. 752-23, R. 752-44 et suivants;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU le décret du 7 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale ;

VU l'arrêté ministériel du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

VU l'arrêté ministériel du 1er octobre 2019 fixant le contenu du formulaire intitulé «*certificat de conformité*» en application de l'article R. 752-44-8 du code de commerce ;

VU la demande d'habilitation de la SARL CEDACOM SUD représentée par Mme Charlotte CHARPENTIER épouse MOKRARA reçue le 10 janvier 2023 et déclarée complète;

VU l'ensemble des pièces du dossier de demande;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La SARL CEDACOM SUD, sise 1 rue Henri Dunant 31600 MURET et représentée par Mme Charlotte CHARPENTIER épouse MOKRARA, gérante, est habilitée à établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce.

ARTICLE 2 :

Le numéro d'habilitation est le : n°HCC19/11/2023/01.

ARTICLE 3 :

Cette habilitation est donnée pour une durée de 5 ans sans renouvellement tacite possible. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département.

ARTICLE 4:

L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice, mentionnées à l'article R. 752-44-2.

ARTICLE 5:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 Montpellier Cedex 02, soit par voie dématérialisée, via l'application Télérecours Citoyen <https://citoyens.telerecours.fr> , dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication.

ARTICLE 6:

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

A Carcassonne, le 25 janvier 2023

Pour le préfet, et par délégation
La secrétaire générale de la préfecture


Lucie ROESCH



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction du pilotage des
politiques publiques et de l'appui
territorial**

Bureau de l'environnement et de
l'aménagement du territoire

**Arrêté préfectoral
portant modification de la composition du Conseil Départemental de l'Environnement et
des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de l'Aude**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1416-1, R.1416-1 à R.1416-6 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration;

VU le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret du 9 février 2021 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-11-3203 du 25 septembre 2006 relatif à la création et au fonctionnement du CODERST ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 portant renouvellement de la composition du CODERST ;

CONSIDÉRANT la démission d'un représentant des maires et la proposition de remplacement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 portant renouvellement de la composition du CODERST est modifié ainsi qu'il suit :

Le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est présidé par le préfet de l'Aude ou son représentant.

Il est composé comme suit :

1^{er} collège :

- **Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS)**, ou son représentant de la délégation départementale de l'Aude

- **Six représentants des services de l'État :**

- Deux représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM)
- Un représentant de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP)
- Deux représentants de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- Le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) ou son représentant.

2^{eme} collège : Cinq représentants des collectivités territoriales :

- **Deux conseillers départementaux :**

-Titulaire : M. Francis MORLON (canton Narbonne 1),
Suppléant : M. Daniel DEDIES (canton Carcassonne 3).

-Titulaire : Mme Tamara RIVEL (canton Carcassonne 2),
Suppléant : Mme Caroline CATHALA (canton La Montagne d'Alaric).

- **Trois maires :**

-Titulaire : Mme Denise GILS (Maire de Peyriac-Minervois),
Suppléant : M. Francis SAVY (Maire de Mazuby)

-Titulaire : M. Joël CATHALA (Maire de Lauraguel),
Suppléant : M. Jacques DIMON (Maire de Pennautier)

-Titulaire : M. Benoît VALERY (Maire de Treilles)
-Suppléant : Mme Marylise RIVIERE (Maire de Tournissan).

3^{eme} collège : Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence du conseil et des experts dans ces mêmes domaines :

- **Trois représentants des associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement :**

- Représentant d'associations de consommateurs:**

Titulaire: M. Patrick BARBIER (INDECOSA-CGT),
Suppléant: M. René LAFFONT (association CLCV).

-Représentant d'associations de pêche :

Titulaire : M. David FERNANDEZ, Président, Fédération de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'Aude,

Suppléant : M. Thibaut IZARD. Fédération de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'Aude.

-Représentant d'associations de protection de l'environnement:

Titulaire: Mme Maryse ARDITI, Ecologie du Carcassonnais des Corbières et du Littoral Audois (ECCLA),

Suppléant: M. Jean-Pierre MARTINEZ, Société de protection de la nature du Languedoc-Roussillon (SPN-LR) - comité de l'Aude.

- **Trois représentants de professions dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil:**

-Représentant de la profession agricole (Chambre d'agriculture de l'Aude) :

Titulaire: M. Jacques SERRE,

Suppléant: M. Didier JEANNET.

-Représentant de la profession du bâtiment (Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Aude) :

Titulaire: M. Jean-Michel MARTIN,

Suppléant: M. Gilbert CAMPANA.

-Représentant de la profession des industriels et exploitants d'installations classées (Chambre du commerce et de l'industrie de l'Aude) :

Titulaire : M. David BENZERIEU ARTES,

Suppléant : Mme Camille ORTEGA.

- **Trois experts dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil:**

-Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières de l'Aude (SMMAR) :

Titulaire : M. Bastien SEVENIER,

Suppléant : M. Kriss SANS.

-Syndicat Mixte Fermé Réseau Solidarité Eau 11 dit Réseau 11 :

Titulaire : M. Laurent AYMARD,

Suppléant : M. Nicolas SANMARTIN.

-Laboratoire vétérinaire départemental :

Titulaire : M. Nicolas MARCHAND, responsable du laboratoire vétérinaire départemental,

Suppléant : Mme Sophie COURRIERE-CALMON, vétérinaire départementale.

4ème collège: Personnalités qualifiées:

-Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant

-Titulaire : M. Christophe SUBIAS, hydrogéologue, coordonnateur des hydrogéologues agréés du département,

Suppléant : M. Vivien MARTINEZ, hydrogéologue agréé.

-Titulaire : Docteur Evelyne GENDRON-BACHERE,

Suppléant : Docteur Isabelle JOLIBOIS.

-Titulaire: M. Edmond DE CHIVRÉ, commissaire enquêteur, membre du Conseil Économique, Social et Environnemental de l'Aude,
Suppléant: Mme Karelle LOCQUENAU, membre du Conseil Économique, Social et Environnemental de l'Aude.

ARTICLE 2 :

Le reste sans changement.

ARTICLE 3:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 Montpellier Cedex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 4:

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux membres du conseil.

Carcassonne, le 26 JAN. 2023

Le Préfet

Thierry BONNIER